

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DES
MESURES DESTINÉES
AU RELÈVEMENT MORAL
DE
L'ENFANCE COUPABLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 20 Juin 1899, à 1 heure

PAR

JOSEPH MOLINIÉ

AVOCAT

Président : M. LE POITTEVIN, professeur.

Suffragants : { M. BERTHÉLEMY, professeur.

{ M. GARÇON, agrégé.

❧

PARIS

A. PEDONE, Éditeur

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, Rue Soufflot, 13

1899

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme pro-
pres à leurs auteurs.**

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DES

MESURES DESTINÉES

AU RELÈVEMENT MORAL

DE

L'ENFANCE COUPABLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 20 Juin 1899, à 1 heure

PAR

JOSEPH MOLINIÉ

AVOCAT

Président : M. LE POITTEVIN, professeur.

Suffragants : { *M. BERTHÉLEMY, professeur.*
 { *M. GARÇON, agrégé.*

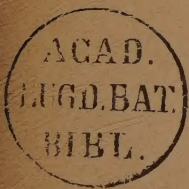
PARIS

A. PEDONE, Éditeur

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, Rue Soufflot, 13

1899



INTRODUCTION

Le travail que nous présentons sous ce titre n'a pas de hautes prétentions. Il est tout simplement un exposé critique des principaux efforts tentés et des efforts à faire en vue du relèvement moral de l'enfance coupable. Et seul, au reste, ce caractère simple pouvait lui convenir, étant donné le but que nous nous étions proposé. Car si, l'entreprenant, nous avions à un certain degré l'ambition d'apporter une contribution, si faible fût-elle, à la solution d'un problème aussi vital et aussi délicat que celui qui consiste à disputer au crime de malheureux enfants que le crime déjà a souillés, notre intention cependant était surtout, en mettant nos lecteurs au courant des progrès accomplis, de réagir dans la mesure de nos forces et de notre influence contre certains préjugés en vogue auprès de nombreux magistrats et d'une importante fraction du public.

Une opinion assez répandue parmi les magistrats est que nos Maisons de correction, quant à la démoralisation, n'ont rien encore à envier aux prisons ordinaires, et que, dès lors, mieux vaut une courte

détention dans celles-ci qu'une détention plus longue dans celles-là. Or cette opinion qui, il y a quelques années, pouvait avoir un fondement, paraît erronée aujourd'hui. Etant donné le rôle décisif de la magistrature dans l'œuvre du relèvement moral de l'enfance coupable, notre préoccupation principale devait donc être de réagir contre une semblable opinion.

Mais nos pensées se sont aussi parfois portées vers le public. Assez généralement, en effet, dans le public l'on croit que rien ou presque rien n'a encore été fait en faveur des jeunes délinquants ; ou que, du moins, ce qui a été fait est tellement défectueux que les malheureux en pâtissent au lieu d'en bénéficier. Volontiers donc on s'imagine aussi les jeunes détenus plus mauvais qu'ils ne sont et toujours pires à leur libération qu'ils n'étaient au moment où ils ont été arrêtés. Et si, par hasard, l'un d'eux vient à se présenter en quête d'une place, rarement on se défend vis-à-vis de lui d'un vif sentiment de défiance, voire même d'une cruelle impression de dégoût ; et trop souvent on l'éconduit. Faute de connaître le traitement qui lui a été appliqué et les bons effets relatifs obtenus grâce à ce traitement, on en arrive ainsi parfois à compromettre à son égard le succès d'une série considérable de précautions et de démarches.

Il nous a paru que mieux informé sur la situation des jeunes délinquants, sur les mesures prises et sur les résultats acquis, bien que ces mesures ne soient

pas encore parfaites ni ces résultats encore suffisants, le public se montrerait à l'avenir moins défiant et réserverait à ces malheureux un accueil plus empressé, plus sympathique et partant moins démoralisant. Et c'est pourquoi, dans l'intérêt de ceux-ci comme dans l'intérêt général, nous nous sommes efforcé de rassembler dans ce travail des indications aussi précises que possible sur tout ce qui concerne le traitement matériel et moral du jeune détenu aux mains de la Société.

Vis-à-vis du public, au surplus, ces indications pouvaient avoir encore l'avantage précieux de le mieux renseigner sur les formes diverses que peut actuellement revêtir sa collaboration à l'œuvre de la société ; et peut-être aussi celui de provoquer son initiative. Et cette considération devait être pour nous d'un grand poids, aujourd'hui surtout que la loi du 19 avril 1898 est venue étendre d'une manière si inopinée mais si heureuse, le rôle des particuliers et des sociétés privées, en autorisant le juge d'instruction à confier à titre provisoire et le tribunal à titre définitif la garde du jeune délinquant à un particulier, à une société privée, ou enfin à l'Assistance Publique.

Bien entendu dans toute cette étude nous n'avons jamais perdu de vue les malheureux enfants, auxquels elle était consacrée. Travailler à détruire les préjugés qui peuvent leur être nuisibles, n'est-ce pas déjà une manière efficace de servir leur intérêt ? Et quelle autre façon plus directe de poursuivre le

même résultat que celle qui consiste à découvrir les imperfections et les lacunes du traitement auquel ils sont soumis, et à rechercher les réformes utiles ? Or, malgré le mauvais vernis que cela pouvait jeter sur le tableau de la situation présente, nous n'avons jamais hésité cependant à dénoncer loyalement ces lacunes et ces imperfections, sauf à indiquer aussitôt les réformes ; et cela dans le cours même des chapitres et à mesure que nous les avons rencontrées. Ce mélange de la critique avec l'exposé des mesures adoptées nous a, d'ailleurs, amené à présenter nos développements sous une forme théorique ; et cela nous a permis de mieux lier entre elles les diverses parties du sujet.

Le plan que nous avons adopté est, au reste, très simple. Nous nous sommes borné, en effet, à suivre pas à pas l'enfant depuis l'arrestation jusqu'au lendemain même de sa libération définitive.

Dans notre 1^{re} Partie, nous l'avons accompagné : De l'arrestation au jugement, traitant successivement :

Chapitre I. — De la situation matérielle faite à l'enfant durant la prévention ;

Chapitre II. — De la procédure d'instruction ;

Chapitre III. — Du jugement.

Dans la seconde partie, nous nous sommes placé, au contraire : Après le jugement et nous avons traité dans deux nouveaux chapitres :

Chapitre I. — De l'exécution de la sentence ;

Chapitre II. — De la libération.

Dans une courte conclusion enfin nous avons essayé de découvrir ce que l'avenir nous réserve et après avoir formulé nos doutes sur l'intervention à court terme du législateur, nous avons, en terminant, placé notre confiance dans une sage combinaison des efforts de l'administration et de l'initiative privée.

PREMIÈRE PARTIE

DE L'ARRESTATION AU JUGEMENT

CHAPITRE PREMIER

Situation matérielle faite à l'enfant durant la prévention.

L'enfant a une âme essentiellement délicate. Les bonnes influences ont beaucoup de prise sur lui. Combattus à temps, ses instincts pervers sont facilement redressés. Son éducation est encore aisée tant que sa conscience n'a pas été ternie par les mauvais conseils et les mauvais exemples. Mais malheur à lui si des leçons pernicieuses corrompent son âme. Car une fois sur la pente du mal, il la descend rapidement avec toute l'irréflexion de son jeune âge. Et dès lors, la tâche de l'éducateur se complique. Le relèvement moral de l'enfant se trouve même à jamais compromis, si un frein puissant ne vient bientôt arrêter la course du mal.

Le but de la société, qui opère l'arrestation du jeune enfant après la faute, est précisément, en se protégeant, de s'opposer à un envahissement que la fa-

mille serait peut-être incapable d'arrêter, puisqu'elle n'a pas su le prévenir. Mais en prenant la place de la famille, elle en assume la responsabilité. Elle doit désormais veiller à l'éducation du jeune détenu, faire tous ses efforts pour arriver à son amendement, le rendre meilleur qu'elle ne l'a pris. Responsabilité terrible ! Si, au lieu de se corriger, l'enfant se pervertit davantage entre les mains de la société, celle-ci en devra compte à la famille et à l'enfant lui-même. Son premier devoir est de ne pas le rendre plus mauvais.

Vis-à-vis du jeune détenu la société contracte donc deux obligations de caractère différent : l'une positive : l'élever, le relever tant à ses propres yeux qu'aux yeux de ses semblables ; l'autre négative : éviter de le rendre à la vie libre pire qu'il n'était au moment de son arrestation.

Mais de ces deux obligations la première est moins essentielle et moins générale que l'autre. La société, en effet, n'assume pas nécessairement les charges de l'éducation de l'enfant arrêté. Fréquemment même il arrivera qu'après une courte détention préventive, celui-ci sera remis en liberté, soit que son innocence ait été démontrée, soit que les renseignements recueillis au cours de l'instruction aient été favorables aux parents. Et dès lors, c'est à ceux-ci qu'incombera à nouveau la continuation de son éducation et, s'il y a lieu, de son relèvement moral. La société n'en demeurera tenue qu'autant qu'un jugement lui donnera l'investiture. Et cela suppose une série d'événements consécutifs à l'arrestation et à l'interne-

ment. — Le seul fait que le jeune délinquant est tombé au pouvoir de la police suffit, au contraire, à engendrer d'une manière rigoureuse et absolument générale la seconde des obligations à la charge de la société. Du moment où elle le retire des mains de sa famille, ne serait-ce que pour un instant, celle-ci devient responsable de toute aggravation qui pourra survenir dans son état moral. Bien mieux cette obligation, qui pèse sur elle à chaque minute de la détention, revêt un caractère particulièrement impératif durant les heures qui séparent l'arrestation du jugement, autrement dit : durant la prévention.

A ce moment, toute mauvaise influence exercée sur l'enfant sera une difficulté de plus apportée à son relèvement moral ; peut-être suffira-t-elle même à compromettre ce dernier d'une manière irréparable. Et puis on n'est encore fixé ni sur la culpabilité ni sur la moralité du jeune prévenu. Et il se peut que celui-ci ne soit pas l'auteur de l'acte illicite qui lui est reproché, ou que, l'ayant accompli, il l'ait moins fait par malice que contraint ou par étourderie. Il n'a pas toujours été surpris, en effet, en flagrant délit ; et on ignore, en tous cas, s'il n'a pas agi sous l'impulsion d'une idée fixe, produit de son imagination trop ardente, ou d'après les menaces et les ordres d'un tiers. En d'autres termes, l'enfant en prévention peut être un innocent jusque-là demeuré en dehors des atteintes du mal. Or s'il est vrai que la société engagerait lourdement sa responsabilité en plaçant le jeune détenu, reconnu et déclaré coupable, dans des

conditions capables de favoriser en lui les progrès de la maladie morale, qui déjà le consume, combien ne l'engagerait-elle pas davantage vis-à-vis du malheureux innocent, à qui elle inoculerait le germe même de cette maladie par le contact de voisins viciés et pervers ?

Il importe donc au relèvement moral du jeune délinquant d'entourer son arrestation et sa détention préventive d'une sollicitude toute spéciale et de lui éviter, durant cette période, toute promiscuité dangereuse, soit de la part de prisonniers adultes, soit de la part d'autres prévenus du même âge qu'eux, mais plus avancés dans le mal.

Longtemps cependant la Société comprit mal ses devoirs. Jusqu'à ces derniers temps, rien n'avait été fait pour séparer dans les locaux affectés aux personnes arrêtées, attendant leur comparution devant le juge, les diverses catégories de délinquants ; de sorte qu'on pouvait voir dans les violons, les dépôts et les maisons de détention préventive, vivant durant de longues heures dans une confusion complète : le jeune garçon à côté du repris de justice, la jeune fille chaste encore à côté de la prostituée, le malheureux abandonné à côté du voleur.

Mais, du moins, cette situation déplorable attirait-elle depuis nombre d'années l'attention des criminalistes amis de l'enfance. Dans son rapport à la grande enquête pénitentiaire de 1873, M. d'Haussonville réclamait déjà des dépôts cellulaires et affirmait « qu'on ne saurait prendre trop de précautions pour

prévenir ces premiers contacts entre des individus dont la faute et la dépravation sont loin d'être égales (1). » En 1879, au lendemain même de sa fondation, la Société générale des Prisons provoquait, de son côté, les observations de ses membres sur les circonstances de l'arrestation et élaborait un projet complet de réformes (2). Plus récemment encore, en 1891, surgissait à Paris une Société nouvelle : le Comité de Défense des enfants traduits en justice, dont la première préoccupation était de solliciter des autorités compétentes l'isolement des enfants dans les divers lieux traversés par eux avant leur comparution à l'audience (3). La même démarche enfin signalait les débuts des divers autres Comités de défense successivement organisés dans plusieurs villes importantes (4).

Et les efforts combinés de ces sociétés ont amené de la part de l'Administration la réalisation de plusieurs améliorations notables, que nous signalerons, en même temps que les lacunes subsistantes, dans l'étude que nous abordons maintenant de la situation matérielle faite à l'enfant durant la prévention.

Pour plus de précision, au cours de ce chapitre, nous distinguerons la situation à Paris et la situation dans les départements.

(1) Rapport d'Haussonville, p. 57.

(2) *Revue Pénitentiaire* (Bulletin de la Société générale des Prisons) 1879, p. 136 et sq. ; 217 et sq. ; 321 et sq. ; 756 et sq.

(3) R. P. 1892, p. 822 et sq.

(4) Voir notamment R. P. 1893, p. 480 et sq. et 1894, p. 535 et sq.

Prenons donc un enfant au moment de l'arrestation et suivons-le, par la pensée, dans les divers lieux qu'il traverse avant d'être remis en liberté ou conduit devant le tribunal.

Un enfant est appréhendé dans la rue pour un délit quelconque : assassinat, vol, incendie, prostitution, mendicité, vagabondage... Il est aussitôt conduit à Paris, au poste de police. En province, la situation est la même : tout individu arrêté est conduit au poste ou au violon en attendant sa comparution devant le commissaire. C'est donc au poste et au violon que commence pour la société son devoir de protection, devoir d'autant plus impérieux que là s'arrêtera assez souvent le voyage de l'enfant innocent à travers les prisons.

Or, c'est peut-être dans les postes de police que la situation à Paris demeure aujourd'hui la plus défectueuse. Non certes que des réformes utiles n'aient été apportées à l'organisation de ces locaux. La plupart d'entre-eux, considérablement améliorés au point de vue de l'hygiène, possèdent maintenant « de petites cabines grillées dans lesquelles on peut isoler les enfants et les empêcher d'entendre trop distinctement les propos des ivrognes, des malfaiteurs et des filles (1). » Mieux encore, comme un stationnement prolongé pourrait nuire aux jeunes délinquants, des

(1) Guillot. — *Les Institutions pénitentiaires de la France en 1895. L'Enfance*, p. 320.

circulaires du préfet de police ont prescrit de les y laisser le moins possible. L'usage s'est établi d'envoyer immédiatement au commissariat et de là, s'il y a lieu, au Dépôt, les enfants arrêtés dans la journée. Et quant à ceux, qu'une arrestation trop tardive oblige de conserver la nuit au poste de police, l'administration a prescrit de « les faire coucher sur un matelas dans la salle des agents et non dans le violon (1) ». Mais il existe encore quelques postes de quartier, qui, à beaucoup d'égards, laissent à désirer. Simple locataire de ces immeubles, la Préfecture de police hésite à y faire des dépenses, qui se traduiraient en pure perte, le jour où elle se transporterait ailleurs. Et le plus souvent établis dans des rez-de-chaussée trop étroits et humides, ces postes, d'autre part, n'assurent de séparation effective qu'entre les femmes et les hommes; de sorte que, confondus pêle-mêle avec les adultes de leur sexe, garçons et jeunes filles y respirent tant au physique qu'au moral une atmosphère corrompue, dont la brièveté du séjour atténue à peine les dangers. On a vu des enfants puiser là le germe de maladies physiques. Et combien, qui y ont fait la connaissance des chefs de bande, au service desquels ils se sont enrôlés plus tard ! Il resterait donc à assainir ces postes sinon matériellement (il y aurait pour cela trop à faire) du moins moralement. Et il suffirait à cet effet d'aménager dans chacun d'eux deux cellules pour les

(1) Alpy. — *Rapp. au Comité de Défense*, 8 janv. 1896.

garçons et deux cellules pour les filles. Sauf les cas de rafles importantes, s'étendant à toute une bande de jeunes malfaiteurs, il est rare, en effet, que le nombre des enfants arrêtés le même jour dans un même quartier dépasse ce chiffre.

Des améliorations analogues devraient, du reste, être apportées à la plupart des postes de police et des violons de province, et principalement à ceux des grandes villes. L'organisation de ces derniers n'est point, sans doute, particulièrement mauvaise. Les municipalités, sauf quelques exceptions heureuses que l'on se plaît à signaler : celle de Marseille (1), par exemple... se sont également désintéressées du bon état de ces locaux ; et ceux-ci se présentent presque tous dans les mêmes conditions défavorables d'hygiène et de moralité. Mais les dangers de contamination sont cependant plus redoutables dans les grands centres que dans les villes peu importantes. Il est rare, en effet, que dans celles-ci plusieurs délinquants doivent séjourner ensemble au violon, tandis que cela est commun dans les grandes villes, où les occasions de faillir sont plus nombreuses et la population plus dense. Et, d'autre part, les agents, dans les petites localités, évitent le plus souvent à l'enfant tout passage au violon en le conduisant, aussitôt arrêté, devant le commissaire. Si donc il peut être utile de créer des cellules spéciales aux enfants dans les violons de ces dernières en prévision de certains cas exceptionnels qui peuvent se

(1) R. P. — 1897, Juin, Juillet, Août. .

produire, cela devient nécessaire et urgent dans les grandes villes où la promiscuité exerce son influence corruptrice d'une manière permanente. — Hâtons-nous de dire, d'ailleurs, que des efforts ont été faits en ce sens par les divers comités de défense (1). Et il faut espérer que ces efforts seront couronnés de succès.

Du poste de police, l'enfant est conduit au commissariat. Le commissaire fait à son sujet une courte enquête sur la nature de laquelle nous reviendrons plus loin. Puis, suivant les cas, il le remet à sa famille ou le dirige, au contraire, en état de mandat d'amener : à Paris sur le Dépôt de la Préfecture de police ; en province, sur la maison d'arrêt ou le Dépôt, suivant l'importance de la ville.

Mais suivons-le d'abord au Dépôt, à Paris. A peine arrivé dans ce nouveau local, l'enfant est dirigé sur la Permanence « bureau de police chargé d'enregistrer les nouveaux arrivants (2). » Et après un court stationnement dans des couloirs où le contact avec les adultes ne lui est malheureusement pas épargné, il est emmené dans le quartier affecté aux enfants attendant leur comparution devant le petit parquet (3).

(1) On trouve aujourd'hui des comités de défense à : Marseille, Bordeaux, Lyon, Lille, Grenoble, Dunkerque, Rennes, etc. . .

(2) Guillot. *Op. cit.*, p. 321.

(3) Tous les enfants passant par la Permanence ne sont pas aujourd'hui dirigés sur le quartier spécial du Dépôt. On peut

Là encore, d'ailleurs, l'enfant ne séjournera pas longuement puisqu'il devra en sortir au plus tard 24 heures après y être entré, ainsi que cela résulte aujourd'hui de l'art. 2 de la loi du 8 décembre 1897. Mais les dangers de la promiscuité n'y seraient pas moins graves, l'inculpé y passant tout au moins une nuit.

distinguer parmi eux deux catégories : la première comprenant les enfants dont un délit a motivé l'arrestation ; la seconde ceux qui abandonnés, égarés ou orphelins sont retenus non pour être punis, mais pour être secourus. Or seuls les enfants de la première catégorie sont tous actuellement dirigés sur le quartier spécial. C'est de ces enfants que nous nous occupons exclusivement dans notre travail ; aussi avons-nous employé une formule générale. — Quant aux abandonnés longtemps, sans doute, ils ont été mêlés au Dépôt avec les délinquants. Une seule exception était faite en faveur des plus petits qu'on pouvait voir « dans la galerie centrale du quartier des femmes, derrière un des gros piliers qui leur faisait une petite retraite dans un demi jour discret. » (R. P. 1892, p. 398). — Mais cette promiscuité présentait de tels inconvénients que le Comité de défense, dès sa fondation, protesta énergiquement. Et sa protestation fut entendue du Conseil général qui, dans sa séance du 29 Juin 1891 prit une délibération formelle « prescrivant la séparation immédiate des enfants abandonnés, orphelins ou perdus, d'avec les inculpés et invitant l'Administration à préparer la fondation à proximité du Dépôt d'un lieu d'asile spécial pour ces enfants ». — Cet asile fonctionne depuis le mois de Juin 1891. Installé entre la Permanence et l'infirmerie du Dépôt, il comprend un rez-de-chaussée et un entresol avec deux dortoirs l'un pour les filles, l'autre pour les garçons ; une petite cour a en outre été ménagée par devant. La surveillance est confiée à une femme. C'est là que ces malheureux attendent d'être réclamés par leur famille ou envoyés à l'Hospice des Enfants-assistés. — Mais n'insistons pas davantage. Nous n'avons pas à nous occuper ici de cette catégorie de mineurs. Nous avons dû cependant en parler pour mémoire, puisqu'il n'y a pas longtemps encore, ils étaient confondus au Dépôt avec les véritables délinquants.

En fait, actuellement, il existe au Dépôt un quartier cellulaire spécial aux enfants ; et, en principe, l'isolement peut y être assuré. Mais on doit regretter que le nombre des cellules n'y soit pas tout à fait suffisant. Il n'y en a encore que 14, tandis que le nombre moyen des jeunes prévenus y est de 20 à 22 (1). Parfois, dès lors, on se trouve contraint de réunir plusieurs enfants dans la même cellule. Et chacun comprend combien une pareille réunion est immorale et redoutable. Chaque enfant, en effet, y arrive avec ses passions et ses connaissances spéciales, prêt à en faire bénéficier ses petits camarades. Et comme ceux-ci, de leur côté, ne demandent pas mieux que d'en profiter (leur curiosité instinctivement tournée vers le mal les y invite) il s'établit tout naturellement un échange de vues et de leçons, dont le résultat ne peut être qu'une dépravation plus grande des uns et des autres.

En dépit de l'amélioration apportée par la création d'un quartier cellulaire spécial aux enfants, la situation de ceux-ci au Dépôt demeure donc mauvaise. Si bien même qu'on en est venu à se demander si le système de promiscuité complète antérieurement usité n'était pas préférable.

Un jour, dit M. Joly, « un directeur de l'Administration pénitentiaire arrive et il est choqué de « ce spectacle. Aussitôt on fait coucher les enfants « dans les corridors sur des paillasses qui se touchent ! Et quelques jours après, l'on revient à

(1) Voir Alpy. R. P. 1896, p. 229.

« l'ancien système de cellules à plusieurs comme « étant encore moins défectueux ! » (1).

Quoi qu'il en soit du résultat de cette expérience, il n'en demeure pas moins vrai que la situation exige une prompte réforme. Et celle-ci, pour être efficace, ne peut consister que dans un accroissement raisonnable du nombre des cellules. M. Alpy affirme, au reste, qu'il est matériellement possible d'appropriier pour le quartier des enfants des locaux tout voisins du quartier actuel, jusqu'ici occupés par un bureau du service de la sûreté (2). Tout au moins pourrait-on momentanément affecter aux enfants un certain nombre de cellules choisies du quartier des adultes. Sans doute, les inscriptions qui le plus souvent tapissent ces dernières ne contribueraient guère à l'amélioration du jeune délinquant. Mais celui-ci s'y trouverait encore mieux que dans la cellule à plusieurs.

Et que dire maintenant de l'état des Dépôts et des Maisons d'arrêt dans les départements ? Là, la promiscuité est la règle à peu près générale. C'est à peine si l'on peut signaler un Dépôt cellulaire à Marseille (3). Et nous allons voir, à propos de l'enfant envoyé à la Grande Instruction, combien peu de Prisons départementales se trouvent aménagées en vue du régime de l'isolement. La situation, il est vrai, nous le verrons aussi, est appelée à s'améliorer,

(1) Joly. *Le Combat contre le Crime*, p. 162. Note.

(2) R. P. 1896, p. 229.

(3) R. P. 1897, p. 1071.

à mesure que sera appliquée la loi du 4 février 1893 sur la transformation des prisons départementales en maisons cellulaires. Mais ce document ne s'applique pas aux Dépôts. Et en attendant qu'un nouveau texte les englobe, il conviendrait que l'administration prît les devants et les dotât de quartiers cellulaires spéciaux pour les prévenus en bas âge.

L'enfant, à sa sortie du Dépôt, est suivant les cas :

- remis à sa famille ;
- amené devant le tribunal ;
- envoyé à la grande instruction.

Mais de ces trois hypothèses, la première ne donne lieu pour l'instant à aucune observation importante et la deuxième fera l'objet du chapitre III. Nous ne nous occuperons donc ici que de la troisième et seulement au point de vue de la situation matérielle de l'enfant durant cette phase nouvelle de sa détention (1).

Ce point de vue revêt, d'ailleurs, dans notre hypothèse, une importance toute spéciale. Vis-à-vis du jeune prévenu envoyé à la grande instruction, il ne s'agit plus seulement, en effet, de faire œuvre de préservation, de lui épargner des contacts dangereux ; il faut, en outre, montrerons-nous, découvrir parmi tous les moyens à la disposition du juge celui

(1) Le chapitre suivant sera ensuite consacré à l'étude de la procédure d'instruction et des diverses mesures qui la clôturent.

d'entre eux qui conviendra le mieux à sa situation morale, et, à cet effet, étudier attentivement son caractère et ses besoins. Or cette étude ne donnera aucun résultat sérieux ou sera, au contraire, utile et fructueuse, suivant les conditions matérielles plus ou moins favorables, dans lesquelles elle sera faite.

Ne faut-il pas craindre, par exemple, que les interrogatoires et les exhortations du juge ou de l'avocat demeurent sans résultat, si l'enfant bien disposé est mêlé aux petits incorrigibles dans une prison en commun ? Là, en effet, le malheureux aura bientôt appris que dans la législation actuelle l'acquittement et la condamnation dépendent du degré de discernement, mais aussi que sa situation risque d'être plus sévère au cas d'acquittement qu'au cas de condamnation, qu'il peut avoir intérêt à se faire plus mauvais qu'il n'est pour être condamné. Il répondra donc aux interrogatoires sous l'empire de ces idées si fausses. Et il sera très difficile au juge de démêler au milieu de réponses préparées à l'avance et d'un cynisme calculé son degré réel de perversité. — Parfois cependant s'il a affaire avec un enfant bon et docile, le juge parviendra à lui faire abandonner sa tactique mauvaise. Le malheureux se montrera tel qu'il est, sera accessible aux bons conseils. Mais il faudra compter alors avec les camarades vicieux, qu'il ira rejoindre aussitôt et qui, lisant sur sa physionomie le bouleversement opéré en lui, en auront bien vite dissipé les bons effets par des rires narquois et des plaisanteries obscènes. Le juge et l'avocat auront pris une

peine inutile. Lorsqu'ils reverront le jeune prévenu, ils s'apercevront que le mal a fait de nouveaux progrès dans son âme. Et ils arriveront ainsi à la fin de la détention préventive sans savoir exactement à quoi s'en tenir sur son état moral.

Qu'on place, au contraire, ce même prévenu dans une cellule et non seulement il n'aura pas à souffrir des tracasseries de ses camarades, mais encore dans le recueillement de la solitude, face à face avec sa conscience, il fera de salutaires réflexions sur sa vie passée, mûrira les conseils de ses protecteurs, se tracera, sans doute, pour l'avenir, une ligne de conduite plus sage. Peut-être pourra-t-on prendre à son égard une mesure de faveur ; et, en tous cas, on sera exactement renseigné sur l'étendue de ses besoins et sur la nature elle-même du remède, qui doit les soulager.

L'isolement s'impose donc à la maison de détention préventive plus encore que dans les locaux précédents ; d'autant surtout que le temps de séjour de l'enfant y sera également plus long (de 15 à 20 jours en moyenne (1), mais cet isolement ne doit pas être un isolement absolu, ininterrompu. La claustration et le silence sont naturellement lourds à l'enfant habitué à l'agitation et au bavardage ; et il faudrait craindre que trop longtemps prolongés, ils n'aboutissent à lui nuire physiquement et à le démoraliser, au lieu de le porter aux saines réflexions. Tout en assurant la séparation du jeune prévenu d'avec les autres détenus, il importe donc de laisser libre accès

(1) C'est, du moins, la durée moyenne à Paris.

dans la cellule aux bonnes influences, sous quelque forme, d'ailleurs, qu'elles interviennent : sous forme de visites du directeur, de l'aumônier, de l'avocat, de membres de sociétés de patronage, sous forme de lectures intéressantes et morales, sous forme même de travail. Et, de même, au point de vue hygiénique, il convient de prodiguer au jeune prévenu tous les soins désirables et d'entrecouper les heures de travail ou de visite de nombreuses promenades au préau. — Ainsi compris, le régime cellulaire n'aura rien d'excessif. La santé de l'enfant ne s'altérera pas. Et loin de se démoraliser, celui-ci, apaisé et flatté par les sympathies dont il se verra entouré, reprendra courage et travaillera sérieusement à son relèvement moral.

Or quelles sont au point de vue qui nous occupe les dispositions de la loi ? Jusqu'à ces derniers temps, aucun texte ne prévoyait formellement le régime applicable aux mineurs en détention préventive. La loi des 5-12 août 1850 prescrivait bien (art. 2) à leur intention la création de quartiers spéciaux dans les Maisons d'arrêt et de justice départementales. Mais elle leur donnait pour compagnons des enfants condamnés (ceux dont la condamnation n'excédait pas 6 mois). Et elle ne disait rien, d'autre part, de la nature du régime. De sorte que ses prescriptions se trouvaient observées, dès que ces malheureux étaient isolés dans ces quartiers des détenus adultes. Peu importait ensuite que ces quartiers eux-mêmes fussent dotés du régime en commun ou aménagés en

vue du régime cellulaire. Ils demeuraient soumis à toutes les règles de droit commun en matière de prisons départementales.

Il en est de même, sans doute, aujourd'hui. Mais ces règles ont, du moins, été précisées et améliorées. A la date du 4 février 1893 est intervenue une loi, rendant obligatoire pour les départements la transformation, déjà autorisée et conseillée par la loi des 5-16 juin 1875, des prisons communes en maisons cellulaires. Et par contre-coup s'est trouvé consacré le principe de l'isolement des enfants durant la prévention. La loi, en effet, est absolument générale et s'applique aussi bien aux quartiers spéciaux des prisons départementales qu'à ces établissements eux-mêmes. Législativement donc, la situation matérielle de l'enfant en détention préventive est désormais excellente.

En fait, elle est, suivant les villes, essentiellement variable. L'isolement est suffisamment assuré à Paris. Les garçons retenus à l'instruction sont dirigés sur la Petite Roquette ; les jeunes filles sur la Maison de Nanterre, où un quartier spécial leur a été récemment affecté. Et dans l'un et l'autre établissement fonctionne le régime cellulaire de jour et de nuit, également atténué, d'ailleurs, par des visites répétées, des promenades individuelles fréquentes et l'obligation au travail.

Le choix de la maison de Nanterre pour les jeunes filles est loin cependant d'être satisfaisant. Cette maison est trop éloignée de Paris ; et les communica-

tions des prévenues avec leurs défenseurs, après avoir été très difficiles, ont maintenant, à raison même de leur facilité, d'autres inconvénients non moins graves. Au début, les avocats devaient aller voir leurs protégées à Nanterre ; et trop souvent absorbés par leurs occupations au Palais, ils hésitaient à entreprendre ce voyage, qui leur eût pris un temps précieux. Leur influence sur ces enfants était ainsi fort compromise ; et la défense elle-même s'en ressentait presque toujours (1). Aujourd'hui le Comité de défense des enfants traduits en justice a obtenu que les jeunes filles soient amenées à certains jours de Nanterre au Palais de Justice pour communiquer avec leurs avocats. Les entrevues sont donc devenues plus commodes, puisqu'elles ont lieu dans les cellules du dépôt. Mais cela nécessite un va et vient perpétuel qui énerve les enfants et les fatigue, et qui, par conséquent, les dispose fort peu à la méditation et au recueillement. Ce qu'il faudrait, ce serait une Maison spéciale aux mineures dans l'enceinte de Paris et de préférence aux abords du Palais de Justice, où, au lieu de les faire venir à eux, les avocats iraient les voir dans leur cellule. Car alors, non seulement ces enfants seraient dispensées de tous ces voyages humiliants et pénibles, mais encore, laissées seules, sans distraction, après leurs entrevues avec l'avocat, elles profiteraient davantage des conseils de ce dernier, qu'elles auraient plus attentive-

(1) R. P. 1897, 381 et sq.

ment écoutés et pesés. Sans compter qu'elles seraient aussi plus souvent visitées par les dames patronesses des sociétés vouées au sauvetage de l'enfance coupable.

Il faut toutefois reconnaître que la création du quartier spécial de Nanterre a réalisé un immense progrès sur l'ancien état de choses ; car auparavant les jeunes filles avaient toujours eu à subir, soit à la Conciergerie, soit à Saint-Lazare, le régime de promiscuité. Et Dieu sait quelles en étaient les horreurs dans un lieu comme Saint-Lazare, qui est le réceptacle de tout ce que la capitale a de plus corrompu et de plus vicieux !

L'état des maisons de détention préventive dans les départements est généralement moins favorable qu'à Paris. Malgré son caractère impératif, la loi du 4 fév. 1893 a été, en effet, fort peu appliquée. Le nombre des Prisons cellulaires qui en 1895 était de 19 (1), en comptant la Petite Roquette, n'est aujourd'hui encore que de 31 (2) ; tandis que celui des prisons communes s'élève au chiffre de 334. Il est bon d'observer, il est vrai, que les réformes ont principalement porté sur les prisons des grandes villes ; et cela atténue singulièrement les dangers de la situation. Mais il faut désirer cependant que le mouvement de transformation s'accroisse avec rapidité ; car dans le plus grand nombre des prisons, il n'existe pas même de quartier spécial aux enfants et les

(1) *Bul. Com. Pen. Int.*, 1895, II, p. 398.

(2) *V. R. P.*, 1897, p. 1117.

gardiens-chefs, si les bons mouvements de leur cœur l'emportent sur leur respect des règlements, en sont réduits pour isoler ces malheureux à les « garder dans leur propre logement ou à les reléguer dans des combles glacés en hiver, torrides en été, loin de tout secours, livrés à toutes les suggestions de l'oisiveté (1) ».

De la maison de détention préventive le jeune prévenu est conduit au juge d'instruction, toutes les fois que celui-ci le réclame. Dans la plupart des localités, il peut être directement amené de la maison d'arrêt au cabinet du juge. Sauf les dangers pouvant résulter du voyage, et sur lesquels nous reviendrons bientôt, l'enfant est donc nécessairement à l'abri de toute promiscuité. — Mais à Paris le nombre des prévenus est tellement élevé que le jeune délinquant déposé au Palais de Justice, doit parfois attendre des heures entières son tour de comparution. Il est alors gardé à la « Souricière », désignée encore dans le langage des prisons sous le nom de « trente-six carreaux ». Située sous les chambres correctionnelles, dans le bâtiment qui longe la rue de la Sainte-Chapelle « La Souricière » a longtemps mérité les mêmes reproches que le Dépôt, dont elle est une dépendance. Elle sert de lieu d'attente aux prévenus amenés au Palais de Justice pour y être entendus à l'instruction ou jugés à l'audience.

(1) A. Rivière. R. P. 1892, p. 783.

Il y a donc chaque jour une population moyenne de 90 à 100 prisonniers de toutes les catégories. Or, il n'y avait jusqu'à ces derniers temps que 87 cellules; de telle sorte qu'à certains jours on était forcé de placer le jeune enfant, soit avec d'autres prévenus de son âge, soit même avec des prisonniers adultes (1). Et la disposition elle-même des cellules était particulièrement mauvaise. En 1892, M. Guillot écrivait : « J'aime à croire que l'architecte qui a eu la conception de ces trous noirs a pensé que les prévenus n'y passeraient que quelques heures et qu'alors il n'y avait grand inconvénient à leur infliger un véritable supplice en les privant d'air, de lumière et en les exposant à l'asphyxie (2). » Détestables au point de vue hygiénique, elles l'étaient, du reste, aussi au point de vue moral. Des portes garnies d'une forte armature et de trente-six carreaux (3) opaques empêchaient le jour d'arriver. Les prévenus, dans l'obscurité la plus complète, étaient donc exposés aux pires inspirations (4). Et heureux même les enfants à qui les nécessités du service n'avaient pas contraint de donner pour compagnons des récidivistes adultes.

Ici encore cependant il a fallu l'intervention du Comité de Défense pour décider l'administration à réaliser des réformes. Mais, du moins, celles-ci sont

(1) R. P., 1892, p. 465 et s., 594 et s., 609 et s., 822 et s.

(2) R. P., 1892, p. 609 et 610.

(3) D'où la dénomination usitée de trente-six carreaux.

(4) R. P. Id.

aujourd'hui complètes. Voici, au reste, comment M. Alpy en rendait compte à la date du 8 janvier 1896 au Comité de Défense lui-même : « Grâce à nos efforts persistants et au concours dévoué que l'éminent architecte du Palais de Justice a bien voulu prêter aux vœux du Comité, tout est heureusement changé maintenant et de pareils scandales ne se reproduisent plus. Une série de 10 cellules, placées dans un endroit séparé, est réservée aux enfants ; un grillage en fer à mailles larges et solides, établi sur la porte dans plus de la moitié de sa hauteur, permet à l'air et à la lumière de pénétrer largement dans la cellule : ce qui a le double avantage de faciliter la surveillance du gardien, toujours présent, et de favoriser l'hygiène matérielle et morale de l'enfant. Enfin le nombre des cellules étant suffisant, on n'est jamais réduit à réunir plusieurs enfants dans la même (1). »

Il est vrai que depuis cette époque on a eu encore à opérer parfois de telles réunions. Mais cette pratique a donné lieu à l'ordre de service suivant adressé par M. le Procureur de la République au personnel de surveillance : « Les jeunes détenus devront toujours être placés séparément en cellule. Il est rappelé au premier gardien de la Souricière qu'en aucun cas, sous aucun prétexte, deux enfants ne pourront être enfermés dans la même cellule. Si un jour l'effectif des jeunes détenus était supérieur au nombre

(1) R. P. 1896, p. 232 et s.

des places disponibles dans la section réservée aux mineurs de seize ans, l'excédant devra être, au besoin, placé dans les cellules de la section ordinaire (1). » Et cet ordre est selon nous suffisamment explicite et précis, pour qu'on puisse espérer ne plus avoir à regretter ces mélanges malsains.

Du cabinet du juge d'instruction l'enfant, s'il n'est pas remis à sa famille ou confié à une société ou à un particulier charitable est, le plus souvent, reconduit à la maison de détention préventive pour y attendre un nouvel interrogatoire ou sa comparution devant le tribunal. Nous n'avons pas à l'y resuivre. Mais tel n'est pas aujourd'hui le cas de tous les jeunes prévenus, tout au moins à Paris. Plusieurs, au lieu de rentrer à la Petite Roquette où à Nanterre, sont placés en état de liberté provisoire aux mains de l'Assistance publique et recueillis par elle dans l'Asile temporaire d'observation de la rue Denfert-Rochereau : ce sont ceux qui paraissent au juge mériter sympathie, mais vis-à-vis de qui celui-ci, doutant encore de leur moralité, veut, avant de prendre une mesure bienveillante, s'assurer que cette dernière pourra suffire à leur relèvement moral. Voyons donc la situation matérielle qui leur est faite dans ce lieu (2).

(1) R. P. 1897, p. 725.

(2) Au chapitre suivant nous reviendrons sur le fonctionnement de cet asile, en nous plaçant plus spécialement au point de vue de l'instruction.

La dénomination même donnée à l'établissement indique, au reste, suffisamment quels peuvent y être les caractères distinctifs du régime. Il est un lieu d'asile : il relève donc du domaine hospitalier et charitable et non plus du domaine pénitentiaire. En fait, les enfants y jouissent du même bien être que les jeunes assistés de l'Hospice dépositaire, dont il fait partie (1). Et aussi bien cela est-il tout simplement logique, puisque les malheureux qui y sont envoyés par le juge ne sont plus à proprement parler détenus, mais en état de liberté provisoire. — L'asile est aussi, d'ailleurs, un lieu d'observation : l'administration de l'Assistance publique veut savoir si elle peut se charger de ces enfants sans crainte de nuire à ses autres pupilles. Elle est donc obligée de les y placer dans les mêmes conditions qu'elle leur offrira, dès qu'elle les aura admis d'une façon définitive. Le régime en vigueur est celui de communauté. Mais la surveillance assidue qui est exercée à l'Asile en atténue les dangers ; et, d'autre part, l'isolement est assuré la nuit par des cloisons en planche.

Le placement hospitalier du jeune prévenu, dont Paris donne ainsi l'exemple et le modèle, devrait être pratiqué aussi dans les villes disposant de ressources

(1) L'Asile temporaire est installé, en effet, dans les bâtiments de l'Hospice dépositaire des Enfants-assistés et dépend de l'Assistance publique. Son installation date de 1892. (*Sur la fondation et l'organisation de l'Asile temporaire*, voir notamment : R. P. 1891, p. 876 ; 1892, p. 822 et s. — Guillot : *Rapport au Comité de Défense*, 1893, p. 10 et s. — Flandin : *Rapport au Comité de Défense*, 1894, p. 18 et s.)

suffisantes au point de vue des œuvres charitables. Car, dans toutes, il permettrait, au moins, de faire une sélection convenable entre les prévenus de moralités diverses ; et, dans plusieurs, il joindrait même à cet avantage réel celui plus appréciable encore de soustraire ceux d'entre eux méritant sympathie à la démoralisation et aux dangers de la prison commune. Un premier pas a, d'ailleurs, été fait dans cette voie à Bordeaux ces dernières années. L'enfant digne d'intérêt y est, dès aujourd'hui, recueilli, au cours de l'instruction, dans des asiles spéciaux ou des quartiers d'observation (1). Et il n'est pas douteux non plus que les divers Comités de Défense s'emploieront à généraliser cette sage pratique.

Nous en aurions ainsi fini avec l'étude des diverses étapes de l'enfant durant la prévention, s'il ne nous restait à dire quelques mots du voyage lui-même. La manière dont s'effectue ce dernier n'est pas indifférente, en effet, au point de vue qui nous occupe. Il y a, au contraire, une corrélation étroite entre la situation matérielle du jeune prévenu dans les divers locaux de détention préventive, et celle qui doit lui être faite dans les transfèrements de l'un à l'autre de ces lieux. Suivant que celle-ci sera ou non conforme à l'autre, les résultats espérés seront plus facilement obtenus ou très gravement compromis. Ainsi, par exemple, à Paris, une multitude de mesures sont

(1) R. P. 1897. p. 389.

prises pour écarter des locaux de détention préventive tout contact nuisible à l'enfant. Et assurément ces mesures seront très efficaces, si dans les parcours successifs effectués entre ces divers locaux les mêmes précautions sont prises. Mais à quoi serviront-elles si les contacts qui lui sont ainsi épargnés en prison, le jeune prévenu les retrouve aussi menaçants dans la voiture commune ou cellulaire ? Et de même à quoi bon tant lutter durant la détention contre l'invasion de la honte et du découragement dans son âme, si on la laisse librement se produire au cours d'un trajet parfois long aux regards des passants sous la conduite d'un agent de la force publique ? — Il est évident que dans le premier cas les efforts réalisés auront été vains. Un seul moment de promiscuité suffit à compromettre l'avenir d'un enfant. Et, dans le second cas, la démoralisation une fois survenue risquera de ne pouvoir être victorieusement combattue, tant seront profondes les traces laissées par elle dans l'esprit du petit délinquant. — Dans les transfèrements, il faut donc à la fois éviter à ce dernier tout contact pernicieux et le mettre en garde contre la démoralisation d'un voyage pédestre à travers les rues sous l'égide révélatrice d'agents en uniforme.

Quelle est cependant la situation à Paris et dans les départements ?

A Paris, la situation serait aujourd'hui satisfaisante, en ce qui regarde les transfèrements des postes de police au Dépôt, si les principes se trou-

vaient observés. A la suite de démarches pressantes du Comité de Défense, M. Lozé envoya, en effet, le 23 février 1892, à ses commissaires de police une circulaire, prescrivant que dorénavant les enfants seraient conduits au Dépôt à pied ou en voiture publique (omnibus ou tramway) et non plus dans les voitures cellulaires. Mieux encore, des instructions complémentaires recommandèrent de les placer sous la direction d'agents habillés en bourgeois. Il est vrai qu'une exception était faite à la règle vis-à-vis des enfants dont « le transfert par les voitures publiques serait rendu difficile par suite de leur mise sordide ou de leur état de malpropreté » (1). Ces pauvres malheureux devaient continuer à subir les émotions et les dangers du « panier à salade ». Comme si, leur perversité se mesurant à leur malpropreté corporelle, ils n'avaient plus aucun risque à courir dans ce milieu néfaste et si leur pauvreté ne les rendait, au contraire, plus particulièrement intéressants ! Mais cela n'eût pas été grand'chose, si, d'autre part, la circulaire avait été strictement appliquée.

Malheureusement, ce qui, dans l'esprit de cette dernière, devait être l'exception, est devenu la règle. En fait, la plupart des enfants sont aujourd'hui, comme par le passé, amenés au Dépôt dans la voiture cellulaire. C'est ainsi que du 15 au 28 février 1897, sur 42 enfants conduits au Dépôt, 35 l'ont été par la voiture cellulaire, et trois seulement sous la direc-

(1) Circ. de M. Lozé du 23 février 1892.

tion d'agents spéciaux (1). Et de même du 5 au 17 mai, sur 67, 55 y sont arrivés par la voiture cellulaire, 5 isolément et 2 dans les bras de leur mère (2). La circulaire est donc inobservée, car il est inadmissible que sur 67 enfants arrêtés, 5 seulement, et sur 42, 3 se soient trouvés dans des conditions de propreté suffisantes pour pouvoir profiter des moyens de transport ordinaires. On est plutôt porté à supposer que la préfecture de police recule devant les complications qu'une stricte application de la règle entraînerait dans son service. Et s'il en est ainsi, ne serait-il pas préférable, au lieu de laisser subsister une circulaire, que l'on sait devoir être violée, de l'abroger purement et simplement et d'en revenir à la voiture cellulaire pour les transfèrements des postes de police au Dépôt, sauf à affecter aux jeunes prévenus une voiture spéciale d'aspect moins lugubre et d'intérieur plus confortable que les autres? — Cela aurait, du moins, l'avantage de ne plus mentir à l'enfant. Et, d'autre part, on lui épargnerait le contact indirect, sans doute, puisqu'il se produit à travers des cloisons, mais non moins dangereux des malfaiteurs adultes.

Cela est si vrai, d'ailleurs, que l'Administration elle-même a jugé nécessaire d'opérer une réforme à peu près analogue en ce qui regarde les transfèrements des jeunes filles de Nanterre au Palais de Justice. Jusqu'à ces derniers jours, ces malheureuses

(1) R. P. 1897, p. 906.

(2) R. P. 1897, p. 1071.

faisaient le trajet dans la voiture cellulaire ordinaire au milieu des femmes de toutes les catégories, y compris les filles publiques. Mais aujourd'hui, à la suite d'une nouvelle intervention du Comité de défense, la préfecture de police leur a affecté un omnibus spécial, n'ayant rien de pénitentiaire et très confortablement installé, qui les prend le matin à Nanterre et les y rapporte le soir. Peut-être peut-on seulement reprocher à cet omnibus de ne pas être cellulaire. Dans le face à face de la voiture commune, des coups d'œil sont bien vite échangés, qui, aux regards exercés des enfants, ont une signification précise, et dont l'effet moralisateur est au moins contestable.

Il n'y a rien à dire enfin des transfèrements des maisons de détention préventive à l'Asile temporaire. Un surveillant ou une surveillante va prendre les enfants à la Petite Roquette ou au Dépôt et les amène à l'Asile par les moyens de transport ordinaires, en omnibus ou en tramway (1). Et cette pratique est, en effet, seule conforme à la situation morale et même légale de ces pauvres enfants, dont le malheur plutôt que la perversité a fait des prisonniers, et qui sont au surplus en état de liberté provisoire.

Malgré les imperfections du système en vigueur à Paris, le traitement appliqué aux mineurs dans les transfèrements est loin d'être aussi favorable en province. En vain, en effet, une circulaire de M. le

(1) R. P., 1896, p. 278 et 1897, p. 906.

Garde des Sceaux, Martin-Feuillée, prescrivit-elle, dès 1884, l'isolement des enfants arrêtés, transférés en voiture ou en chemin de fer. Presque partout encore ces malheureux sont conduits du lieu du délit au siège du tribunal pêle-mêle avec les adultes, parfois dans des voitures cellulaires, mais le plus souvent dans des voitures communes, ou à pied sous la conduite de sergents de ville ou de gendarmes. Et il en est de même pour les transfèrements des maisons de détention préventive aux cabinets des juges d'instruction (1). — Il conviendrait, d'une part, que l'Administration assurât l'exécution de la circulaire et que, d'autre part, dans les grands centres, les comités institués suivissent l'exemple du comité de Marseille, grâce auquel les enfants arrêtés dans cette dernière ville sont aujourd'hui conduits au Palais de Justice, sous la direction d'un agent en civil, dans une voiture de place, et du Palais à la maison de détention préventive dans un tramway, qui les transporte gratuitement (2). Et si l'on ajoutait à cela quelques précautions pour éviter que l'enfant, dans les petites villes, fût promené à travers les rues aux heures où la circulation y est la plus active, la situation de ce dernier dans les transfèrements serait non point parfaite encore, il est vrai, mais satisfaisante et à l'abri de toute critique sérieuse.

Et si maintenant, dans un coup d'œil d'ensemble sur tout ce qui précède, on considère, d'une part, le

(1) R. P., 1897, p. 907 et su..

(2) R. P., 1897, p. 1071.

chemin parcouru et, d'autre part, celui qui reste à faire, on peut être perplexe un instant, mais non désespérer. Les lacunes subsistantes sont assurément très nombreuses à Paris et surtout en province. Et il faudra sans nul doute beaucoup d'efforts et de sacrifices pour arriver à les guérir. Mais que ne peut-on attendre de ces sociétés charitables, de ces Comités de défense, admirables à la fois par leur but et l'activité de leurs membres, et dont l'apparition a partout été le signal d'améliorations et de réformes ? Deux d'entre eux, les plus anciens, en vérité, bien que de fondation récente, ont réalisé des merveilles (1). Et les autres, à peine éclos, prennent résolument le pas de leurs prédécesseurs. Pour peu que l'Administration continue à les suivre, la situation matérielle de l'enfant durant la prévention ne tardera pas à devenir meilleure. Et alors, mais alors seulement, la Société aura rempli avec dignité la première partie de sa tâche : la préservation de l'enfant arrêté, et préparé sérieusement l'accomplissement de la seconde : son éducation et son relèvement moral.

(1) Le Comité de Défense de Paris et celui de Marseille.

CHAPITRE II

De la procédure d'instruction.

Les mesures d'ordre purement matériel précédemment étudiées et qui consistent la plupart à isoler l'enfant dès son arrestation et jusqu'à la fin de sa détention préventive, ne sont ni les seules ni les plus importantes à prendre avant le jugement. Il est certes très utile, au cours de cette période, d'éviter au jeune détenu tout contact démoralisateur, de le placer dans des conditions favorables à la réflexion et au repentir. C'est même là, avons-nous vu, une préparation indispensable au bon succès de son éducation. Mais cela cependant ne saurait généralement suffire. Le relèvement moral de l'enfant dépendra le plus souvent de la décision rendue à son égard. Celle-ci se trouve-t-elle conforme à ses véritables besoins, certaine sera son efficacité. Mais si, par malheur, elle est le moins du monde en contradiction avec eux, tous les soins apportés à la préservation du jeune prévenu n'auront servi de rien : sa démoralisation un instant interrompue reprendra sa course rapide, sans que rien peut-être puisse désormais l'enrayer.

Or, il y a, d'une part, dans la situation même des

divers enfants une variété à peu près infinie. Chacun d'eux, peut-on dire, a ses besoins propres, qui découlent de son caractère, de ses habitudes acquises, de ses fréquentations, de l'éducation plus ou moins bonne que lui a donnée sa famille. Et, d'autre part, le juge, qui veut donner satisfaction à ces divers besoins, se trouve en présence d'alternatives plus nombreuses encore que s'il s'agissait de prévenus adultes : en dehors même des mesures applicables à ceux-ci et qui sont aussi applicables en l'espèce, comme la mise en liberté immédiate et l'acquittallement pour non-culpabilité, la condamnation pure et simple ou avec admission des circonstances atténuantes, ou avec sursis à l'exécution de la peine... il en est, en effet, certaines autres, verrons-nous, mesures bienveillantes et d'éducation plutôt que répressives, spéciales aux mineurs et entre lesquelles ce magistrat va pouvoir hésiter, par exemple : l'acquittallement pour défaut de discernement suivi de la remise à la famille ou de l'envoi en correction, la remise provisoire ou définitive à une société de bienfaisance ou à un particulier. — L'adaptation de la sentence aux besoins de chacun présente donc ici des difficultés toutes particulières ; et seule, à *priori*, une étude attentive, minutieuse et longtemps prolongée peut permettre de l'opérer parfaite. Toutes les affaires concernant des mineurs devraient être préalablement au jugement l'objet d'une information régulière, être soumises à la procédure d'instruction.

Concurremment à cette manière d'informer, la loi

cependant admet, faute de l'interdire, l'application à l'enfant de la procédure du flagrant délit. Et longtemps même, en fait, ainsi que nous l'indiquerons, la pratique a usé vis-à-vis de lui de cette dernière jusqu'à en abuser. Nous signalerons aussi, il est vrai, les mesures tout récemment prises pour mettre fin à la fois à cet abus et à cet usage. Il est intéressant cependant d'examiner quelles garanties peuvent être données à l'enfant dans cette procédure. Et aussi bien, d'ailleurs, cela contribuera-t-il à démontrer la supériorité de la méthode d'instruction.

Le caractère distinctif de la procédure du flagrant délit est d'être une procédure rapide. Le délinquant, à peine sorti des mains du commissaire, est conduit devant le procureur ou le substitut, qui l'interroge et s'il y a lieu le traduit sur-le-champ devant le tribunal (art. 1^{er}, l. des 30 mai-1^{er} juin 1863), ou le fait citer pour la plus prochaine audience (art. 2) ; à moins toutefois que, sur sa demande expresse, il ne lui accorde un délai minimum de 3 jours pour préparer sa défense avec un avocat (art. 4). Elle a donc l'avantage d'abréger autant que possible la durée de l'internement préventif. Mais elle est aussi par le fait même très peu favorable aux observations et aux enquêtes ; et si cela est indifférent vis-à-vis des adultes, dont la culpabilité matérielle est seule à démontrer, et qui, pris en flagrant délit, ne songent pas à dénier leur faute, il n'en est pas de même vis-à-vis des mineurs, intéressés principalement à ce que l'on découvre les divers éléments de leur situa-

tion morale, et dont toutes les déclarations doivent être rigoureusement contrôlées, ainsi que celles des parents, si l'on veut éviter d'être trompé par eux et déjouer leurs calculs et leurs ruses. Il est à peu près impossible, au moins si la ville où il siège est un peu importante, qu'au terme de cette procédure, le Tribunal soit suffisamment renseigné sur les vrais intérêts de l'enfant.

Il aura, sans doute, des données sur le fait imputé, sur les circonstances de l'arrestation. Ces événements se trouvent toujours relatés dans le procès-verbal du Commissaire. Mais que saura-t-il des fréquentations de l'enfant, de son éducation, de la surveillance dont il était l'objet ? — Le commissaire doit, il est vrai, porter son attention sur ces divers points. Mais lui est-il toujours possible de s'en occuper avec fruit durant le séjour essentiellement passager de l'enfant au commissariat ? — Il en sera, sans doute, ainsi dans les petites localités, si les parents se présentent spontanément et si leur résidence est rapprochée du poste de police ; car alors il pourra confronter ceux-ci avec l'enfant et interroger les voisins. Mais si les père et mère habitent dans un grand centre un quartier éloigné, si leurs occupations les retiennent dans une usine ou dans un atelier, il ne pourra même pas les faire comparaître. Peut-être parviendra-t-il cependant à obtenir des personnes en rapport avec eux des renseignements intéressants. Mais encore faut-il supposer que le jeune prévenu n'a pas donné une fausse adresse. Si l'idée lui est venue (et le cas n'est

pas rare) d'égarer les recherches de l'autorité relativement à sa famille, le commissaire n'a plus qu'à se dessaisir. Son procès-verbal, très complet en ce qui regarde les circonstances de l'arrestation, est muet sur tous les autres points. — Et c'est ainsi que l'enfant arrive très fréquemment, en effet, devant le parquet. Or si l'on remarque le nombre considérable des malfaiteurs qui chaque jour dans les grandes villes sont appelés à comparaître devant cette juridiction, il est facile de comprendre que l'enquête au sujet de chacun y est nécessairement brève. Peut-être cependant sera-t-on assez heureux pour découvrir dans les cartons du greffe quelques renseignements jadis recueillis au cours d'une information relative au même prévenu ou à l'un de ses frères. Peut-être aussi la famille empêchée de se rendre auprès du commissaire se présentera-t-elle devant le procureur. Mais dans le premier cas, la situation pourra s'être modifiée d'une façon sensible, et dans le second, les données recueillies seront sujettes à caution, puisqu'elles proviendront des intéressés eux-mêmes ; or ni dans l'un ni dans l'autre cas, il ne sera presque jamais possible à ce magistrat d'exercer un contrôle effectif, l'heure de la comparution à l'audience étant arrivée. Et ce contrôle, la juridiction saisie ne pourra l'exercer davantage, surtout si, comme il arrive très fréquemment, elle se trouve déjà en présence d'un rôle trop chargé. Le plus souvent ses moyens d'appréciation seront exactement ceux fournis par le parquet.

Et dès lors qu'arrivera-t-il ? De deux choses l'une : ou les magistrats composant cette juridiction estimeront qu'il y a lieu de se renseigner plus exactement et renverront l'affaire pour plus ample information à une prochaine audience, et alors s'anéantira le principal avantage de la procédure du flagrant délit ; ou ils se résigneront, au contraire, à prendre une décision le jour même, et alors le hasard présidera surtout au choix de cette décision. Une mesure bienveillante sera adoptée, alors qu'une mesure rigoureuse eût été préférable ; tandis qu'au contraire une condamnation sera prononcée alors qu'il eût suffi de changer l'enfant de milieu. Le plus souvent cependant, en fait, la procédure du flagrant délit est plus favorable à l'idée répressive qu'à l'idée de protection (1). Dans le doute, les juges préfèrent toujours se montrer rigoureux vis-à-vis de l'enfant qu'exposer celui-ci à retomber sous l'empire d'influences mauvaises. Mais alors, en prévision de l'erreur à laquelle les expose leur ignorance des besoins de l'enfant, et en vue d'atténuer les mauvais effets d'une mesure contraire peut-être à ces besoins, ils limitent, du moins, leur sentence à une durée très courte : à quelques semaines ou à quelques mois. Or cela est aussi, verrons-nous, très nuisible à l'éducation et au reclassement du jeune délinquant.

Tels étant les inconvénients de la procédure du

(1) Guillot : *Rapport au comité de défense*, 1893, p. 6.

flagrant délit (1), il est permis de s'étonner que cette procédure ait été, ainsi que nous l'avons fait pressentir, à peu près exclusivement employée jusqu'à ces dernières années. Il est vrai que ces inconvénients se trouvaient singulièrement atténués, répétons-le, dans les petites localités, où l'enfant et les parents étaient parfaitement connus, et où cette procédure avait, au contraire, l'immense avantage d'épargner à l'enfant une promiscuité prolongée. Mais dans les grandes villes, ils se présentaient avec toute leur gravité, et cependant la même pratique existait. En vain, en effet, une circulaire de M. le Ministre de la Justice du 6 avril 1842 avait-elle prescrit de substituer à la citation directe l'information préalable qui « seule permet aux juges de choisir en connaissance de cause entre la remise aux parents ou l'envoi en correction. » On avait partout, comme par le passé, continué à juger le mineur sans enquête sérieuse.

C'est seulement au mois de juin 1890 qu'une nouvelle méthode fut mise à l'essai dans l'un des cabinets d'instruction du tribunal de la Seine. Mais, du moins, cette méthode « tentative personnelle et modeste » tout d'abord, s'imposa-t-elle bientôt à l'attention de tous. Devenue le « pivot » de l'organisation du Comité de Défense, elle fit l'objet en 1891

(1) Sur ces inconvénients voir au surplus : Flaudin, *Rapport du Comité de Défense*, p. 7 et suiv.

Le même : *Rapport au Congrès de Lisbonne*, 1897.

Appleton, 1894. p. 150.

d'une circulaire remarquable (1) contresignée par M. le substitut Lefuel et adressée par le parquet aux juges d'instruction et aux magistrats des chambres correctionnelles du département de la Seine. Cette circulaire, il est vrai, eût à subir au début dans son application quelques fluctuations. Mais les hésitations de la première heure ont cessé désormais. Tous les prévenus mineurs de 16 ans sont depuis plusieurs années soumis, à Paris, à la méthode d'instruction (2). Et cette pratique a donné des résultats bien au-delà des espérances. Non seulement les décisions intempestives sont grâce à elle devenues excessivement rares ; mais encore l'idée de protection a pris résolument le pas sur l'idée répressive, en se révélant même sous des aspects nouveaux. Fréquemment il arrive, en effet, que le magistrat instructeur, dans sa sollicitude, va jusqu'à épargner à l'enfant la comparution même devant le tribunal. C'est dire que la méthode usitée à Paris est très intéressante à connaître. Et aussi bien voici en quoi elle consiste (3).

(1) Circulaire du 31 oct. 1891. (Journal *Le Droit*, N° du 4 Décembre 1891).

(2) En 1892-1893 on trouve encore à Paris 14 cas de flagrants délits. Mais à partir de cette époque on n'en constate plus un seul.

(3) Sur toute cette procédure d'instruction voir : Journal *Le Droit*, n°s des 19, 24 et 26 juillet 1891. — Dalloz *Rép. Supplém. Protection de l'Enfance*, n° 22 et suiv. — R. P. 1890 p. 905 et s. et 1891. p. 1146 et s. — Guillot : *Rapport au Comité de Défense* 1893. Flandin : *Rapport au Comité de Défense* 1894. Le même : *Rapport au Congrès de Lisbonne* 1897.

À peine arrivé au poste de police l'enfant, à Paris, est, avons-nous vu, conduit au commissariat. Et là, le représentant de l'autorité se livre aussitôt à une première enquête aussi complète que possible, mais nécessairement sommaire, au cours de laquelle il se préoccupe surtout de savoir si le fait imputé motive l'arrestation, et si, même cela étant, il n'y a pas lieu de remettre le jeune prévenu à sa famille prévoyante et honnête. A cet effet, il entend les réclamations de la partie plaignante, les dépositions des agents qui ont procédé à l'arrestation, mande les parents qu'il soumet, s'ils se présentent, à un interrogatoire succinct, recourt parfois enfin, au cas où le temps le permet, au témoignage des voisins. Et si, en réalité, la partie plaignante étant désintéressée la famille paraît méritante, si surtout le jeune prévenu en étant à sa première faute celle-ci est peu grave, le commissaire est autorisé à relâcher son prisonnier, après lui avoir toutefois adressé les remontrances que les circonstances exigent. Mais, en fait, soit que les parents ne se présentent pas devant ce fonctionnaire, soit que s'étant présentés à lui, celui-ci ne se juge pas assez renseigné sur leur moralité, le plus souvent, presque toujours il arrive qu'au lieu d'être remis à sa famille, l'enfant est dirigé sur le Dépôt en même temps que sont adressés au 2^e bureau de la Préfecture de police les renseignements recueillis au commissariat.

Dans ce bureau, le dossier est accru d'abord de toutes les pièces relatives à l'identité et, s'il y a lieu,

aux antécédents du jeune prévenu, et parfois aussi de certains renseignements sur les parents recueillis pendant une information précédente. Il est ensuite communiqué le jour même au greffier du petit parquet qui, après y avoir adjoint les procès-verbaux des enquêtes autrefois entreprises mais abandonnées pour un motif quelconque, le transmet à son tour à l'un des substituts de service.

Ce magistrat examine les documents qui lui sont ainsi apportés, interroge à nouveau l'enfant. Et suivant l'impression retirée de cet examen et de cet interrogatoire, il peut remettre encore le jeune prévenu à ses parents, si ceux-ci le réclament et s'il n'existe aucun doute sur leurs qualités éducatrices, ou, au contraire, l'envoyer, s'il ne se croit pas suffisamment éclairé, ou si l'opinion qu'il s'est faite est mauvaise, à la Petite Roquette si c'est un garçon, à Nanterre si c'est une fille, à la disposition du juge d'instruction. — En fait, la proportion entre les mises en liberté et les envois à l'instruction ordonnés par le petit parquet n'a pas toujours été la même. Au début, alors que le service de l'enfance était encore en voie d'organisation au Palais de Justice, nombreuses étaient les décisions de la première espèce. En 1892-1893 sur 1766 garçons et 272 filles amenés au Dépôt, 756 garçons et 90 filles furent directement remis à leurs parents sans enquête sérieuse (1). Mais dès 1894-1895 on constate déjà une décroissance

(1) Guillot, *Rapport au Comité de Défense*, 1893, p. 4.

importante du nombre des non-lieux dont ne bénéficièrent plus, en effet, que 216 garçons sur 1260 et 58 filles sur 215 (1). Aujourd'hui enfin, c'est à peine si l'on peut signaler quelques cas excessivement rares de telles décisions. La presque totalité des prévenus mineurs est conservée à l'instruction. Et cette pratique en apparence rigoureuse est, en définitive, infiniment plus favorable et plus rationnelle que la pratique précédente (2). Certains enfants, il est vrai, peuvent avoir à en pâtir : ce sont ceux qui eussent pu, dès leur arrestation, être sans danger remis à leur famille, et qui voient se prolonger longtemps parfois un internement qui eût pu leur être tout-à-fait épargné. Mais même à leur égard cela a bien son avantage : la leçon plus énergique qui leur sera donnée aura aussi quelque chance d'être plus efficace. Et puis, combien est minime le nombre de ces enfants, à côté de celui des malheureux qui, dans la pratique ancienne, étaient remis en liberté, alors qu'ils n'auraient point dû l'être, et qui trouvent dans l'état de choses actuel une amélioration sensible à leur situation. Au lieu de les replonger dans le mauvais milieu de leur famille, le juge d'instruction, en possession de renseignements plus complets et précis, n'hésitera plus, en effet, à les retenir, si leur intérêt l'exige.

Et aussi bien la tâche de ce magistrat consiste-t-elle spécialement, en contrôlant et en complétant

(1) R. P. 1896, p. 273.

(2) Cf. R. P. 1891, p. 878.

les données de l'enquête, à découvrir le véritable intérêt du jeune prévenu, et à rechercher, une fois cet intérêt découvert, la mesure qui peut le mieux le satisfaire : tâche assurément délicate et difficile, qui ne nécessite rien moins que de pénétrer jusque dans l'âme de l'enfant pour en sonder toutes les sinuosités et tous les recoins, d'étudier afin de découvrir les origines de la faute jusqu'aux moindres détails de son existence passée, de mettre à jour sa situation de famille, de scruter la conscience elle-même des parents pour chercher à voir leurs intentions, mais à laquelle le juge sera heureux et fier de consacrer le meilleur de son intelligence et de son temps, et qu'il mènera le plus souvent à bonne fin, assuré qu'il sera du concours de tous ceux qu'il lui conviendra de s'adjoindre.

Et, étant ainsi définie la tâche du juge d'instruction, poursuivons maintenant la série des démarches accomplies, en fait, en vue de son exécution.

Or, la première de ces démarches, contemporaine même de celle qui a saisi le juge, est de faire désigner au jeune prévenu, au cas où les parents ont omis de le faire, un avocat d'office. Et il est bon, en effet, que l'enfant faible et inexpérimenté ait à ses côtés, durant l'instruction, une personne amie et éclairée pour le diriger et l'assister. Sans doute, en l'espèce, la mission du juge est éminemment tutélaire. Et il ne faut pas craindre que ce dernier, qui a conscience de la gravité de sa sentence, se montre

par trop rigoureux ou injuste. Mais la présence de l'avocat sera cependant très utile.

L'enfant ouvrira plus volontiers son cœur à l'avocat qu'au juge. Celui-ci, malgré tout, lui apparaît comme un justicier inflexible, chargé de réprimer sa mauvaise action. Et l'appareil lui-même employé pour sa comparution confirme à ses yeux cette idée. C'est en effet, au Palais de Justice qu'ont lieu ses interrogatoires ; à peine descendu de la voiture qui le transporte de la maison de détention préventive au Palais, il est enfermé dans une cellule de la Souricière ; et là des gardes viennent le prendre pour le conduire au cabinet du juge. Comment lui faire croire que celui auquel il est ainsi conduit est un ami et le décider à lui ouvrir son cœur ? — L'avocat, au contraire, ira auprès de lui le distraire dans sa solitude. C'est dans la cellule, tête à tête, qu'auront lieu leurs colloques. Il s'établira tout naturellement entre eux une certaine sympathie. L'enfant attendra impatiemment la visite de son conseiller. Et celui-ci, de son côté, aura vite acquis sur son protégé une grande influence qui lui permettra de provoquer ses confidences.

Il sera donc pour le juge un auxiliaire efficace. Tel est, du reste, le rôle qui lui incombe et dont il ne doit jamais se départir. Il n'en est pas de l'enfant comme de l'adulte : le but de l'avocat qui l'assiste n'est pas nécessairement de poursuivre l'acquittement de son client, d'obtenir des juges un verdict négatif. Il se pourrait qu'une telle décision, en appa-

rence favorable, puisque bénigne, fût, en réalité, nuisible à l'enfant. Vis-à-vis de celui-ci, l'avocat comme le juge doit principalement viser à trouver la mesure la plus favorable à son éducation et à sa réhabilitation morale. Et c'est, en effet, ce qui ressort d'un vœu émis par le Comité de Défense dans sa séance du 5 décembre 1894 ainsi conçu : « Dans les poursuites des enfants abandonnés ou coupables déférés à la justice, la collaboration et l'accord des magistrats et de l'avocat doivent s'établir et se prouver dans l'intérêt de la justice envers l'enfant, dans l'intérêt de la justice envers la Société. Les devoirs des magistrats et des défenseurs sont les mêmes, parce qu'ils se proposent le même but : servir la justice et servir la Patrie (1) ».

L'avocat est, au surplus, choisi de préférence parmi ceux qui s'occupent spécialement de patronage ; et à ce point de vue encore, il peut venir en aide au juge d'instruction. Nous verrons que celui-ci se décide parfois à remettre le jeune prévenu à une Société de bienfaisance. Or l'avocat, qui, durant la prévention, aura appris à connaître l'enfant, pourra peut-être proposer à la société qu'il représente de le recevoir.

A tous égards, la nomination d'un avocat d'office peut donc avoir les meilleurs résultats ; et l'on ne saurait trop se féliciter de voir, à Paris, la magistrature elle-même provoquer cette nomination toutes

(1) R. P., 1895, p. 64.

les fois que le prévenu est mineur de 16 ans. C'est, en effet, le substitut, de son propre mouvement et sans attendre d'en être requis par personne, qui adresse la demande au bâtonnier de l'ordre. Et cela est d'autant plus digne de remarque que la loi du 8 décembre 1897 elle-même, qui autorise l'inculpé à réclamer un avocat d'office ne laisse pas au juge l'initiative d'une telle demande, et que, d'autre part, l'usage dont il est présentement question est lui-même de beaucoup antérieur à la loi. Il est vrai qu'ici encore le Comité de défense a exercé son intervention bienfaisante. Si les magistrats ont anticipé sur la loi, cela provient surtout de ce qu'ils étaient sûrs de trouver bon accueil auprès des avocats dont cette Société se trouve à peu près exclusivement composée.

Quoi qu'il en soit, aussitôt nommé, l'avocat se met en relations avec le juge instructeur. Et, « c'est ici, peut-on dire avec M. Flandin, que la véritable information commence. » (1).

La première préoccupation du juge d'instruction, dès qu'il est saisi de l'affaire, est de se procurer des renseignements sur l'âge de l'enfant. Il est très important, en effet, de connaître exactement cet âge, car de là dépend non seulement la conduite à tenir mais encore la décision à rendre. Or très souvent, surtout s'ils se rapprochent de leur seizième année, les jeunes prévenus feignent de ne pas le savoir ou

(1) Flandin, *Rapport au Comité de Défense*, 1894, p. 11.

« font une déclaration intentionnellement trompeuse, en affirmant qu'ils ont passé l'âge de seize ans » (1) Les malheureux espèrent, en se disant plus âgés qu'ils ne sont, profiter de la rapidité et de l'obscurité de la procédure du flagrant délit, soit simplement pour abréger la durée de leur détention préventive, soit même pour cacher quelque faute ignorée, et se faire condamner, en tant que majeurs, à une courte peine, au lieu d'être envoyés en correction pour de longues années. Et c'est pourquoi le juge, qui connaît ces calculs dangereux, agit très prudemment en réclamant toutes les fois qu'il le peut et qu'un doute est permis leur acte de naissance. Et si leur lieu d'origine étant inconnu, cela ne lui est pas possible, il use, du moins, de tous les stratagèmes pour les amener à révéler leur âge.

Le juge d'instruction sait donc qu'il a affaire à un mineur. Il examine les pièces du dossier, réclame celles qui n'y figurent pas et qu'il lui importe d'avoir. Puis il envoie au commissaire de police du quartier habité par la famille, qui est le plus souvent distinct de celui du quartier du délit une commission rogatoire, par laquelle ce fonctionnaire est invité à « rechercher quelle est la cause de l'inconduite de l'enfant ; si elle ne résulte pas, soit de la mauvaise éducation qu'il aurait reçue, soit de l'indifférence ou du défaut de surveillance des parents, soit des mauvaises fréquentations de l'enfant » ; à « procéder

(1) Id. p. 12.

à une enquête *minutieuse* à l'effet de fournir au Tribunal le moyen d'apprécier quel est le meilleur mode de correction à employer ; si l'enfant doit être envoyé en correction ; s'il peut être sans inconvénient rendu à ses parents ou si ceux-ci paraissent indignes d'exercer l'autorité paternelle » (1). Et pour plus de précision il lui donne même la nomenclature détaillée des questions à poser (2).

(1) Texte de la Commission rogatoire.

(2) Voici, d'ailleurs, le texte de ce questionnaire :

CABINET de M Juge d'Instruction n°	TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE du Département de la Seine —0—
--	--

Ce bulletin ne fera pas double emploi avec la Commission rogatoire destinée à recueillir des témoignages sur le point spécial et très important de la déchéance de l'autorité paternelle (Loi du 24 Juil. 1889).

BULLETIN des déclarations faites par les parents au sujet de N....., mineur au-dessous de 16 ans,

Arrêté le

Pour

Questions sur les parents

- 1). Nom, prénoms, âge, profession, lieu et date de naissance et domicile actuel des parents.
- 2). Sont-ils mariés ou en concubinage ?
- 3). Nombre et âge des enfants.
- 4). Y en a-t-il déjà d'abandonnés, vivant en concubinage, condamnés ?
- 5). Condamnations antérieures des parents.
- 6). Gain du mari.
- 7). Gain de la femme.
- 8). Ressources autres que le gain de la famille, dettes, secours.
- 9). Montant du loyer, en garni ou dans ses meubles.
- 10). Les parents travaillent-ils chez eux ou au dehors ; de quelle heure à quelle heure, qui surveille les enfants en leur absence ?
- 11). Epoque de l'arrivée de la famille à Paris ; motifs de son

Souvent enfin, il lui arrive de faire prendre les mêmes renseignements par la police de sûreté, afin de pouvoir contrôler une enquête par l'autre et de diminuer ainsi les chances trop nombreuses d'erreur.

Pendant que toutes ces démarches sont faites au dehors, le juge d'instruction, d'ailleurs, ne demeure pas inactif. Il est toute une catégorie de données relatives à l'état d'âme et aux aspirations du jeune prévenu, qui ne peuvent être puisées qu'auprès de ce dernier, et que les divers fonctionnaires commis à fin d'enquête, sans rapport avec lui, ne sauraient,

départ du pays d'origine ; possède-t-elle encore du bien et des parents proches dans le pays natal ?

Questions sur l'enfant

12). L'enfant est-il légitime, naturel, reconnu ?

13). Indication complète, en remontant à un an au moins avant l'arrestation de l'enfant des domiciles occupés, des écoles suivies et des patrons.

14). Degré de l'instruction de l'enfant ; a-t-il son certificat d'études ?

15). Appartient-il à un culte ; a-t-il été instruit dans son culte ?

16). A-t-il déjà été arrêté ?

17). A quel état le destine-t-on ?

18). Les parents désirent-ils :

1^o Qu'il leur soit rendu ?

2^o Qu'il soit mis en correction ?

3^o Qu'il soit placé dans un établissement public ou privé jusqu'à 21 ans ?

19). Les parents peuvent-ils payer une pension mensuelle et de combien ?

20). En cas de placement, ont-ils le désir de rester en rapport avec l'enfant ou de l'abandonner complètement ?

21). Peuvent-ils indiquer des personnes charitables en état de s'occuper de l'enfant et de le patronner ?

par conséquent, fournir. Et comme de ces données dépend dans une très large mesure le choix de la sentence, il importe que ceux aux mains de qui est confié l'enfant cherchent à se les procurer eux-mêmes. Cela va être l'affaire du juge d'instruction et de l'avocat. Et aussi bien, du reste, sont-ils l'un et l'autre tout particulièrement aptes à mener à bonne fin cette laborieuse mission. Le jeune délinquant est peu habitué à examiner sa conscience. Si, aussitôt après avoir commis la faute, il se décide à revenir sur elle, c'est moins assurément pour en fixer la gravité que pour rechercher les moyens, en la dissimulant, de s'assurer l'impunité ; et, une fois arrêté, il se préoccupe moins aussi, sans doute, d'en préciser les circonstances et les détails en vue d'un aveu sans détours et sincère, que d'échaffauder tout son système de défense. Or nul mieux que lui ne sait manier le mensonge auquel l'a habitué sa mauvaise conduite. Et il ne faut rien moins, en réalité, que la patience et l'expérience d'un juge d'instruction pour déjouer ses ruses, tourner ses batteries, le forcer par des questions adroites à des contradictions, l'amener enfin peu à peu sur la voie des aveux. Et, d'autre part, l'avocat qui seul est exempt de la défiance dont le jeune détenu entoure tous ceux qui l'approchent en prison, peut aussi mieux que tout autre le décider à se révéler tel qu'il est. Et c'est pourquoi tandis que le juge d'instruction se livre vis-à-vis du jeune prévenu à des interrogatoires fréquents, qu'il fait aussi de plus en plus pressants, l'avocat, de son côté,

va le plus souvent qu'il le peut rendre visite au prisonnier dans sa cellule et s'efforce dans des entretiens intimes à obtenir de lui ce qu'il n'a point voulu promettre ou même dire au juge. Et ces deux actions combinées sont presque toujours efficaces. Il n'est pas rare que le juge d'instruction ait son opinion faite, avant même que lui soient parvenus du commissariat ou de la préfecture de police les renseignements demandés.

Ces renseignements arrivent cependant. Le juge les compare aussitôt à ceux que, de son côté, il a pu recueillir. Mais rarement ils se trouvent conformes : soit que l'enfant ait réussi à tromper à la fois l'avocat et le juge, soit que les parents, au contraire, jouissent auprès des témoins entendus d'une renommée qu'ils ne méritent pas. Que de turpitudes et de lâchetés sont commises, en effet, au foyer sur la personne des enfants par des parents jouissant au dehors de l'estime de tous ! Et combien d'enfants aussi qui se complaisent, pour excuser leurs instincts vagabonds ou vicieux, à reprocher à leurs parents des violences qu'ils n'ont point subies, des ordres ou des conseils qu'ils n'ont jamais reçus ! — Le juge, en ce cas, note les dissidences entre les déclarations des parents ou des voisins et celles de l'enfant. Puis, qu'il en existe ou non, il fait approcher les parents en vue d'un interrogatoire, et, s'il y a lieu, d'une confrontation. Et de là, le plus souvent, jaillit, en effet, la lumière.

Très fréquemment le juge peut, dès ce moment,

prendre une décision. Il en sera ainsi si son opinion est favorable à la fois à la famille et à l'enfant, ou nettement défavorable aux deux, ou même simplement à l'enfant.

Car, dans la première hypothèse, la mise en liberté s'impose ; et dans les autres il y a lieu de prendre vis-à-vis du jeune prévenu une mesure d'éducation ou répressive, que seul le tribunal a compétence d'ordonner. Le juge d'instruction ne peut donc que se dessaisir et rendre, suivant les cas, une ordonnance de non-lieu ou une ordonnance de renvoi. — Mais la situation n'est pas toujours si simple. Il arrive parfois que son opinion à tous égards mauvaise vis-à-vis des parents, est, au contraire, toute favorable à l'enfant. Il ne peut, dès lors, faire bénéficier ce dernier d'une ordonnance de non-lieu pure et simple, qui le replacerait sans protection dans le milieu déplorable, cause de sa première chute ; et, d'autre part, il redoute, étant donné son innocence et son bon vouloir, de l'exposer aux contacts dangereux de la maison de correction. Une solution intermédiaire lui paraît préférable : le rendre à la vie libre, mais en le changeant de milieu. Il reste donc au juge à chercher à l'enfant un placement loin des parents. Il s'adresse à cet effet soit aux particuliers désignés à l'enquête (1), soit à une société de patronage, soit en dernière analyse à l'Assistance publique. Et c'est seulement au cas où l'une de ces démarches a reçu un accueil favo-

(1) Question 21 du questionnaire.

nable qu'il se décide à clôturer l'information par un non-lieu. — Il se peut enfin que le jeune prévenu paraisse mériter sympathie. Le juge ne demanderait pas mieux que de lui épargner une décision rigoureuse. Il doute cependant de l'efficacité d'une mesure bienveillante. Il hésite à le confier à une œuvre. Mais il veut, du moins, en faire l'essai. Il place donc l'enfant en état de liberté provisoire et l'envoie en observation à l'asile temporaire d'observation de la rue Denfert-Rochereau. Et ce n'est qu'après quelques semaines d'épreuve qu'il statuera définitivement.

Au point de l'instruction où nous sommes, le juge peut donc adopter quatre partis divers :

- 1° remettre l'enfant à sa famille ;
- 2° le confier à un particulier, à une société de patronage ou à l'Assistance publique ;
- 3° l'envoyer en observation à l'Asile temporaire de la rue Denfert-Rochereau.
- 4° Le renvoyer devant le tribunal.

Reprenons et examinons successivement ces divers partis.

1°) *Le jeune prévenu est remis à sa famille.*

C'est à ce parti que s'arrête le juge, si le mineur n'est pas encore trop perversi et s'il doit trouver dans ses parents de bons éducateurs, capables de réfréner ses mauvais instincts. Et c'est aussi la solution la plus désirable, en principe. Outre que la famille a des droits sacrés et inviolables, auxquels l'on ne sau-

rait toucher que dans l'intérêt supérieur de la société, mieux que personne elle est en mesure de connaître l'enfant. Dès le berceau elle a pu lui donner ses soins affectueux ; elle a assisté à l'éclosion de ses instincts pervers, dont elle a suivi le développement jusqu'à ce que, complètement épanouis et favorisés par les circonstances, ils l'ont amené à commettre un délit. On peut lui reprocher, il est vrai, de n'avoir pas su prévenir la chute ; malgré sa surveillance active et ses soins assidus, l'enfant n'est pas resté honnête. Mais même alors il arrive souvent qu'elle n'est pas fautive. Son influence a seulement été contrebalancée et annihilée par celle de petits camarades vicieux dont elle ignorait même les relations avec l'enfant. Et l'on ne doit pas craindre, dès lors, qu'ayant assisté impuissante à la chute, elle ne puisse le ramener au bien. Avertie désormais de ses mauvaises fréquentations, elle saura veiller sur elles. L'enfant de son côté, mieux éclairé sur les conséquences d'une vie de désordre, se montrera plus accessible aux bons conseils. L'affection réciproque de la famille et de l'enfant fera le reste.

Le juge doit donc remettre le jeune prévenu à sa famille, toutes les fois qu'il le peut sans danger. Et à ce sujet, il importe de remarquer combien, dans la pratique actuelle du tribunal de la Seine, les droits des parents se trouvent sauvegardés. A peine, en effet, l'enfant est-il arrêté que le commissaire de police s'inquiète de son origine, se demande si son internement ne rejaillira pas sur une famille honorable,

ayant fait tout son possible pour le bien élever. Ce n'est que si la moralité de celle-ci lui paraît douteuse, ou si le délit est trop grave, qu'il envoie l'enfant au Dépôt. — Là le petit parquet se pose encore la même question ; et il peut arriver qu'il se décide, après un examen plus attentif, à condescendre à la demande des parents. Le juge d'instruction enfin peut adopter une solution analogue. Ainsi, depuis l'arrestation, trois fois déjà on a pris en considération l'honneur de la famille. Mais comme si les droits de celle-ci ne se trouvaient pas encore suffisamment respectés, nous verrons la même question se poser à nouveau devant le tribunal correctionnel. Et si l'enfant en appelle du jugement de ce dernier, la chambre des appels correctionnels elle-même pourra peut-être sur des renseignements nouveaux la résoudre dans le sens de l'affirmative. En fait, le nombre des enfants ainsi remis à leur famille est encore assez élevé aujourd'hui. En 1894-1895, 788 garçons sur 1260 bénéficièrent d'une ordonnance de non-lieu pure et simple (1).

2^o). *Le jeune prévenu est confié à un particulier, à une Société de Patronage ou à l'Assistance publique.*

C'est après la remise aux parents la solution la plus bienveillante et la plus avantageuse qui puisse intervenir. Non seulement, en effet, l'enfant ne comparaitra pas devant le tribunal ; mais encore à l'action pénitentiaire et répressive sera substituée vis-à-vis de

(1) R. P., 1896, p. 273.

lui l'action à la fois plus douce et plus pénétrante de la charité publique ou privée. Assimilé à un abandonné et non plus traité en coupable, le malheureux se trouvera placé dans les conditions les plus rapprochées des conditions normales et par conséquent les plus favorables aussi à son éducation et à son reclassement social.

Est-il confié, d'abord, à un particulier, il continuera à vivre de la vie de famille. Le particulier agréé, si ses intentions sont louables, sera pour lui un second père, meilleur que le premier et plus attentionné, que l'intérêt de son protégé trouvera disposé à tous les sacrifices, et qui sera encore là, une fois la majorité survenue, pour lui servir de guide et de soutien. — Il est vrai qu'au lieu de cela, si le juge s'est fait illusion sur la valeur morale de ce bienfaiteur supposé, celui-ci pourra n'être qu'un vil spéculateur, plus préoccupé d'exploiter le travail de l'enfant, voire même ses vices, que de tenter de généreux efforts en vue de l'amener à pratiquer le bien ; et cela sera d'autant plus redoutable qu'une fois dessaisi, le magistrat n'aura plus aucune autorité sur la personne de l'enfant et se trouvera même dans l'impossibilité matérielle d'exercer un contrôle quelconque. Mais, en fait, il est excessivement rare qu'on ait à se plaindre d'un placement de cette espèce, celui-ci n'étant opéré que si le sollicitant a déjà donné à celui qu'il réclame des signes non équivoques d'affection et s'il jouit dans l'opinion d'une réputation parfaite.

Au moindre doute qui subsiste, le juge préfère

toujours chercher à l'enfant un autre placement. Le plus souvent il le confie à une société de patronage, si, du moins, il en trouve une disposée à le recevoir de ses mains. Et alors le relèvement moral du pauvre abandonné va pouvoir être poursuivi de deux manières différentes. Parfois encore la société lui procurera immédiatement un placement chez un particulier honnête. Mais à la différence du précédent, ce placement sera rigoureusement surveillé. Fréquemment visité, le patron, sous peine de se voir retirer l'enfant, ne pourra se soustraire à l'exécution de ses obligations. Ce dernier, de son côté, sera mis dans l'impossibilité de contracter des liaisons mauvaises. Il sera même tenu, si sa nouvelle résidence n'est pas trop éloignée, de venir au siège de la société passer ses moments de loisir. Il y viendra, au moins, tous les dimanches et jours de fête : et cela permettra à ses protecteurs de veiller d'une façon toute spéciale à son éducation religieuse et morale, de se mettre en contact plus direct avec lui, de se l'attacher par des liens plus étroits que ceux qui pourraient naître de quelques visites trop courtes au domicile du patron. Cette manière de procéder est à peu près exclusivement celle de la *Société de Patronage des jeunes détenus et des jeunes libérés du département de la Seine*, dont le siège est 9, rue de Mézières (1). — Bien que l'adoptant aussi quelquefois, les autres sociétés

(1) R. P. 1888, p. 336 ; 1892, p. 1015 et sq. ; 1893, p. 338 et sq. et 474 et sq. ; 1894, p. 686 et sq.

préfèrent cependant d'ordinaire envoyer tout d'abord l'enfant qui leur est confié, soit dans un établissement à elles propre, soit dans un orphelinat ou une Ecole professionnelle avec qui elles ont lié relation. Et c'est seulement après lui avoir fait donner une bonne instruction intellectuelle, religieuse et professionnelle qu'elles se préoccupent de lui trouver un bon placement dans une famille honorable. Même alors, d'ailleurs, elles ne perdent pas de vue leur jeune protégé. Elles envoient souvent un de leurs membres recevoir ses doléances ainsi que celles du patron, faire justice des unes et des autres. Et elles prolongent ainsi leur tutelle aussi longtemps que l'adolescent veut bien l'accepter, mais au moins jusqu'à l'époque de la majorité civile. — Les sociétés qui procèdent de cette façon sont aujourd'hui nombreuses ; ce sont (et nous ne citons que les plus importantes) : pour les garçons : *La Société générale de protection pour l'enfance abandonnée ou coupables*, avec ses orphelinats de Crozatier, d'Orgeville, de Villepreux, de la Ferme des Andalouses (Oran). *Le Patronage de l'enfance et de l'adolescence*, avec sa *Maison de Travail pour jeunes gens de la rue de l'Ancienne Comédie* (n° 13) (1) ; *l'Union Française pour le sauvetage de l'enfance* (2) ; et pour les jeunes filles : *Le Patronage des détenues, des libérées et des pupilles de l'Administration pénitentiaire* (4, boulevard de Vaugirard) ; *l'œuvre de préservation et de*

(1) R. P. 1890, p. 912 ; 1891, p. 137 et sq. ; 1894, p. 362.

(2) R. P. 1898, p. 912. — R. P. 1891, p. 136.

réhabilitation pour les jeunes filles de 15 à 25 ans, (Argenteuil, rue de Calais, (n° 25) (1).

Et que si enfin, faute d'avoir été réclamé par un particulier ou par une société de patronage, le jeune prévenu est confié à l'administration de l'Assistance publique, cette dernière lui procurera encore tous les avantages d'un placement individuel convenablement surveillé ou le mêlera provisoirement aux moralement abandonnés ou aux assistés dans les établissements dont elle dispose, afin de veiller à son éducation intellectuelle et professionnelle en attendant de lui trouver un placement. Par malheur, elle ne mènera pas de pair son éducation religieuse ; et il sera à craindre que l'enfant s'en ressente longtemps.

De toute façon cependant, qu'il soit confié à un particulier, à une société de patronage ou à l'Assistance Publique, le jeune délinquant jouira d'un traitement infiniment plus favorable que si on l'envoyait en correction, car, d'une part, il se trouvera à l'abri des émotions dangereuses de l'audience et, d'autre part, il n'aura pas à souffrir de la méfiance et de la répulsion qu'inspire, aussi bonnes que soient son éducation et ses qualités, le jeune libéré sortant de la maison de correction.

Aussi le juge d'instruction fait-il tous ses efforts pour faire bénéficier de ce traitement le plus d'enfants possible. Il ne peut cependant sans danger le procurer à tous. L'efficacité de ce traitement sup-

(1) Flandin. *Rapport au Comité de Défense*, 1894.

pose, en effet, réalisées trois conditions distinctes, à savoir : 1^o que l'enfant ne soit pas trop pervers ; 2^o qu'il accepte réellement comme un bienfait le placement qui lui est proposé (1) ; 3^o que la famille soit mise dans l'impossibilité de venir, en exerçant ses droits, le reprendre au bienfaiteur ou au patron chargé de son éducation.

Et d'abord, il importe que l'enfant ne soit pas trop pervers. Car les moyens de correction à la disposition de l'œuvre ou du particulier agréé par le juge seraient alors insuffisants à redresser sa nature vicieuse. Et mieux vaut, au lieu de le faire bénéficier tout de suite d'un régime de liberté, qui lui serait plus funeste qu'utile, le soumettre quelque temps à la discipline rigoureuse de la maison de correction, sauf à le placer en état de libération conditionnelle dès que sa moralité paraîtra meilleure.

Il convient encore, d'ailleurs, de renvoyer devant le tribunal l'enfant qui, moralement bon, paraît cependant accepter à regret la place qu'on lui offre. Cet enfant le plus souvent n'aspire qu'à une chose : retourner auprès de sa famille, et il faudrait redouter qu'il ne fût tenté, une fois le juge dessaisi, de fuir le domicile du patron pour aller respirer au foyer paternel de nouveaux germes de corruption. Il est vrai qu'alors, son protecteur, légalement investi sur sa personne au moins du droit de garde, ainsi que nous allons le voir, pourrait aller l'y prendre et le ramener

(1) Flandin. — *Op. cit.*

de gré ou de force. Mais à la première occasion l'enfant renouvellerait sa tentative d'évasion ; et, en fin de compte, il ne resterait plus qu'une ressource évidemment bien insuffisante ; solliciter du tribunal sa mise en correction paternelle. Vis-à-vis de cet enfant un jugement s'impose. Non certes qu'il soit nécessaire de le faire passer par la maison de correction. Il sera même le plus souvent préférable de lui éviter ce passage en le mettant, aussitôt la sentence rendue, en état de libération conditionnelle et en le confiant au même bienfaiteur ou à la même œuvre qui proposait de le recevoir durant l'instruction. Mais ce jugement sera une menace perpétuelle suspendue sur sa tête. Simplement en état de libération conditionnelle l'enfant pourra être envoyé ou réintégré à la maison de correction sur une simple plainte du patron. Et une telle menace sera pour lui un stimulant puissant à se bien conduire. En fait, les sociétés de patronage préfèrent, d'ailleurs, recevoir ainsi les enfants des mains de l'Administration, après un envoi en correction, que les accepter directement des mains du juge d'instruction.

Il faut enfin pour que le placement opéré par le magistrat instructeur soit vraiment efficace que la famille soit mise dans l'impossibilité de venir à un moment quelconque se prévaloir de ses droits sur l'enfant. En l'absence de cette précaution, il arriverait parfois qu'après s'être désintéressés de ce dernier durant tout le temps nécessaire à son éducation, des parents spéculateurs viendraient, au moment où son

travail va être productif, arguer de ce qu'ils n'ont pas été dessaisis de leur autorité pour exiger qu'il leur soit de nouveau confié. Et non seulement cela aurait des conséquences déplorables vis-à-vis de l'enfant, qui se trouverait ainsi replacé dans un milieu jugé défectueux quelques années ou quelques mois plus tôt ; mais encore le bienfaiteur évincé se trouverait privé d'un bénéfice qui lui est légitimement dû puisque seul le plus souvent il a assumé les ennuis et les frais de l'éducation de l'enfant.

Or comment se mettre en garde contre ces réclamations des parents ? Jusqu'à ces derniers temps un seul moyen légal se trouvait à la disposition des œuvres ou des particuliers : la mise en mouvement de la loi du 24 juillet 1889 sur la déchéance de la puissance paternelle. Il est vrai que cette loi se trouvait très souvent applicable, soit que les parents consentissent volontairement la délégation de leurs droits (Tit. II. art. 17), soit qu'ils fussent passibles de la déchéance forcée (Tit. I. art. 1 et 2), soit que se désintéressant de l'enfant ils ne vinssent point le réclamer dans les délais fixés. Mais elle aboutissait à des conséquences tellement excessives (ses effets s'étendaient à tous les droits des parents et à tous les enfants nés ou à naître) qu'en fait le tribunal de la Seine, comme d'ailleurs les autres tribunaux, ne l'appliquait que dans des cas fort rares. Si bien que les sociétés de patronage et l'Assistance Publique elle-même en étaient venues à ne recourir presque plus à elle pour régulariser leur situation vis-à-vis

des parents. Le plus souvent elles se contentaient d'une simple promesse écrite, mais légalement sans valeur, par laquelle ces derniers s'engageaient à ne pas réclamer l'enfant avant l'époque de sa majorité civile (1). Or si cela suffisait quelquefois, il arrivait aussi souvent que ces œuvres avaient à subir des déboires. Et à plus forte raison en était-il de même pour les particuliers dont les moyens de résistance étaient moins énergiques encore.

Mais aujourd'hui, il n'est plus nécessaire, en l'espèce, de recourir à la loi du 24 juillet 1889. Une loi récente du 19 avril 1898 autorise, en effet, le juge d'instruction à confier provisoirement, sauf approbation du ministère public, et sous réserve du droit d'opposition des parents, la garde du jeune délinquant à un particulier, à une société de patronage ou à l'Assistance Publique (art. 4), et le tribunal à se prononcer sur cette même garde d'une façon définitive. Par le seul fait que le juge d'instruction confie le jeune prévenu à un particulier ou à une œuvre, ce particulier ou cette œuvre, légalement investi, bien que seulement à titre provisoire, du droit de garde, peut donc désormais résister sans crainte aux réclamations des parents, dont le tribunal, si elles se produisent, aura bien vite fait justice.

Le nombre des enfants ainsi remis directement par le juge d'instruction aux œuvres d'assistance est assez élevé aujourd'hui. De 8 en 1891 il s'est élevé à

(1) R. P. 1897. p. 991 et suiv,

245 en 1892, à 262 en 1893 (1) et il n'a fait que progresser depuis.

3°) *Le jeune prévenu est envoyé à l'Asile temporaire d'observation de la rue Denfert-Rochereau.*

L'adoption de l'une ou l'autre des mesures précédentes a pour effet de dessaisir le juge d'instruction.

Une fois consentie la remise aux parents ou opéré le placement, l'enfant a beau se mal conduire, refuser d'obéir, ce magistrat n'a plus aucune autorité sur lui. Or comme, d'autre part, les parents ni le bienfaiteur désigné ne disposent que de moyens de correction souvent peu efficaces, le juge peut hésiter, si les renseignements recueillis sans être mauvais ne sont pas excellents, à appliquer l'une de ces mesures. Et cependant il lui semble aussi excessif de réclamer l'envoi en correction. L'enfant, à son avis, n'est pas encore mûr pour la Colonie Pénitentiaire. Que fait-il dans cette alternative ? — Au lieu de prendre une décision définitive qui risquerait d'être ou insuffisante ou trop dure, le juge adopte une mesure essentiellement temporaire, envoie l'enfant à l'épreuve à l'Asile d'observation de la rue Denfert-Rochereau.

Le jeune prévenu sera placé là, ainsi que nous l'avons montré, dans des conditions à peu près identiques à celles que l'Assistance Publique offre à ses assistés et y sera l'objet durant une période

(1) Guillot, *Rapport au Comité de Défense*, 1893, p. 7,

variant entre quinze jours et un mois d'une observation attentive et de tous les instants. Des notes quotidiennes lui seront données par le personnel de choix de l'Asile, relatives à son caractère et à sa conduite. Et ces notes seront, une fois l'épreuve terminée, communiquées au juge d'instruction, afin que celui-ci puisse prendre un parti. Suivant les cas, en effet, ce magistrat se décidera alors à laisser l'enfant à titre définitif aux mains de l'Assistance Publique, à le remettre à sa famille, à le confier à un particulier et rendra une ordonnance de non-lieu, ou estimera plus utile, au contraire, de le laisser comparaître devant le tribunal et rendra une ordonnance de renvoi (1).

Le nombre est grand des enfants qui, dans la pratique actuelle du tribunal de la Seine, sont ainsi envoyés à l'Asile temporaire d'observation de la rue Denfert-Rochereau. En 1893, la direction de l'hospice dût même faire entendre des réclamations, les juges instructeurs, par un excès de bienveillance, lui envoyant des enfants trop indisciplinés et pervertis, qui rendaient dangereux pour les autres le séjour à l'Asile (2). En 1894 cependant ce nombre s'éleva encore au chiffre de 299. Et sur ces 299 :

129 furent admis aux moralement abandonnés ;

41 furent admis aux enfants assistés ;

(1) Flandin. *Rapport au Comité de défense*, 1894, et R. P., 1893, p. 69 et 209, 1894, p. 99 et 100, 1894, p. 245 et s., 673 et s., 1895, p. 251.

(2) Voir R. P., 1895, p. 242.

62 furent rendus à leurs parents ;
15 furent renvoyés dans leur famille en province ;
6 s'évadèrent ;
2 furent transférés à Sainte-Anne ;
1 décéda à l'Hospice ;
43 furent traduits en justice (1).

4° Le jeune prévenu est renvoyé devant le tribunal.

L'insistance apportée par le magistrat instructeur à adopter l'une des mesures bienveillantes jusqu'ici étudiées indique suffisamment que ce dernier parti n'est pris par lui qu'à la dernière extrémité et si cela lui paraît indispensable dans l'intérêt même de l'enfant. Assez fréquemment toutefois il se voit obligé de le prendre. Mais en même temps qu'il saisit le tribunal par une ordonnance de renvoi, il a, du moins, la satisfaction de lui communiquer un dossier très soigné et complet, d'où découle toujours l'indication précise de la mesure à adopter. A la différence de ce qui se produirait, si l'enfant se voyait appliquer la procédure du flagrant délit, le tribunal statuera donc en parfaite connaissance de cause. Non seulement il n'ordonnera pas la mise en liberté si une mesure rigoureuse s'impose, mais encore il n'hésitera pas, si cela est utile, à étendre jusqu'à la limite extrême la durée de cette mesure. Et nous verrons, en effet, au chapitre suivant, qu'en fait les courtes sentences ont à peu près complètement dis-

(1) R. P. 1896, p. 279.

paru de la jurisprudence du Tribunal de la Seine depuis l'inauguration de la présente méthode d'instruction, dont nous avons ainsi terminé l'étude.

Et maintenant, est-il permis d'hésiter plus longtemps entre une procédure, ne permettant ni d'apprécier le mal de l'enfant, ni d'appliquer à ce mal, par crainte d'une erreur, le remède énergique qui seul le guérirait, et n'ayant, en somme, d'autre avantage que sa rapidité, comme la procédure du flagrant délit, et une méthode, comme celle usitée à Paris, plus lente, il est vrai, et, en apparence, plus rigoureuse, mais au fond si éminemment bienveillante et si pleine de garanties tant pour la Société que pour l'enfant ? — Ce n'est pas là ce qu'ont pensé les divers Comités de Défense. Tous, en effet, dès leur fondation, ont placé en tête de leur programme la substitution radicale de la procédure d'instruction à la procédure du flagrant délit. Et grâce à eux cette substitution est dès aujourd'hui un fait accompli dans quelques villes importantes : Marseille, Lyon, Bordeaux, Lille, Grenoble... (1). Mieux que cela même, dans plusieurs de ces villes, des sociétés de bienfaisance se sont mises en relation avec les cabinets d'instruction et, à l'exemple de celles de Paris, reçoivent directement des mains du juge, des enfants, à qui elles évitent ainsi la comparution même devant le tribunal : à Marseille : *Société de Patronage* (2) ;

(1) Voir notamment : Appleton, 1894, p. 150 et R. P. 1895, p. 411.

(2) R. P. 1897, p. 910 et sq.

à Bordeaux : *Colonie Saint-Louis* (1) ; à Lyon : *Société Lyonnaise du Sauvetage de l'Enfance* (2).

Mais ce n'étaient là jusqu'à ces derniers temps que des réformes isolées. La procédure du flagrant délit florissait encore dans la presque totalité des tribunaux français au mois de mai dernier, lorsque M. le Garde des Sceaux, sur les instances réitérées de plusieurs assemblées importantes et notamment de la Société Générale des Prisons et des Comités de Défense des enfants traduits en justice, se décida à en interdire l'emploi à ses procureurs généraux. Une circulaire du 31 mai 1898 prescrit, en effet, de faire passer à l'instruction toutes les affaires où sont intéressés des mineurs. La situation est donc désormais excellente en principe. Se trouvera-t-elle aussi améliorée en fait? — La circulaire sera-t-elle strictement observée? — La date trop récente de cette dernière ne permet encore de rien affirmer sur ce point. Il est permis de supposer cependant qu'elle aura le sort réservé à toute circulaire, et qu'après avoir été appliquée quelque temps, elle ne tardera pas à périlcliter et peut-être même à tomber dans l'oubli. Tout en se félicitant de ce nouveau pas fait dans la voie de la réforme, il convient donc d'insister encore auprès des assemblées publiques pour obtenir d'elles une loi. Et aussi bien, d'ailleurs, a-t-il déjà existé des projets en ce sens.

(1) H. Joly, *A Travers l'Europe*, p. 89 et sq. R. P. 1892, p. 86 et sq., 1224 et sq. R. P. 1894, p. 693 et sq.

(2) R. P. 1891, p. 322 et sq.

Un premier projet fut d'abord déposé en 1891 entré les mains de la commission parlementaire, chargée de la révision du Code d'instruction criminelle, et après discussion fut adopté par elle (1). Mais il ne fut jamais porté à la connaissance des Chambres. Le principe de la réforme demeura cependant définitivement acquis au sein de cette commission. Et à la date du 5 octobre 1895, M. Bovier-Lapierre présentant à la Chambre des Députés un projet d'ensemble, ne manqua pas d'inscrire dans ce projet un article spécial (art. 195) disposant formellement que la procédure sommaire n'est pas applicable aux inculpés mineurs. Cet article aurait, sans doute, été voté en même temps que le projet d'ensemble. Mais la disposition qu'il renfermait fut omise dans un nouveau projet réduit à un très petit nombre d'articles, dont le Sénat fut saisi par M. Constans, le 12 décembre de la même année. Or c'est ce dernier projet qui, pris en considération, a été définitivement admis et est devenu la loi du 8 décembre 1897 sur la réforme de l'instruction. De sorte que désormais l'intervention législative se ferait, sans doute, longtemps attendre, si un projet spécial ne venait reprendre la question. Un ancien ministre a, paraît-il, promis de déposer à brève échéance ce projet sur le bureau des Chambres (2). Il est désirable qu'il le fasse bientôt, car, encore une fois, la réforme réclamée ne sera vraiment acquise que le jour où ce projet aura été défi-

(1) R. P. 1891, p. 873.

(2) R. P. 1897 (juillet-août).

nitivement discuté et voté Mais ce jour-là se trouvera, du moins, accomplie une œuvre utile, efficace, conforme enfin aux décisions des Congrès internationaux (1). — Ajoutons en terminant que la procédure d'instruction est déjà en usage dans plusieurs pays étrangers, et notamment : en Belgique (2), aux Massachussets...

(1) Congrès d'Anvers (1890, R. P. 1890, p. 900 et sq). Congrès de Lisbonne (1897, R. P. 1897, juin). Congrès de Stockolin (Thèse Brault, Paris, 1896, p. 110).

(2) Circulaire ministérielle du 30 nov. 1892. — Art. 20 projet de loi sur la protection de l'enfance.

CHAPITRE III

Du Jugement.

En examinant au chapitre précédent les divers partis que peut adopter le juge d'instruction, nous avons été forcément amené à prévoir l'hypothèse où, une ordonnance de renvoi ayant été rendue, le jeune prévenu doit comparaître devant le tribunal. Et nous savons dès à présent dans quels cas extrêmes cette comparution s'impose : si le malheureux n'a pu être remis à sa famille ni confié à une société ou à un particulier charitable. Mais nous n'avons encore rien dit ni de la juridiction compétente ni des mesures particulières que celle-ci peut adopter ; ou si nous en avons parlé, nous ne l'avons fait que d'une manière incidente et pour apporter plus de précision et de clarté dans nos explications. Or il y a là deux points de vue très importants de la question qui nous occupe. Suivant le caractère plus ou moins solennel de la juridiction saisie, l'enfant retirera de sa comparution devant cette dernière une impression plus ou moins démoralisatrice. Et il est à peine

besoin de rappeler ici que de la stricte conformité de la mesure prise aux besoins du jeune délinquant dépend principalement l'heureux succès de l'œuvre de relèvement entreprise. Il importe donc d'indiquer quelle est à ces divers égards l'état actuel de la loi et de la jurisprudence et de rechercher quelles améliorations devraient être apportées au système.

Mais préalablement à l'examen des règles établies, il nous paraît utile, en recherchant quels individus sont considérés comme mineurs par le C. P., de déterminer à qui elles s'appliquent. Nous aurions pu, il est vrai, fournir ces explications au début même de notre travail. Mais nous avons préféré ajourner jusqu'ici cette étude afin de ne point scinder celle du système du Code Pénal.

C'est, en effet, l'article 66 de ce Code qui indirectement nous apprend jusqu'où s'étend la période de la minorité pénale. Est mineur, au point de vue pénal, tout individu qui n'a pas encore seize ans.

La concision excessive de cette disposition a donné lieu cependant à certaines controverses, aujourd'hui tranchées par une jurisprudence constante et que nous rappellerons sans y insister longuement. On s'est demandé d'abord si l'adolescent doit être considéré comme mineur jusqu'à 16 ans révolus ou si, au contraire, il ne doit l'être que jusqu'au moment où il est entré dans sa seizième année. La question a été résolue dans le premier sens et à juste titre. Outre que ces mots « moins de 16 ans » sont usuellement employés pour indiquer que la seizième

année n'est pas encore expirée, l'on a dû dans l'espace tenir compte du principe qu'en matière pénale il faut toujours adopter la solution la plus favorable au coupable. — On s'est préoccupé aussi de savoir à quel moment il faut se placer pour rechercher si le prévenu est mineur. Est-ce au moment de l'action ou au moment de la comparution devant le Tribunal ? Mais la Cour de Cassation a toujours décidé que l'on doit se placer au moment où le délit a été commis (1).

Les prérogatives attachées à la qualité de mineur appartiennent donc aujourd'hui incontestablement et de l'aveu de tous à tout individu qui *au moment du délit* n'avait pas encore 16 ans révolus.

Mais si tous les auteurs s'accordent à établir ainsi la limite de la minorité pénale d'après les principes du Code, la même unanimité ne se rencontre plus dans leur appréciation relative à la valeur intrinsèque des principes eux-mêmes. Tandis que quelques-uns en demeurent encore les partisans convaincus et fidèles, le plus grand nombre, en effet, les combat. Un double courant très intense s'est produit durant ces dernières années tendant, d'une part, à la création d'une période d'irresponsabilité absolue et, d'autre part, au recul jusqu'à 18 ans de l'âge de la majorité pénale. Ce courant doit-il être suivi ? ou faut-il, au contraire, s'en tenir au système établi ? C'est là assurément une question très importante et qui mé-

(1) V. Crim. Cass., 17 Mars 1877, *Bull. Crim.*, n° 108.

rite d'attirer notre attention. Nous ne pouvons cependant pas nous la poser encore. Sa solution suppose préalablement connues nombre de notions qui trouveront leur place dans le présent chapitre ; et nous sommes, par conséquent, contraint d'en renvoyer l'étude à la fin du chapitre. Pour le moment il nous suffira de savoir que c'est à tous les mineurs de 16 ans, mais uniquement à ceux-là que s'appliquent les diverses mesures jusqu'ici étudiées et que c'est d'eux encore qu'il va être exclusivement question dans les développements qui vont suivre.

Ceci dit, poursuivons maintenant notre marche.

I. — Et d'abord, quelle va être vis-à-vis des mineurs la juridiction compétente ?

Ni le Code Pénal de 1791, ni celui de 1810 n'édictaient à ce sujet des règles spéciales. Les juridictions compétentes étaient les mêmes pour le mineur et pour l'adulte : tribunal correctionnel ou cour d'assises, suivant qu'il s'agissait d'un délit ou d'un crime.

La compétence de la juridiction criminelle ne tarda pas cependant à être vigoureusement critiquée. Et aussi bien la cour d'assises avec ses formes solennelles ne convenait-elle guère en l'espèce. Le but poursuivi à l'occasion des méfaits de l'enfant était avant tout, en effet, sa moralisation et son reclassement. La première condition à réaliser pour l'atteindre était, par conséquent, de ne point l'abaisser à ses propres yeux, de lui faire comprendre, au

contraire, par un traitement doux et paternel que sa faute était excusée en partie par son inexpérience et sa faiblesse. Or on le traitait comme les pires criminels, on le soumettait à des épreuves humiliantes et pénibles, infiniment plus aptes assurément à le déconcerter qu'à le moraliser et à lui inspirer confiance. Et pourquoi, en effet, s'il était excusable, ce long réquisitoire dans lequel l'avocat général passant en revue les différentes phases de sa vie le flétrissait en présence d'un public nombreux et ému ? Pourquoi cette réunion imposante de magistrats et de jurés si sa faute était aussi minime qu'on voulait bien le dire ? Le malheureux devait inévitablement sortir de la salle d'audience le désespoir dans l'âme, à moins toutefois, ce qui ne valait guère mieux, qu'il n'en sortît heureux et fier d'avoir été pris au sérieux et considéré comme un homme. Et ces inconvénients redoublaient encore de gravité si la cour, en présence d'un enfant n'ayant pas le discernement se voyait obligée, ainsi que nous le montrerons, de prononcer un acquittement suivi de la remise à la famille ou de l'envoi en correction. A quoi bon mettre en mouvement les rouages compliqués de la cour d'assises pour aboutir à une mesure d'éducation ?

Les critiques ainsi adressées au système du Code étaient par trop justifiées pour ne pas être bientôt prises en considération. Et dès 1824, en effet, le législateur vint apporter un remède efficace à la situation en attribuant compétence, en principe, au tribunal correctionnel pour les crimes commis par

les mineurs (Loi du 25 juin 1824). Il est vrai qu'il crut devoir maintenir dans deux hypothèses spéciales le système antérieurement usité, et que la cour d'assises demeurait encore compétente : 1° si le criminel de moins de 16 ans avait des complices au-dessus de cet âge ; 2° si le fait imputé était puni par la loi de la peine de mort, de celle des travaux forcés à perpétuité ou de celle de la déportation. Mais la première de ces exceptions était justifiée par le principe fondamental en droit pénal de l'indivisibilité de la procédure contre l'auteur et les complices ; et la seconde paraissait elle-même tirer sa raison d'être de la gravité de la peine encourue ou de la nature politique du crime commis.

De nouveau reprise et précisée en 1832 (Loi du 28 avril) l'œuvre du législateur de 1824 n'a, d'ailleurs, subi que des modifications de détail. Les mêmes exceptions ont été maintenues ; mais, en ce qui regarde la première, la loi nouvelle exige que les complices majeurs soient « présents » ; et quant à la seconde, elle ajoute à la liste des peines rendant le mineur justiciable de la cour d'assises, « celle de la détention » (Art. 68 C. P.).

Aujourd'hui donc, en principe, le mineur relève du tribunal correctionnel, quelle que soit la nature délictueuse ou criminelle du fait imputé. Mais deux exceptions encore sont faites au principe. La cour d'assises est compétente : 1° si le mineur a des complices majeurs « présents » ; 2° si le crime pour lequel il est poursuivi est puni par la loi « de la peine de

mort, de celle des travaux forcés à perpétuité, de la peine de la déportation ou de celle de la détention » (Art. 68).

Nous aurions cependant des observations à présenter et des desiderata à exprimer sur ces attributions de compétence établies par la législation moderne. Il ne s'agit pas de la première exception. Ayant pour base l'indivisibilité de la procédure engagée contre l'auteur et les complices, elle s'impose d'une manière rigoureuse. Il est impossible de faire juger par deux juridictions distinctes celui qui a exécuté le crime et celui qui l'a conseillé ou préparé. La lumière ne serait jamais faite complète, si les débats n'étaient unifiés. Or on ne peut évidemment songer à faire bénéficier d'un traitement de faveur un co-auteur ou un complice adulte, assez perversi pour entraîner au crime un malheureux enfant. Et malgré tous les inconvénients qu'il peut y avoir à cela, il faut donc se décider à se montrer plus rigoureux pour ce dernier et à le traduire devant la juridiction criminelle.

Mais la seconde exception qui a pour fondement la gravité de la peine encourue ou la nature politique du fait imputé est plus difficile à justifier. En rendant justiciable de la cour d'assises le mineur accusé d'un crime puni de l'une des peines de l'art. 68 du C. P., le législateur a voulu lui procurer les garanties du jury et de la juridiction criminelle. Il a pensé qu'il serait téméraire de confier aux magistrats du tribunal correctionnel la connaissance d'actes ayant

un caractère politique ou pouvant entraîner des condamnations à des peines longues et sévères. Mais ces craintes, qui témoignent à un si haut degré de la sollicitude du législateur pour l'enfant, ne suffisent pas à justifier la disposition finale de l'art. 68. En fait, d'abord le tribunal correctionnel a plutôt des tendances à se montrer bienveillant qu'à prononcer des pénalités trop sévères. Nous aurons même à lui reprocher plus loin un excès d'indulgence. Et puis pourquoi redouter de lui donner le pouvoir de priver le mineur criminel de sa liberté durant 10 ou 20 ans, alors que dès aujourd'hui la loi lui concède le droit d'ordonner l'envoi en correction de l'enfant, aussi jeune soit-il, jusqu'à l'expiration de sa vingtième année et que, d'autre part, ses décisions sont toutes sujettes à appel ? — Il y aurait lieu, à notre avis, d'enlever même en ce cas à la cour d'assises la compétence qui lui est actuellement reconnue pour l'attribuer au tribunal correctionnel (1). Sans doute, les prérogatives de ce dernier en seraient accrues ; les garanties données à l'enfant seraient moindres en apparence, mais l'amendement de ce dernier serait aussi moins compromis.

De sorte qu'on devrait tout au moins n'admettre la compétence de la juridiction criminelle qu'au cas où le mineur aurait des complices majeurs « présents ». Cette restriction donnerait satisfaction aux moins exigeants. Mais les auteurs poussent plus loin

(1) *Sic* : Bonjean. *Bul. Com. Pen. Int.* 1895, III, p. 451.

d'ordinaire leurs réclamations. Et tandis que les uns désireraient tout simplement voir le tribunal correctionnel statuer sur le sort du mineur en chambre du conseil, d'autres réclament la substitution à ce tribunal du tribunal civil, et d'autres enfin vont jusqu'à affirmer qu'on doit autant que possible éviter l'intervention judiciaire et confier à une autorité pupillaire le choix de la mesure à adopter.

Tous ces auteurs, d'opinions si divergentes, partent, d'ailleurs, d'un point de départ commun : les inconvénients et les dangers d'une comparution publique devant le tribunal correctionnel. Et il est certain, en effet, que l'enfant peut perdre beaucoup à s'asseoir sur ses bancs à côté des pires malfaiteurs. Car, en dehors même des leçons pratiques « de ruse, de mensonge, de cynisme » (1) qu'il ne peut manquer de puiser auprès d'eux, il se trouve, en outre, à peu près infailliblement l'objet de la part du public présent à l'audience d'une curiosité avide et de mauvais aloi, qui le couvre de honte et le décourage, à moins, ce qui est plus désastreux encore, qu'il ne soit assez misérable pour s'en glorifier. Il y a, en un mot, dans la comparution commune et publique devant le tribunal correctionnel une école de démoralisation mutuelle et une stigmatisation solennelle que l'on doit autant que possible éviter à l'enfant susceptible de s'amender.

Il y a donc dans cette mêlée des opinions des points

(1) Bonjean. *Bul. Com. Pen. Int.*, 1895, III, p. 452.

de vue justes et par conséquent des idées à retenir. Ainsi nous estimons que l'enfant devrait être jugé en chambre du conseil. Ceci admis, en effet, non seulement le malheureux se trouverait à l'abri de tout contact dangereux, mais il y gagnerait encore de se voir traiter d'une façon plus paternelle par les magistrats, désormais autorisés à se départir de la gravité et de la solennité auxquelles leur caractère même les oblige toutes les fois qu'ils siègent en public. Et en vain objecterait-on que l'intérêt de l'enfant se trouverait ainsi moins bien sauvegardé que dans la pratique actuelle. La présence dans la chambre du conseil des parents et de l'avocat choisi ou désigné d'office serait bien évidemment une garantie suffisante. — Le seul reproche légitime que l'on pourrait adresser au système proposé serait de ne pas permettre l'intervention de ces personnes charitables, qui, soit en leur nom personnel, soit déléguées par des sociétés, réclament parfois aujourd'hui, ainsi que nous l'indiquerons, l'enfant à l'audience même. Mais à ce point de vue encore, celui-ci ne serait pas sans protection. Mis en relation dès la prévention avec une société de patronage, il serait connu d'elle ; et celle-ci saurait parfaitement à qui s'adresser pour lui prodiguer tous les soins nécessaires. — Il serait donc désirable que le tribunal correctionnel statuât sur le sort de l'enfant en chambre du conseil.

Mais, à notre avis, il n'y a pas lieu d'introduire de modification plus profonde dans le système du C. P. Et d'abord il ne faut pas songer, comme le réclament

certain auteurs, à substituer à l'autorité judiciaire une autorité pupillaire. Car, comme le disait M. Georges Dubois au Congrès de Stockholm : « Il s'agit ici d'une question de liberté individuelle. Sans doute, le placement d'un jeune enfant dans un établissement de réforme n'est pas une peine proprement dite, mais ce n'est pas moins une détention et une privation de liberté ; et il est inadmissible qu'un citoyen, si tendre que soit son âge, puisse être privé de sa liberté par une décision émanant d'une autorité autre que l'autorité judiciaire » (1). Une autorité pupillaire, sous quelque forme qu'elle intervienne, celle d'un juge unique, comme dans les tribunaux de tutelle de la Prusse, ou celle d'un agent de l'Etat comme aux Massachussets, n'offre de garanties suffisantes ni à la liberté de l'enfant ni aux droits de la famille (2). —

(1) *Bul. Com. Pén. Int.*, 1895, s. III, p. 455.

(2) Comment admettre, par exemple, le système en vigueur aux Etats-Unis dans l'état de Massachussets ? « Quand un enfant est cité devant le juge, l'agent de l'Etat en est avisé et paraît pour l'enfant non comme son défenseur, mais comme un ami désintéressé qui vient prendre des informations sur ses antécédents comme sur ceux des parents. Il n'est pas rare, si les circonstances le permettent, que l'agent ne se porte garant de la comparution de l'enfant et ne l'emmène avec lui. L' sentence reste alors suspendue. Le coupable est ensuite ou restitué à sa famille, ou mis en pension ailleurs pour un temps limité par l'agent. Entre temps, ce dernier le surveille et l'influence par des exhortations amicales. Quand l'enfant n'est pas incorrigible, on le ramène ainsi à la bonne conduite, sans dépense pour l'Etat et sans que son nom et celui de ses parents soient entachés. » (William Letchworth. *Bul. Com. Pen. Int.*, 1895, III, p. 453). Nous ne nions certes pas que ce système puisse donner en certains cas d'excellents résultats,

Nous trouvons, sans doute, dans notre législation actuelle une situation qui au premier abord peut paraître à peu près analogue. Le juge d'instruction qui, conformément à l'art. 4 de la loi du 19 avril 1898 confie le jeune prévenu à une société ou à un particulier charitable pourrait aussi être tenté parfois de négliger les droits de la famille. Mais à côté de lui le ministère public est chargé d'exercer un contrôle. Et mieux encore, la décision du juge d'instruction n'est jamais qu'une décision provisoire. Les parents qui se trouvent lésés par elle n'ont qu'à en appeler devant le tribunal, seul compétent pour statuer définitivement. Malgré son analogie apparente, la situation est donc de tous points différente et se trouve à l'abri des critiques justement adressées à la pratique américaine et que pour les mêmes raisons il est permis d'adresser aussi au système prussien et à tout système dans lequel le placement des enfants serait confié à un seul magistrat, sans que la décision de celui-ci fût l'objet d'un contrôle sévère.

Malgré cela, la théorie de la non-intervention de l'autorité judiciaire fût affirmée au Congrès de Stockholm dans les termes suivants : « Le placement des enfants viciés dans les familles ou dans les

Mais ne faut-il pas craindre que cet ami désintéressé ne soit trop porté à voir dans les parents des bourreaux et de mauvais éducateurs et à adopter la mise en pension ailleurs que dans la famille ? Or cette dernière décision peut, en l'absence de contrôle effectif, avoir les plus mauvais effets en privant de sa liberté un enfant qui aurait dû être aussitôt remis à sa famille honnête et prévoyante.

établissements aura lieu, autant que possible, en évitant l'intervention judiciaire. » (1).

Mais en 1895, le Congrès de Paris reprenant la question admit, au contraire, qu'il appartient à l'autorité judiciaire de décider si l'enfant sera remis à la tutelle administrative (2).

Le principe de la non-intervention de l'autorité judiciaire ainsi écarté, convient-il, du moins, d'enlever au tribunal correctionnel sa compétence pour l'attribuer au tribunal civil ? Pas davantage. Cela d'abord ne saurait être admis dans l'état actuel de nos lois où l'enfant, verrons-nous, aussi faible que soit son âge, peut se voir infliger de véritables peines. Le tribunal civil qui, à la rigueur, pourrait être autorisé à ordonner une mesure d'éducation ne saurait être habile à prononcer une pénalité. Ses attributions nettement délimitées ne vont point jusque-là. Et en admettant même qu'une période d'irresponsabilité absolue ayant été établie par le législateur il existât toute une catégorie d'enfants vis-à-vis de qui des mesures d'éducation pourraient seules être prises, l'on devrait encore renoncer à opérer la substitution réclamée, tant seraient minimes et peu certains les avantages qui en résulteraient vis-à-vis de l'enfant. Au premier abord, sans doute, la juridiction civile apparaît avec un caractère moins répressif que la juridiction correctionnelle et semblerait à ce titre devoir mieux convenir au jeune irresponsable. Mais que devien-

(1) *Bul. Com. Pen. Int.* 1895. III. p. 453.

(2) *R. P.* 1896. p. 1055.

draît cet avantage dans les villes si nombreuses où ces deux juridictions sont composées des mêmes magistrats et tiennent leurs séances dans le même local, parfois, il est vrai, à des jours différents, mais souvent aussi dans la même audience et sans interruption ? Il se réduirait évidemment en ce cas à une question de dénomination. Et il en serait de même, d'ailleurs, dans les villes où les chambres civiles sont distinctes des chambres correctionnelles. Car en ce cas aussi il conviendrait, sans doute, d'éviter à l'enfant les émotions de l'audience publique et de le faire comparaître en chambre du conseil. Or quelle différence pourrait-il bien y avoir, en fait, entre la chambre du conseil du tribunal civil et la chambre du conseil du tribunal correctionnel ? Il y a là, à notre avis, une distinction bien subtile, qui ne saurait suffire à légitimer une réforme, dont le résultat le plus clair serait d'apporter une perturbation sérieuse dans le service de la juridiction civile.

En résumé, dans l'état actuel de la législation française, le mineur prend une direction différente suivant qu'il se trouve ou non dans les conditions de l'art. 68 : il est dirigé sur la cour d'assises, si accusé d'un crime il a des complices majeurs présents ou si le crime par lui commis est passible de l'une des peines prévues à cet article ; en toute autre hypothèse, que le fait imputé soit crime ou délit, il est justiciable du tribunal correctionnel. C'est donc ce dernier qui est compétent dans la majorité des cas.

Mais, selon nous, deux réformes devraient être apportées au système. Nous voudrions tout d'abord voir restreindre la compétence de la cour d'assises au seul cas où le mineur aurait des complices majeurs présents. Et nous voudrions en second lieu voir attribuer à la chambre du conseil du tribunal correctionnel la connaissance des actes délictueux ou criminels jusqu'ici réservée au tribunal lui-même régulièrement constitué en audience. Nous croyons avoir suffisamment justifié la légitimité de l'une et de l'autre réforme.

II. — Connaissant ainsi les juridictions compétentes demandons-nous maintenant quelles mesures celles-ci vont pouvoir adopter.

Les règles à ce sujet sont les mêmes quelle que soit dans chaque espèce la juridiction légalement saisie(1). Elles résultent actuellement des art. 66, 67 et 69 du C. P. révisé et de quelques autres lois postérieures. Mais la plupart d'entre elles figuraient déjà dans le C. P. de 1791 (1^{re} partie, titre V, art. 2 et 3), dont les

(1) Cela, il est vrai, a pu être un instant contesté à raison de la rédaction défectueuse de l'art. 66 du C. P. qui ne parle que du mineur. « accusé ». Mais aujourd'hui tout le monde s'accorde à reconnaître que cet article a une portée générale et s'applique non seulement aux crimes, mais encore aux délits. La jurisprudence de la Cour de Cassation est formelle en ce sens. *Crim. C.* 10 juin 1842 (*J. G. Peine*, 426, 1^o). — *Crim. C.* 13 avril 1844 (*J. G. Peine*, 426, 2^o). — *Crim. C.* 7 mars 1845 (*D. P.* 45, 4, 289). — *Crim. C.* 24 mai et 22 juin 1855 (*D. P.* 55, 1, 426)... Et l'art. 5 de la loi du 19 avril 1898 est de son côté venu confirmer cette jurisprudence.

dispositions ne furent reprises en 1810 d'abord et plus tard en 1832 que pour être précisées et mises à l'unisson des pénalités générales. Le système imaginé par le législateur révolutionnaire était encore, en effet, à cette dernière date tellement supérieur à tous les systèmes connus qu'on n'avait même pas songé à y découvrir des lacunes. Et aujourd'hui encore, bien qu'il soit critiqué dans maints de ses détails, nul ne songe à lui contester son caractère ingénieux et progressif.

Et dans ce système fut, en effet, affirmée pour la première fois la supériorité de l'idée d'amendement sur l'idée répressive dans toute mesure appliquée au mineur.

Avant lui, sans doute, d'autres systèmes avaient établi vis-à-vis de ce dernier des règles de faveur. Dès la plus haute antiquité l'on avait compris qu'il était injuste de châtier le jeune enfant, non encore formé et incapable de résister aux tentations, aussi sévèrement que l'homme fait en pleine possession de ses facultés et instruit par l'expérience. Le Droit Romain et à sa suite notre ancien droit avaient distingué dans la vie de l'homme plusieurs périodes : la première caractérisée par l'irresponsabilité absolue du jeune délinquant, et les périodes subséquentes, plus ou moins nombreuses suivant les époques par une responsabilité atténuée qui se traduisait elle-même par des réductions sensibles dans les peines (1).

(1) Voir Achille Morin. *Rép. gén. du droit criminel*, II, p. 118 et sq.

Mais les magistrats n'avaient jamais eu le choix qu'entre deux partis : remettre l'enfant en liberté, ou le condamner à l'une de ces peines réduites, suivant que l'irresponsabilité était ou non admise. Il n'y avait, d'une part, entre l'acquittement pur et simple et la condamnation aucune mesure intermédiaire pouvant être appliquée au mineur irresponsable mais trouvant dans ses parents de mauvais éducateurs. Et, d'autre part, le jeune condamné était dirigé pour l'exécution de sa peine sur les mêmes prisons que les détenus adultes. De sorte que tantôt replacé dans le milieu auquel sa première faute était dûe, et tantôt exposé au contact de voisins corrompus, le mineur avait moins de chance de s'amender que de se pervertir et de récidiver.

Avec le système nouveau, au contraire, son relèvement moral allait pouvoir être poursuivi d'une façon plus efficace. Non content, en effet, de se conformer au principe jusqu'alors seul admis de la proportionnalité du châtement avec la responsabilité du coupable, le législateur de l'époque intermédiaire eût à cœur d'assurer en tous cas au jeune délinquant une bonne éducation loin des parents indignes et loin des prisonniers adultes. Et voici ce qu'il imagina.

Il se préoccupa d'abord de la situation faite au mineur ayant agi sans discernement et qui dans l'ancienne législation était inévitablement l'objet d'une remise à la famille. Et à son intention il institua l'envoi en correction. « Si les jurés déclarent que le

coupable a commis le crime sans discernement, il sera acquitté du crime ; mais le tribunal criminel pourra, suivant les circonstances, ordonner que le coupable sera rendu à ses parents, ou qu'il sera conduit dans une maison de correction, pour y être élevé et détenu pendant tel nombre d'années que le jugement déterminera et qui toutefois ne pourra excéder l'époque à laquelle il aura atteint l'âge de 20 ans » (art. 2, Code Pénal, 25 sept.-6 oct. 1791, 1^{re} partie, titre V).

Dans cette institution, d'ailleurs, le législateur n'allait nullement contre les principes admis : car si l'irresponsabilité de l'enfant devait mettre ce dernier à l'abri d'une pénalité quelconque et rendait son acquittement nécessaire, elle ne pouvait s'opposer en revanche à ce que, une fois cet acquittement prononcé, la société, en présence de parents incapables ou malhonnêtes, prît le malheureux à sa charge et veillât elle-même à son éducation. Or c'est précisément à ce résultat qu'allait aboutir l'envoi en correction.

L'envoi en correction, en effet, n'était pas une peine, mais à vrai dire une mesure d'éducation (1). Cela résultait d'abord des termes mêmes de la loi,

(1) V. Dalloz, C. P. annoté sous art. 66 n° 63. — Crim. rej., 21 mai 1811 (J. G. Dalloz, Peine, n° 443). — Circulaire du Min. de l'Int. du 6 avril 1842 (D. R. , Peine, n° 446). — Circ. du Min. de l'Int., du 12 février 1847, (D. P., 47, 3, 77). — Loi du 5 août 1850, (D. P., 1850, 4, 1881. — Circ. du Min. de l'Int., du 24 mars 1857 (D. P., 57, 3, 63)... etc...

disposant que le mineur serait envoyé dans une maison de correction pour y être « élevé » ; et cela était surtout conforme à son esprit : destiné à remplacer la remise aux parents dans les cas où celle-ci pouvait être funeste, l'envoi en correction évidemment tendait au même but : l'éducation et le reclassement du jeune irresponsable. Il est vrai que la mesure nouvelle entraînait avec elle une détention et une détention parfois longue. Mais celle-ci n'était qu'un accessoire : c'était uniquement parce qu'il était indispensable de le soustraire aux mauvaises influences de la famille et qu'il fallait, dès lors, rendre impossible toute relation entre elle et lui que l'enfant était atteint dans sa liberté. Et la meilleure preuve en était que cette détention n'était reconnue légitime que dans la mesure nécessaire à l'éducation de l'enfant, et devait inévitablement cesser à l'âge où d'ordinaire cette éducation est suffisante, sous peine de ne l'être jamais, à l'âge de 20 ans (1).

(1) Du principe que l'envoi en correction n'est pas une peine, mais une mesure d'éducation, plusieurs conséquences peuvent être tirées :

1^o) L'envoi en correction n'autorise pas l'application des peines de la récidive (Paris 3 décembre 1830, *Journal du Palais*, 1830, p. 323).

2^o) L'envoi en correction précédemment ordonné ne fait pas obstacle à l'application de la loi Bérenger au cas de nouvelle infraction (V. Laborde, *Commentaire sur la loi du 6 mars 1891*, n^o 12, p. 9).

3^o) L'envoi en correction ne figure pas au casier judiciaire, n^o 2, délivré aux particuliers intéressés.

Ainsi légitimé, l'envoi en correction était incontestablement une innovation importante. Mais il restait pour compléter le système à créer des maisons spéciales, n'ayant rien de la prison, et où les enfants en correction, soumis à un régime rationnel et sévère, pussent être l'objet de soins attentifs et de tous les instants. Aussi le législateur posa-t-il le principe de la maison de correction. Malheureusement il ne songea pas à en régler l'application et la mesure nouvelle ne produisit point d'abord tous les résultats espérés.

Nous connaissons ainsi les mesures, qui, dans le système nouveau, pouvaient être appliquées au mineur ayant agi sans discernement. Celui-ci pouvait être suivant les cas remis à sa famille honnête et prévoyante ou dirigé sur une maison de correction pour y être élevé.

Quant au mineur ayant agi avec discernement, tout comme le Droit Romain et l'ancien droit, le Code Pénal le déclara passible de véritables peines. Et comme ces législations, il apporta aussi des réductions aux pénalités qui les auraient frappés s'ils eussent été majeurs. Mais cela, du moins, ne lui parut pas suffisant. Persuadé qu'il ne servirait de rien d'appliquer aux mineurs des pénalités moins longues, si celles-ci devaient être subies dans les prisons d'adultes, il décida que désormais les jeunes condamnés seraient dirigés pour l'exécution de leur peine sur ces mêmes maisons de correction, dont il venait d'admettre le principe pour les enfants acquittés, mais non remis à

leur famille. Et ainsi se trouva solennellement consacré le principe de l'amendement par la peine. A cet égard encore le législateur révolutionnaire réalisa donc un incontestable progrès.

Tel fut dans ses grandes lignes le système nouveau. Et nous savons que ce système, après avoir passé sinon intégralement tout au moins en substance du Code Pénal de 1791 dans celui de 1810 fut de nouveau conservé lors de la révision de 1832 ; de sorte qu'aujourd'hui encore il est notre système (1).

(1) Le voici tel qu'il est actuellement formulé :

Art. 66 : « Lorsque l'accusé aura moins de 16 ans, s'il est décidé qu'il a agi sans discernement, il sera acquitté ; mais il sera selon les circonstances remis à ses parents, ou conduit dans une maison de correction pour y être élevé et détenu pendant tel nombre d'années que le jugement déterminera, et qui toutefois ne pourra excéder l'époque où il aura accompli sa vingtième année. »

Art. 67 : « S'il est décidé qu'il a agi avec discernement, les peines seront prononcées ainsi qu'il suit :

S'il a encouru la peine de mort, des travaux forcés à perpétuité, de la déportation, il sera condamné à la peine de dix à vingt ans d'emprisonnement, dans une maison de correction.

S'il a encouru la peine des travaux forcés à temps, de la détention ou de la réclusion, il sera condamné à être enfermé dans une maison de correction, pour un temps égal au tiers au moins et la moitié au plus de celui pour lequel il aurait pu être condamné à l'une de ces peines.

Dans tous les cas il pourra être mis par l'arrêt ou le jugement sous la surveillance de la haute police pendant cinq ans au moins et dix au plus.

S'il a encouru la peine de la dégradation civique ou du banissement, il sera condamné à être enfermé d'un an à 5 ans dans une maison de correction ».

Art. 69 : « Dans tous les cas où le mineur de 16 ans n'aura

Plusieurs autres dispositions sont cependant venues s'y ajouter et le perfectionner. Dès 1832 d'abord une ordonnance de M. le Ministre de l'Intérieur autorisa la libération conditionnelle des mineurs en correction (1). Fréquemment il arrivait sous l'empire du Code que la durée de séjour à la maison de correction assignée à ceux-ci par les juges dépassait notablement la mesure nécessaire à leur éducation. Non seulement, dès lors, les malheureux continuaient à subir un internement arbitraire, mais encore ils se trouvaient à leur libération d'autant plus exposés à succomber aux tentations de la vie libre qu'on les en avait tenus plus longtemps à l'écart. Et cela était d'autant plus dangereux qu'une fois libérés la société n'avait plus vis-à-vis d'eux aucun droit de correction ni de surveillance. La libération conditionnelle avait précisément pour but de remédier à cela. Grâce à elle, le jeune détenu allait désormais pouvoir être, une fois son éducation suffisante, placé dans un état de demi-liberté et mis en mesure de faire sans retard et sous un contrôle à la fois bienveillant et sévère l'apprentissage de la vie. Placé chez un patron honnête, il poursuivrait auprès de lui son éducation intellectuelle, religieuse et morale et demeurerait sous sa tutelle jusqu'au jour fixé par la sentence, à moins que sa mauvaise con-

commis qu'un simple délit, la peine qui sera prononcée contre lui ne pourra s'élever au-dessus de la moitié de celle à laquelle il aurait pu être condamné s'il avait eu 16 ans. »

(1) Circulaire de M. le Comte d'Argout du 3 décembre 1832.

duite n'eût nécessité sa réintégration à la maison de correction. Et lorsque sonnerait pour lui l'heure de la libération, la transition entre cet état de demi-liberté et la liberté complète s'opérerait toute naturelle, sans à-coups, et sans grand danger.

La libération conditionnelle ne résultait que d'une circulaire. Elle eût le sort réservé à ces sortes de réformes. Elle fut trop peu appliquée. Mais, du moins, en avait-on fait l'essai. Et règlementée à nouveau en 1840 dans une circulaire de M. Duchâtel, elle fit enfin l'objet d'une disposition spéciale de la loi des 5-12 août 1850 sur l'Education et le Patronage des jeunes détenus, dont l'art. 9 est ainsi conçu : « Les jeunes détenus. des colonies pénitenciaires peuvent obtenir à titre d'épreuve et sous des conditions déterminées par un règlement d'administration publique d'être placés provisoirement hors de la colonie. »

Cette dernière loi améliora, d'ailleurs, le système à quelques autres points de vue importants et notamment en organisant les maisons de correction prévues par le Code pénal et en posant le principe du patronage des jeunes détenus à leur libération.

Puis vint la loi du 26 mars 1891, édictée, il est vrai, pour les adultes, mais également applicable aux mineurs et d'après laquelle l'inculpé, s'il n'a pas subi de condamnation antérieure, peut-être momentanément dispensé d'exécuter sa peine et le sera définitivement si dans les cinq ans il n'a pas commis de nouvelle infraction. Et cette loi a été à son tour com-

plétée, à la date du 1^{er} mai 1897, par une autre loi « modifiant, en faveur des hommes auxquels il aura été fait application de la loi du 26 mars 1891, les art. 5, 48 et 59 de la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée » et autorisant (article unique) l'engagement militaire du condamné avec sursis dans les rangs de l'armée continentale.

Tout récemment enfin la loi du 19 avril 1898 est venue (art. 5) instituer en faveur des mineurs une troisième mesure, intermédiaire entre la remise aux parents et l'envoi en correction, et permettant au tribunal de confier définitivement leur garde, soit à une société de patronage, soit à un particulier, soit enfin à l'Assistance publique. Déjà bien avant cette loi, plusieurs tribunaux, et particulièrement le tribunal de la Seine, avaient pour habitude, lorsqu'une société de patronage ou un particulier s'offrait à l'audience à recevoir l'enfant, d'acquitter ce dernier et de le lui remettre. Mais si cette pratique présentait de réels avantages vis-à-vis de certains enfants, à qui elle permettait d'épargner la maison de correction avec ses rigueurs nécessaires et ses promiscuités dangereuses, elle était malheureusement illégale (1) et trop souvent demeurait sans effet, en présence du mauvais vouloir des parents. L'article 5 de la loi du 19 avril 1898 a eu précisément pour effet de lui conférer la force et l'efficacité qui précédemment lui manquaient. Le champ d'application de cet article

(1) Cf. Cass., 20 juil. 1893. — R. P., 1893, p. 1195.

ne doit donc pas s'étendre au-delà de celui que cette pratique embrassait. La mesure nouvelle ne doit être appliquée qu'aux enfants méritant sympathie à raison de leur jeune âge ou de leurs bons antécédents et volontairement acceptés par l'œuvre ou le particulier en vue. Obliger cette œuvre ou ce particulier à accepter la garde d'un enfant trop pervers serait à la fois illégitime et dangereux.

En un mot, le système légal aujourd'hui en vigueur vis-à-vis des mineurs peut être résumé ainsi :

De deux choses l'une : ou le mineur a agi sans discernement ou il a agi avec discernement.

A-t-il agi sans discernement, il sera acquitté, mais il sera suivant les circonstances :

1° remis à ses parents ;

2° envoyé en correction ;

3° confié à une œuvre d'Assistance ou à un particulier charitable.

Et au cas d'envoi en correction il lui sera loisible en se conduisant bien de bénéficier de la libération conditionnelle.

A-t-il agi, au contraire, avec discernement, il sera condamné, mais seulement à des peines réduites ; et ces peines, en principe, seront elles-mêmes subies non plus dans les prisons ordinaires, mais dans une maison de correction. Mieux que cela même, il pourra être décidé qu'il sera sursis à l'exécution de la peine,

III. Et maintenant de quelle façon les tribunaux ont-ils appliqué ce système ? (1).

Il semble tant est délimité théoriquement le champ d'application spécial à chacune des mesures ci-dessus indiquées que les tribunaux aient dû être constants dans l'application par eux faite de ces mesures aux mineurs. Mais, en réalité, le désordre le plus complet n'a cessé de régner dans la jurisprudence des tribunaux aux diverses époques et pour une même époque dans la jurisprudence des divers tribunaux. Les variations signalées à ce sujet depuis l'apparition du Code sont, peut-on dire, incalculables. Et ne cite-t-on pas aujourd'hui encore le cas de « deux tribunaux voisins l'un de l'autre, appartenant à la même cour, dont l'un condamne systématiquement tous les enfants de moins de 16 ans, tandis que l'autre non moins systématiquement les acquitte tous ? » (2). Avant d'aller plus loin, peut-être donc ne sera-t-il pas sans intérêt de rechercher les causes de telles divergences.

L'une d'elles réside dans l'indécision où le C. P. a

(1) Dans cette partie de notre étude, il ne sera pas parlé spécialement de l'application faite par les tribunaux de la loi du 19 avril 1898. Il ne faudrait pas cependant en conclure que cette loi est négligeable et les mesures instituées par elles indifférentes au point de vue qui nous occupe. Cette loi est, au contraire, très importante et ces mesures sont, à notre avis, appelées à un avenir très brillant. Mais les tribunaux ont jusqu'à ce jour si rarement fait application de l'une et des autres qu'il est impossible d'en rien inférer au point de vue de la direction générale de la Jurisprudence.

Voir cependant : R. P. mars 1899.

(2) Joly. *A travers l'Europe*, p. 49,

laissé ses interprètes sur le sens précis du mot « discernement ». Le silence du législateur à cet égard a donné lieu à des discussions passionnées entre criminalistes, appartenant à des écoles opposées en philosophie et dont les idées préconçues n'ont pas peu contribué à maintenir le désaccord existant encore aujourd'hui. L'on a dû se demander ce qu'il faut au juste entendre par discernement. Serait-ce cette voix intérieure, qui nous avertit quand nous accomplissons un acte que celui-ci est bon ou mauvais ? Doit-on dire, au contraire, que celui-là seul a le discernement, qui, ayant conscience du bien et du mal, aperçoit en outre toute la portée de ses actions mauvaises et en prévoit toutes les conséquences ?

Nous n'avons pas à entrer ici dans l'examen approfondi de cette question qui n'a qu'un rapport indirect avec notre sujet. Il nous suffira de dire qu'à notre avis la première interprétation ne saurait être admise. Le discernement limité à cette conscience du bien et du mal se rencontre toujours chez l'enfant, à moins, comme le dit M. Puibaraud, « qu'il ne soit en bas âge ou idiot, ce qui revient au même » (1).

La seconde interprétation nous paraît préférable. Le discernement réside plutôt dans la prévision des conséquences de l'acte mauvais que dans la conscience elle-même du mal. « Tel enfant, dit fort justement le même auteur, qui sait très bien qu'il fait mal, ne sait pas toujours le mal qu'il fait » (2). Il

(1) Puibaraud. *La Responsabilité des Enfants*, 1893, p. 3.

(2) Puibaraud. *Op. cit.* p. 5.

accomplit une mauvaise action en connaissance de cause, en toute liberté. Mais il est étonné des conséquences qu'elle entraîne. Cet enfant, selon nous, ne saurait être déclaré responsable. Sans doute, s'il devient dangereux pour la société, celle-ci a le devoir de se préserver. Mais elle n'a pas le droit de le retenir pour le châtier. Ce qui lui manque pour rester dans la bonne voie, c'est l'éducation. Si la famille est incapable de la lui donner, la société doit donc en assumer la charge. A son égard, il importe de prendre une mesure d'éducation. Tel est, à notre avis, le sens du mot « discernement ».

Mais cette dernière interprétation n'est pas unanimement admise. Et, dès lors, l'on conçoit que tel enfant qui eût été condamné par tel tribunal partisan de la première théorie se trouve acquitté par tel autre partisan de la seconde. La controverse qui depuis le Code divise les criminalistes et les tribunaux sur la portée du mot : « discernement » a donc pu avoir une certaine influence sur la jurisprudence (1).

On peut cependant affirmer qu'en fait le plus souvent cette influence n'a pas été décisive. Les tribunaux dans l'option entre les divers partis qui s'offrent à eux se préoccupent moins de demeurer sincères quant à l'affirmation ou à la négation du discernement que d'adopter dans chaque espèce la mesure la plus favorable au coupable. Et naturelle-

(1) G. Dubois, R. P. 1890, p. 163.

ment leur choix diffère avec leur idéal et leur opinion relativement au bon fonctionnement de nos Maisons de correction. Suivant qu'ils sont ou non partisans de ces établissements, ils se décident volontiers à envoyer en correction le mineur ayant cependant agi avec discernement ou, au contraire, à prononcer vis-à-vis du mineur ayant agi sans discernement une condamnation à une courte peine. Mais comme cela serait, en définitive, illégal, ils n'hésitent pas, dans l'intérêt de l'enfant, à faire des déclarations mensongères et à affirmer la présence ou l'absence du discernement suivant les besoins de la cause, quelle que soit, d'ailleurs, l'intelligence de l'enfant (1).

La question de discernement est ainsi devenue un accessoire à peu près inutile (2). Le point de vue de l'utilité sociale domine aujourd'hui en fait le point de vue psychologique. Et c'est en somme dans les différentes manières d'apprécier l'intérêt de l'enfant

(1) V. Séance de la Société générale des prisons du 7 mai 1870. — R. P. 1879, p. 478 et s.

(2) Aussi la plupart des auteurs s'accordent-ils à réclamer l'exclusion de cette notion de nos lois (Voir notamment Houyvet, R. P., 1879, p. 479. — Puibaraud, *Bul. Com. Pén. Int.*, 1895, § II, p. 419. — Discussion au Congrès de Berne et vœu, R. P., 1891, p. 299. — Discussion au Congrès de Paris, R. P., 1895, p. 1048). Et à notre avis il y aurait tout intérêt à cela. Le point de vue de l'utilité sociale est d'abord, allons-nous voir, beaucoup plus favorable à l'idée de protection que le point de vue psychologique ; et puis à quoi bon maintenir dans nos lois une notion destinée à être à chaque instant violée ?

que réside la cause sinon unique, du moins la plus importante des variétés signalées (1).

Ceci observé, il nous sera maintenant plus facile de comprendre le sens et la portée d'une circulaire de M. le Garde des Sceaux, intervenue à la date du 4 janvier 1889 en vue précisément de mettre un terme à ces variations, et dont les dispositions viennent d'être à peu près textuellement reproduites dans la circulaire déjà citée du 31 Mai 1898. C'est en se plaçant, en effet, au point de vue de l'utilité sociale et non plus comme les rédacteurs du Code au point de vue psychologique que M. le Garde des Sceaux dans ce document a prescrit de ne plus « requérir contre les mineurs de 16 ans, inculpés de faits ne présentant pas un caractère de gravité exceptionnelle, la peine d'emprisonnement », mais, au contraire, de solliciter du tribunal, toutes les fois que les parents ne présenteraient pas des « garanties suffisantes de probité ou de moralité » leur acquittement comme ayant agi sans discernement, et leur envoi en correc-

(1) Tout cela est si vrai qu'il n'est pas rare de constater le fait suivant : Un enfant est condamné successivement à 1 mois, 3 mois, 6 mois d'emprisonnement. Puis on constate son envoi en correction jusqu'à sa vingtième année. De sorte que, comme le dit M. Mullet : « discernant hier et condamné, le même enfant est aujourd'hui déclaré irresponsable et acquitté... Sans doute, le juge a voulu tout d'abord punir, réprimer, intimider, puis reconnaissant son insuccès il a pris finalement la seule mesure vraiment utile et nécessaire : l'envoi en correction. » (Bull. Com. Pén. Int., 1895, III, p. 493). Cela n'en est pas moins contradictoire et illogique.

tion pendant un temps assez long pour qu'il soit possible d'espérer leur amendement. (1)

Et les prescriptions de cette circulaire sont, en effet, parfaitement fondées. Car seul, dans l'état actuel de nos lois, en dehors bien entendu de la remise à la famille, dans les cas où elle peut être opérée sans danger, et de la remise à une œuvre d'assistance ou à un particulier charitable (2), l'envoi en correction de longue durée peut permettre d'atteindre le but poursuivi : le reclassement de l'enfant par l'éducation et par un placement conforme à ses goûts et à ses habitudes.

Chacun connaît les mille difficultés, qui arrêtent dans l'accomplissement de sa tâche l'éducateur chargé de former à la vertu et au bien le jeune enfant non encore soumis cependant à l'influence d'habitudes mauvaises. D'une famille honnête, obéissant, intelligent, celui-ci offre un terrain de choix où la bonne semence germera, semble-t-il, rapidement à la satisfaction de tous. Le maître a sur son élève une grande influence ; les progrès sont sensibles ; la perfection paraît devoir être atteinte bientôt. Mais voilà qu'un arrêt imprévu et subit se produit dans la

(1) Circulaire de Monsieur le Garde des Sceaux du 4 janvier 1889.

(2) Nous nous sommes suffisamment étendu au chapitre précédent sur les avantages respectifs de la remise à la famille et de la remise à une œuvre ou à un particulier charitable, pour qu'il soit inutile d'y revenir ici. Les avantages sont à peu près les mêmes que ces mesures soient adoptées par le juge d'instruction ou par le tribunal.

marche en avant. Les progrès sont plus lents ; l'enfant devient pensif, discute les enseignements qu'on lui donne timidement encore, il est vrai, mais ne tarde pas à les écarter pour se montrer enfin réfractaire. Une parole perçue au hasard, une scène rapidement entrevue, un conseil pernicieux accepté, ont suffi le plus souvent à contrebalancer l'influence acquise par le maître au cours de leçons attentives et multiples. C'est l'ivraie venant se mêler au bon grain et étouffer l'épi sur le point de mûrir. — Le plus souvent cependant si l'enfant est tel que nous l'avons dépeint, l'éducateur sortira victorieux de la lutte. Mais son œuvre aura été longue et difficile. L'éducation de l'enfant même bien disposé exige des années entières d'un labeur patient et assidu.

Que penser, dès lors, de celle du petit malheureux, puisant dans une hérédité tarée et dégénérée le germe de toutes les passions, souvent peu intelligent, d'un caractère obstiné et rétif, irrité par une arrestation et tombant du milieu perversi de la famille dans le milieu peut-être plus mauvais encore de la prison, où les bons enseignements du personnel seront rendus inefficaces par les conseils pernicieux et les pires exemples ? Le relèvement de ce malheureux qui, malgré tout est possible, car on ne doit jamais désespérer de l'enfant aussi déchu soit-il, ne peut être évidemment atteint qu'au prix d'efforts prolongés et réitérés. Or comment arriver durant les quelques semaines ou les quelques mois auxquels sont restreints les envois en correction de courte

durée ou les courtes peines à réagir contre des habitudes invétérées de paresse et de vagabondage, à inspirer à l'enfant le goût du travail et à lui apprendre un métier. Un envoi en correction de longue durée peut seul permettre d'atteindre ce résultat.

Seul aussi, du reste, il permet de réaliser aisément la seconde partie du programme : le placement du jeune détenu. Incontestablement d'abord il y a peu à attendre à cet égard encore de la condamnation à une courte peine. Car, doté d'un casier judiciaire, le jeune libéré verra nombre d'ateliers et d'usines se fermer devant lui ; et, d'autre part, l'engagement militaire, ce moyen si efficace et si sûr de reclassement social, s'il est contracté dans les conditions ordinaires, ne lui sera le plus souvent possible que dans les bataillons d'Afrique. Aussi courte qu'elle soit, la condamnation, en effet, si elle est pure et simple, entraîne, aux termes de la loi du 15 juillet 1889, l'incapacité absolue de contracter un engagement dans les rangs de l'armée continentale. Il est vrai que cette incapacité a été levée par la loi du 1^{er} mai 1897 vis-à-vis de l'adolescent en faveur de qui le tribunal ordonne le sursis à l'exécution de la peine (conformément à l'art. 1 de la loi du 26 mars 1891). Quelque soit le taux de cette dernière, le condamné avec sursis a désormais la faculté d'entrer volontairement dès sa 18^e année au service de la Patrie dans l'un des régiments de France. Mais encore faut-il, pour que cela soit possible, que de la condamnation

à l'enrôlement, le malheureux n'ait pas commis une nouvelle faute. Si, comme il arrivera fréquemment, il n'a pas été durant cet intervalle mieux secouru contre les tentations qu'avant l'arrestation, il ne sera pas plus avancé, une fois survenue la rechute, que si le sursis ne lui avait pas été accordé ; l'accès des bataillons d'Afrique lui demeurera seul permis. Et, dès lors, quel espoir légitimement conserver de lui voir reprendre sa place normale dans la société ? (1)

L'envoi en correction de courte durée est certes moins désastreux pour l'enfant. Une fois libéré, celui-ci n'est plus entravé dans ses recherches de travail par l'inscription d'une condamnation à son casier judiciaire. (L'envoi en correction qui figure au casier judiciaire n° 1 demeurant aux mains de l'autorité n'est pas porté, en effet, sur les copies qui en sont fournies à l'Administration ou aux particuliers). Arrivé à sa 18^e année il peut aussi contracter un engagement dans les rangs de l'armée continentale. Mais ainsi réduite, cette mesure ne laisse pas cependant que de présenter des inconvénients très graves.

Le placement facilité, en principe, par la présentation d'un casier judiciaire intact, n'en est pas moins le plus souvent rendu impossible par l'intervention

(1) Sur les dangers des courtes peines voir au surplus le compte rendu des séances de la Société Générale des Prisons des 11 déc. 1887, 18 déc. 1889, 15 janv. 19 fév. et 16 mars 1890 (R. P. 1888. p. 10. 1890. p. 7. 149, 258, 495). Sic. Raux. *Nos jeunes détenus*.

malheureuse de la famille. Que de parents, en effet, qui, peu soucieux de l'intérêt de leur fils et ne voyant en lui qu'une source de bénéfices, n'hésitent pas, verrons-nous, à venir au jour de la libération le réclamer à l'administration ! Et celle-ci désarmée, à moins que la déchéance de la puissance paternelle n'ait été prononcée, se trouve obligée de le leur remettre.

Parfois cependant il arrive que les parents, honteux de l'arrestation de l'enfant et redoutant une récidive, consentent à le confier à une Société de patronage. Mais même alors son placement va être très difficile et en tous cas très aléatoire. Son éducation étant nécessairement imparfaite, à raison même de la brièveté du temps qu'il a été possible d'y consacrer, la Société de patronage hésite à intercéder en sa faveur. Peu certaine de son amendement, sans autorité sur lui, impuissante à le ramener à elle, s'il refuse son concours, elle se voit à peu près inévitablement condamnée à l'insuccès. Et, d'autre part, elle redoute de le confier à un patron, qui pourrait avoir à se plaindre de sa conduite. — Par pitié elle se décide cependant à le protéger. Mais que de fois ses prévisions se réalisent ! A peine installé, l'enfant dominé par ses goûts de vagabondage et son horreur instinctive du travail, insuffisamment combattus durant son passage trop court à la colonie, abandonne l'atelier pour reprendre les anciennes habitudes mauvaises qui l'ont déjà une fois amené devant le tribunal.

Quant à l'engagement volontaire, il lui est sans

doute possible de le contracter dans les rangs de l'armée continentale. L'envoi en correction prononcé contre lui ne constitue pas à cet égard une déchéance. Mais qui oserait affirmer, surtout si plusieurs années le séparent encore de l'âge où cet engagement lui sera possible, qu'une condamnation postérieurement prononcée pour un nouveau méfait n'y mettra pas obstacle ?

La plupart de ces inconvénients disparaissent, au contraire, avec l'envoi en correction de longue durée. Fréquemment d'abord, le placement du jeune détenu est en ce cas opéré bien avant l'heure fixée comme terme à son internement, à titre de libération conditionnelle. Non seulement, dès lors, les parents ne peuvent plus s'y opposer, mais encore l'enfant, constamment menacé d'une réintégration à la maison de correction, si sa conduite n'est pas bonne, se montre plus docile aux enseignements du patron et fait plus d'efforts pour lui plaire. — Et en admettant même qu'il n'ait pas mérité la faveur d'une libération anticipée, le jeune détenu trouve toujours à sa libération définitive d'autant plus de facilité à se procurer du travail que son éducation a été plus complète. Les sociétés de patronage hésitent moins à lui venir en aide ; et il est lui-même mieux armé contre les sollicitations intéressées des parents (1).

(1) A ce point de vue cependant il y aurait encore quelque chose à faire dans l'intérêt du jeune libéré. Ce serait de reporter de 20 à 21 ans la limite extrême de l'envoi en correction. Car durant l'année qui s'écoule entre sa libération et sa majorité civile, l'adolescent retombe légalement sous l'autorité de

L'envoi en correction de longue durée permet enfin de songer sérieusement au reclassement du jeune libéré par l'engagement militaire. Car c'est désormais à titre de récompense que cet engagement va lui être accordé; et passant ainsi sans transition de la maison de correction à la caserne, l'adolescent se trouvera à l'abri des dangers qui le menaçaient dans l'hypothèse précédente.

Tant au point de vue du placement qu'à celui de l'éducation du jeune délinquant, l'envoi en correction de longue durée est donc des trois mesures précédentes la seule véritablement favorable. Vrai théoriquement, cela l'est aussi en pratique. Sans être parfaites, nos maisons de correction jouissent, verrons-nous, d'un régime assez bon. Et les résultats sont là, d'ailleurs, pour confirmer nos dires. Rares sont les jeunes condamnés qui ne récidivent pas avant peu. Sur 33 d'entre eux condamnés en 1891-1892 par le tribunal de la Seine, 10 seulement n'avaient pas encore subi en 1895 de nouvelle condamnation. Au contraire 5 avaient subi une nouvelle condamnation; 7 en avaient subi 2; deux : 3; un : 5; trois : 6; deux : 7; un : 8; et 11 d'entre eux avaient été plusieurs fois remis à leur famille (1). — Et en ce qui regarde les mineurs envoyés en correction, les réci-

ses parents; et très fréquemment, cela lui est nuisible, surtout si cet adolescent est une jeune fille. — Cette réforme figure, d'ailleurs, dans le projet de la Commission de révision du Code pénal. — Voir également : *Discussion au Congrès de Paris et vœu* (R. P. 1895, p. 1063).

(1) R. P., 1896, p. 274.

dives, s'il faut en croire les directeurs des colonies, sont à peu près exactement en raison inverse du temps d'internement prescrit.

Bien qu'en opposition avec les principes du Code, la circulaire du 4 janvier 1889 avait ainsi sa raison d'être ; et ses dispositions étaient à leur tour progressives.

Malheureusement, ces dispositions n'ont pas été unanimement respectées. Elles l'ont été sans doute à Paris. A Paris, les courtes condamnations sont prononcées de moins en moins nombreuses : de 33 en 1891-1892 (1) elles étaient déjà descendues à 17 en 1894-1895 (2) et leur nombre décroît chaque année.

Les envois en correction, au contraire, de plus en plus fréquents, sont prononcés pour une longue durée. Non contents même d'appliquer la lettre de la circulaire, les magistrats de la Seine ont tenu à en préciser l'esprit et placent toujours le mineur sous la tutelle de l'Etat jusqu'à l'expiration de sa vingtième année. Mieux encore, s'inspirant des mêmes principes qui les avaient amenés à offrir à tout mineur, accusé ou prévenu, les garanties de l'instruction, ils ont entouré l'enfant à l'audience d'une sollicitude spéciale. Nous trouvons, en effet, à ses côtés, un avocat pour le défendre (3), les parents pour garantir sa liberté et le plus souvent aussi une société de pa-

(1) R. P., 1896, p. 273 et sq.

(2) R. P., 1896, p. 273 et sq.

(3) Cette assistance de l'avocat à l'audience a eu parfois les plus heureux effets. C'est ainsi qu'on a pu voir des enfants

tronage qui le réclame pour le protéger. Et le prononcé de la sentence est lui-même entouré de certaines formes destinées à éclairer le public et l'enfant sur la situation qui va être faite à ce dernier par l'envoi en correction (1).

A côté du tribunal de la Seine, d'autres tribunaux, condamnés à une courte peine d'emprisonnement faire appel du jugement et demander à la Cour de les envoyer en correction jusqu'à 20 ans. D'autres qu'on se proposait de remettre à leurs parents ont de même, sur l'avis de l'avocat, supplié le tribunal de faire à leur égard l'application la plus rigoureuse de l'art 66 (R. P. 1890, p. 10 et sq.). Bien entendu tous ces enfants n'ont pas tardé à bénéficier de la libération conditionnelle.

(1) « Aussitôt que le jugement est prononcé, dit M. Flandin, *Rapport au Comité de Défense*, 1894), le magistrat qui préside l'audience ne manque jamais de retenir pendant quelques instants l'enfant à son banc et de le prévenir que le tribunal, en le plaçant sous la tutelle de l'Etat, cherche à lui épargner la flétrissure d'un casier judiciaire ; que la colonie où il sera conduit n'est pas une prison, mais une école de réforme où on lui enseignera tout ce qu'il doit savoir ; que, d'ailleurs, s'il veut revenir à de meilleurs sentiments il dépendra de lui de recouvrer promptement sa liberté ».

« Il lui explique que son défenseur lui rendra visite à la prison en attendant le départ pour une colonie pénitentiaire, que si le directeur de la colonie donne bon témoignage de sa conduite et de son travail, une demande de libération provisoire pourra être adressée à l'Administration Pénitentiaire ».

Et M. Flandin assure « qu'ainsi instruits par ces avertissements succédant à ceux déjà donnés par le juge d'instruction et par le défenseur, les jeunes prévenus se rendent un compte très exact de leur situation pénale » et que, d'autre part, le public, qui, avant l'introduction de cette pratique, était vivement impressionné en entendant prononcer un envoi en correction de longue durée, accueille aujourd'hui « en silence, quelquefois même avec une sorte de reconnaissance, une décision qui n'est pas une condamnation, mais une œuvre de protection et de sauvetage ».

d'ailleurs, ont également depuis 1889 apporté des changements à leur jurisprudence. A Lyon, Marseille, Bordeaux... et généralement dans toutes les villes dotées d'un Comité de défense, les magistrats assurent à tout enfant l'assistance d'un avocat, le mettent en relation avec des sociétés de patronage, prononcent de fréquents envois en correction de longue durée.

Mais la plupart des magistrats sont cependant demeurés insensibles à l'appel de Monsieur le Garde des Sceaux et continuent à préférer à l'envoi en correction jusqu'à 18 ou 20 ans l'envoi en correction de courte durée ou même la condamnation à une courte peine ; à moins, chose tout aussi grave, qu'ils ne réservent leurs faveurs à l'acquittement pur et simple et à la remise aux parents, sans se préoccuper de la dignité ni de la moralité de ceux-ci.

Une nouvelle circulaire (1) leur a, sans doute, été récemment adressée, dont plusieurs paragraphes reproduisent purement et simplement les dispositions du texte précédent. Mais il est à craindre qu'elle ne soit pas mieux écoutée que sa devancière. La prévention de certains juges relativement à nos Maisons de corrections est telle, qu'il ne faudra rien moins qu'une modification de la loi elle-même pour leur faire abandonner leur jurisprudence erronée.

IV. — Reste à savoir en quoi doit exactement consister la réforme.

(1) Circulaire du 31 mai 1898.

Il faut distinguer suivant qu'il s'agit de remédier à l'abus des condamnations à de courtes peines ou à celui des envois en correction de durée trop restreinte (1). Pour chacune de ces situations, en effet, une réforme spéciale s'impose.

1°) En ce qui regarde d'abord l'abus des courtes condamnations il suffirait, à notre avis, pour y remédier, de décider que le jeune condamné serait, à l'expiration de sa peine, retenu dans une maison de correction jusqu'à sa majorité.

Ce qui fait aujourd'hui que nombre de magistrats préfèrent à l'envoi en correction pour plusieurs années la condamnation à une courte peine de quelques semaines ou de quelques mois n'est-ce pas uniquement, en effet, que ces magistrats confondent dans un même sentiment de défiance injuste la maison de correction et la prison commune et que, dès lors, la mesure qui doit le moins retenir l'enfant

(1) Si nous ne parlons pas ici des remises intempestives à des parents incapables ou indignes hier encore cependant si fréquentes, c'est que dès aujourd'hui le remède nous paraît découvert et prescrit par la circulaire du 31 mai 1893 dans ses dispositions relatives à la procédure d'Instruction et par la loi du 19 avril 1898. Mieux renseignés, d'abord, sur les dangers possibles dans chaque cas particulier d'une telle mesure, les juges, en effet, auront, d'autre part, la ressource, si l'envoi en correction leur paraît trop sévère, de confier la garde de l'enfant à une œuvre ou à un particulier charitable. Et dans ces conditions n'est-il pas permis d'espérer que les juges sauront, dans l'intérêt général, résister au penchant si bienveillant au fond et cependant si regrettable, qui tout récemment les entraînait encore, dans leur aversion pour les maisons de correction, à remettre certains enfants en liberté, alors que cette mise en liberté ne pouvait que leur être funeste ?

soit dans l'un, soit dans l'autre de ces établissements, est aussi, suivant eux, la moins dangereuse et la moins sévère, cette mesure eût-elle pour conséquence de doter le malheureux d'un casier judiciaire et fût-elle, de toute évidence, impuissante à assurer son éducation et son relèvement moral ? Faute de s'amender, le mineur condamné à une courte peine a, du moins, à leur sens, l'avantage d'être plus tôt soustrait que son camarade envoyé en correction pour de longues années, à des influences de part et d'autre également nuisibles et d'être ainsi plus favorablement traité.

Le jour, par conséquent, où les détentions de l'un et de l'autre étant égalisées, cet avantage viendrait à disparaître, les courtes condamnations deviendraient aussi infiniment plus rares. Désireux avant tout de rester bienveillants, les juges, en effet, reculeraient le plus souvent devant une sentence, dont l'intérêt ne consisterait plus désormais qu'à entraîner la flétrissure d'un casier ; ou ne se décideraient, du moins, à la rendre que dans les cas extraordinaires, où il serait utile, tant serait effrayante la perversité du coupable, d'infliger à ce dernier une répression énergique avant de songer à sa réformation morale (1). Peut-être pourrait-on seulement redouter qu'à cette diminution des condamnations ne correspondît une augmentation exagérée des acquittements purs et

(1) Sic. Discussion au Congrès Pénitentiaire Int. de Paris. R. P., 1895, p. 1062 et s. (MM. Félix Voisin, Vincens, Le Jeune...)

simples ? (1). Mais nous savons déjà ce que l'on doit attendre à cet égard des dispositions de la loi du 19 avril 1898 et de la circulaire du 31 mai de la même année.

Et à cela, d'ailleurs, ne se borneraient pas les bons effets de la réforme proposée. Celle-ci aurait encore l'avantage de donner à l'Administration, ce qu'elle n'a pas aujourd'hui, le temps matériel nécessaire à l'éducation du jeune condamné et de mettre fin par là à une anomalie, mille fois signalée, d'après laquelle, dans l'état actuel de nos lois, du condamné et de l'acquitté, c'est le condamné, c'est-à-dire le plus profondément tombé et le plus difficile, par conséquent, à ramener au bien, qui est relâché le premier, et à laquelle sont dûs tant d'appels intempestifs de décisions prononçant l'envoi en correction et partant éminemment propices (2).

Il conviendrait donc de retenir le jeune condamné, à l'expiration de sa peine, dans une maison de correction, jusqu'à sa majorité. Mais il faudrait se garder d'aller plus loin. Point ne serait besoin, par exemple, de supprimer radicalement les « courtes peines » vis-à-vis des mineurs, ainsi que quelques-

(1) Sic. Id. M. Prudhomme. R. P. 1895, p. 1062 et s.

(2) Nous faisons par là allusion aux appels si fréquemment interjetés de nos jours par des mineurs acquittés comme ayant agi sans discernement, mais envoyés en correction, en vue de montrer à la Cour qu'ils avaient le discernement et se faire condamner à une courte peine, grâce à laquelle ils seront plus tôt remis en liberté (Voir p. c Rennes, 21 mai 1844. — Dalloz. Rép. p. 654 en note). V. aussi : M. Mullet, *Bull. Com. Pén. Int.*, 1895, III, p. 494.

uns le veulent (1). Cela aurait, à notre avis, le tort de laisser insuffisamment châtiés certains enfants particulièrement pervers, n'ayant cependant commis qu'un acte passible seulement de l'une des pénalités supprimées, et d'apporter dans la répression un énervement préjudiciable à une époque où la précocité et la perversité des enfants sont de plus en plus grandes. Et en vain objecterait-on que l'envoi en correction intimide, en fait, plus que la courte peine. C'est là, encore, une fois, une anomalie regrettable.

La nécessité du maintien du jeune condamné, à l'expiration de sa peine, dans une maison de correction jusqu'à sa majorité, après avoir été affirmée dans plusieurs rapports au Congrès de Paris, l'a été plus solennellement encore dans un vœu préparé en section et pris en considération lors de l'assemblée générale (2).

La même réforme figure enfin dans le projet de la commission de révision du Code Pénal (3).

2°) : En ce qui regarde maintenant l'abus des envois en correction de durée trop restreinte, deux remèdes différents ont été proposés.

L'on a proposé d'abord de fixer à l'envoi en correc-

(1) Sic. Puilbaraud. *Etude sur la Responsabilité des Enfants*, 1893, p. 10 et sq. Mullot. — Rapport au Congrès de Paris. *Bul. Com. Pén. Int.* 1895, III, p. 494. — Michel Heymann et M. le Président Canonico (R. P. 1895, p. 1062).

(2) Ce vœu était ainsi conçu : « Il y a lieu de décider que dans tous les cas où les mineurs auront été condamnés ils seront placés sous la tutelle administrative jusqu'à leur majorité civile ». (R. P. 1895, p. 1063).

(3) Art. 59 du Projet.

tion une limite minimum (1). Et cette réforme réaliserait assurément un progrès sur l'état de choses existant.

On n'aurait plus à regretter ces envois en correction de quelques semaines ou de quelques mois, ne laissant même pas à l'administration le temps de diriger sur une colonie pénitentiaire le jeune détenu, qui est ainsi gardé à la prison départementale, soumis au même régime que ses camarades condamnés, exposé peut-être à tous les dangers de la promiscuité, en attendant de retomber bientôt dans le milieu démoralisateur de la famille. A défaut d'une éducation complète, le mineur envoyé en correction pour

(1) On est même allé plus loin : on a cru découvrir cette limite minimum dans le texte même de la loi. C'est ainsi qu'un arrêt de la Cour de Cassation du 10 octobre 1811 (Aff. Stragin) décidait que l'envoi en correction ne pouvait avoir une durée inférieure à un an. Cet arrêt était fondé sur ce que l'art. 66 disposait que le mineur ayant agi sans discernement pourrait être envoyé dans une Maison de correction pour y être élevé et détenu *pendant tel nombre d'années* que le jugement déterminerait. *Pendant tel nombre d'années* : grammaticalement cela ne signifiait-il pas que la durée d'application de cette mesure pouvait varier entre une et plusieurs années, mais qu'elle ne pouvait être inférieure à 1 an ? Mais si tel était bien le sens grammatical des mots « pour tel nombre d'années », il était certain qu'il répondait très imparfaitement à la pensée des rédacteurs du Code. D'après les Travaux Préparatoires, en effet, ceux-ci avaient tout simplement voulu laisser les juges maîtres de fixer comme bon leur semblait la durée de l'envoi en correction et n'avaient jamais considéré comme nécessaire une durée d'un an. C'est, d'ailleurs, ce que la Cour de Cassation a reconnu depuis dans un arrêt du 8 fév. 1833. (Crim. Re.). Cet arrêt admet parfaitement la légitimité d'un envoi en correction de moins d'une année.

le temps minimum que fixerait la loi, serait, du moins, soustrait aux mauvais contacts de la prison d'adultes. L'administration le soumettrait au régime paternel bien que rigide de la maison de correction. Des notions de morale pourraient lui être prodiguées.

Mais comment déterminer *a priori* le temps minimum strictement nécessaire à l'éducation des jeunes délinquants ? Dans le système actuel, les magistrats sont déjà impuissants à prévoir d'avance, à propos de chaque enfant en particulier, le moment précis où son amendement sera suffisamment avancé pour qu'on puisse ne pas redouter de lui rendre sa liberté. Leurs erreurs à ce sujet sont notoires : la preuve en est dans les récidives nombreuses où tombent aujourd'hui les mineurs envoyés par eux en correction pour une courte durée. Et cependant leur tâche est relativement aisée, puisqu'ils possèdent des renseignements très exacts sur les fréquentations de l'enfant, sur son intelligence, sur sa moralité ainsi que sur la situation et l'honnêteté des parents.

Dans quel arbitraire ne tomberait pas, dès lors, le législateur, dont la décision devrait s'étendre à toute une catégorie d'enfants de caractères si divers, de perversités si inégales ? Le temps minimum fixé par lui exagéré pour certains enfants peu avancés dans le mal ou bien intentionnés serait évidemment insuffisant à l'amendement de certains autres profondément pervertis et réfractaires à toute direction.

Aussi la plupart des auteurs et des directeurs des colonies pénitentiaires s'opposent-ils à la fixation

d'une limite minimum et préconisent-ils l'envoi en correction jusqu'à la limite extrême, sous réserve pour l'Administration du droit de faire cesser la détention, dès que l'amendement du mineur paraîtrait certain, ou, en d'autres termes, l'envoi en correction jusqu'à l'âge de la majorité civile, avec son correctif de la libération conditionnelle (1).

Ce second système est à la fois plus logique et plus conforme que le précédent à l'utilité sociale. La détermination d'abord du moment où l'éducation de l'enfant étant suffisante, il y a lieu de rendre celui-ci à la liberté, impossible aux juges, matériellement incapables de mesurer exactement l'étendue de la chute et les difficultés du relèvement, serait très facile, au contraire, pour le personnel de l'établissement, qui aurait pris soin de son éducation, aurait suivi pas à pas ses progrès, aurait été pendant des années ou des mois en contact permanent avec lui.

Et, d'autre part, le jeune détenu bénéficierait de tous les avantages de l'envoi en correction de longue durée, qui nous sont déjà suffisamment connus et sur lesquels, par conséquent, nous n'avons pas à revenir ici.

Peut-être cependant pourrait-on reprocher à ce système de livrer le mineur à l'arbitraire de l'Administration. Mais on peut répondre avec MM. Guy-

(1) MM. Cluze (*Bul. Com. Pen. Int. II.* p. 459). — Mullot (B. III, p. 491), Guy-Tomel et Rollet: *Les Enfants en Prison*, p. 269. — Compte rendu du Congrès de Paris, (R. P., 1895, p. 1061 et sq).

Tomel et Rollet : « L'administration pénitentiaire ne tient pas à faire de vaines dépenses en détenant un enfant qui peut être placé en apprentissage isolément et sans frais ; elle ne songe pas non plus à exploiter le travail des jeunes détenus comme un produit dont l'Etat doit tirer profit ; le seul but qu'elle se propose est de moraliser son pupille et de le rendre à la vie libre et normale, dès qu'il n'y a plus de danger à courir ni pour la société, ni pour l'enfant (1). » Il serait puéril de redouter de la part de l'Administration une sévérité que ne légitimerait point la nécessité de réformer et d'élever l'enfant.

Loin donc de fixer à l'envoi en correction une limite minimum, il est de tous points préférable d'inviter le législateur à prescrire en tous cas l'envoi en correction jusqu'à l'âge de la majorité civile, laissant toutefois l'Administration libre d'en arrêter le cours, dès qu'elle le croirait possible.

Proposé au Congrès de Paris en 1895, ce système après avoir été adopté en section, le fut à l'unanimité dans l'Assemblée générale du 2 juillet, sous la forme suivante :

« En ce qui concerne les mineurs ayant agi sans discernement, l'envoi en correction doit être fait jusqu'à l'époque de la majorité civile ; l'autorité administrative pourra avant l'expiration de ce délai, placer l'enfant dans des familles (2). »

(1) *Les Enfants en Prison*, p. 270.

(2) R. P. 1895, p. 1063.

C'est, au surplus, à peu de choses près, le système déjà usité en Pologne depuis la loi du 20 mai 1892 (1). Et en Pologne, ce système a donné d'excellents résultats (2).

En résumé, deux réformes principales doivent être apportées au système du Code en vue de mettre fin aux abus signalés :

1° Il convient, d'une part, de décider que le jeune condamné sera, à l'expiration de sa peine, retenu dans une maison de correction jusqu'à l'âge de 21 ans révolus ;

2° Et il importe, d'autre part, d'enlever aux juges la faculté de limiter à leur gré la durée de l'envoi en correction et de leur imposer l'obligation de le prononcer en tous cas jusqu'à l'époque de la majorité civile.

Mais il n'y a pas lieu de supprimer radicalement les courtes peines vis-à-vis des mineurs, pas plus qu'il n'y aurait intérêt à fixer à l'envoi en correction une limite minimum. La première réforme serait, selon nous, excessive et la seconde insuffisante.

V. — Nous en aurions ainsi fini avec l'étude et la critique du système pénal applicable aux mineurs, si nous n'avions à nous poser ici deux questions réservées au début du chapitre et qui peuvent être ainsi formulées :

(1) R. P. 1896, p. 775 et sq.

(2) R. P. 1896, p. 775 et sq.

Première question : N'y a-t-il pas lieu d'établir une période d'irresponsabilité absolue ?

Deuxième question : N'y a-t-il pas lieu de reculer jusqu'à 18 ans la limite de la minorité pénale ?

1° Et d'abord : N'y a-t-il pas lieu d'établir une période d'irresponsabilité absolue ?

Il n'est peut-être pas de question dans la matière qui nous occupe, qui ait donné lieu à des discussions à la fois plus passionnées et plus stériles (1). Longtemps, en effet, on a eu le tort de vouloir exclusivement s'en tenir aux principes traditionnels, de ne considérer la question qu'au point de vue psychologique ; et une fois engagés dans cette voie, les auteurs n'ont pas eu de peine à accumuler les arguments favorables à la thèse, qui leur était plus particulièrement chère. Tandis que les uns, partisans du système du Code, multipliaient les découvertes d'enfants prodiges et redoutaient de plus en plus de laisser ces derniers impunis, les autres, au contraire, constataient des cas de plus en plus nombreux d'enfants notoirement irresponsables et néanmoins frappés par les tribunaux de véritables condamnations avec leur lugubre cortège.

Ce n'est que depuis quelques années qu'on s'est décidé à envisager la réforme sous son véritable aspect et à se demander si oui ou non elle serait conforme à l'utilité sociale. Mais, du moins, cela a-t-il abouti aujourd'hui à un courant très intense,

(1) Voir notamment : Discussion à la Société générale des Prisons. R. P. 1892, p. 2 et sq. ; 129 et sq. ; 369 et sq. ; 411 et sq.

favorable à la réforme, et plusieurs fois déjà consacré par des actes. A deux reprises différentes, d'abord, M. le Garde des Sceaux recommanda dans des Circulaires du 16 mai 1855 et du 11 mars 1876 de ne plus requérir de condamnation contre les enfants de moins de 7 à 8 ans. Et la commission de révision du Code Pénal a, de son côté, établi formellement une période d'irresponsabilité absolue dans le projet élaboré par elle.

Aux termes de l'art. 67 du projet : « Le mineur de 10 ans ne peut être l'objet d'aucune poursuite. S'il a commis un fait qualifié crime ou délit par la loi et entraînant l'emprisonnement, la détention ou une peine supérieure, le tribunal civil peut, à la requête du ministère public, ordonner qu'il soit placé dans un établissement d'éducation ou de réforme jusqu'à l'âge de 21 ans au plus », on peut ajouter aujourd'hui « ou qu'il soit placé sous la garde d'une œuvre ou d'un particulier charitable » (Art. 5, loi du 19 avril 1898).

Et cette réforme remédierait, en effet, à un vice très grave du système actuel, qui laisse aux magistrats la faculté, dont quelques-uns abusent, de prononcer de véritables peines vis-à-vis de tout petits enfants et de les vouer ainsi non seulement à la honte de la prison, mais encore à une rechute certaine.

Est-ce à dire que cette réforme soit indispensable ? Nous ne le pensons pas. Modifié ainsi que nous l'avons montré, le système général applicable aux mineurs aboutirait assurément au même résultat. Quel est le magistrat qui se déciderait encore à pro-

noncer contre un enfant de 6, 8 ou même 10 ans une condamnation, le jour où celle-ci entraînerait à sa suite l'internement dans une maison de correction jusqu'à l'âge de la majorité civile ?

Puisque la commission de révision du Code Pénal l'a admise, nous y adhérons néanmoins, mais sans en voir exactement, nous l'avouons, les avantages spéciaux. — Nous voudrions cependant voir disparaître de la rédaction du projet les deux mots qui terminent l'art. 67. Par les mots : « au plus », cet article, en effet, laisse au tribunal la fixation de la durée de l'envoi en correction dans les limites, bien entendu, de la minorité civile. Et cela est incompatible avec notre système, l'envoi en correction devant toujours être, selon nous, ordonné jusqu'à l'époque de la 21^e année, avec faculté seulement pour l'Administration de le faire cesser avant cette dernière date, si l'éducation du jeune détenu le permet.

Nous savons également, au surplus, ce qu'il faut penser de l'attribution de compétence au tribunal civil effectuée par l'art. 67 du projet.

Ajoutons enfin que toutes les nations étrangères, à l'exception seulement de la Turquie et peut-être encore de la Belgique (1), ont établi une période d'irresponsabilité absolue (2).

2) N'y a-t-il pas lieu, d'autre part, de reculer jusqu'à 18 ans la limite de la minorité pénale ? ou, en

(1) Le principe d'une période d'irresponsabilité absolue figure, en effet, dans les art. 71 et 72 du nouveau projet belge.

(2) R. P. 1892, p. 7 et sq.

d'autres termes, n'y a-t-il pas lieu de reporter de 16 à 18 ans l'époque où l'adolescent étant présumé pleinement responsable et assimilé à l'adulte ne peut plus être l'objet d'une mesure d'éducation ?

Ici encore l'affirmative peut être combattue au point de vue psychologique, mais sa nécessité s'impose, si l'on se place plus spécialement, ainsi que cela doit être, au point de vue de l'utilité sociale.

Au point de vue psychologique, l'affirmative évidemment ne saurait être admise par quiconque définit le discernement « la simple conscience du bien et du mal ». Il est certain que si à 16 ans l'adolescent ne possède pas le discernement ainsi défini « c'est qu'il a décidément une tare physiologique et qu'il y a lieu, s'il est dangereux, de l'enfermer dans un asile. sur l'attestation régulière des médecins (1) »

Mais elle se légitime, croyons nous, dans l'autre théorie, qui, selon nous, est la seule admissible, et d'après laquelle le délinquant pour être pleinement responsable de ses actes devant la loi pénale doit non seulement savoir discerner le mal du bien, mais encore avoir de la vie une expérience suffisante pour être capable d'apprécier la portée et les conséquences de ses actes.

Sans doute, il est des adolescents qui, précoces, intelligents, issus de parents sérieux et diligents à les instruire dans le bien, ayant, d'autre part, fré-

(1) Joly. Rapport au Congrès de Paris. *Bul. Com. Pén. Int.*, 1895, III, p. 383.

quenté l'école, peuvent à 16 ans posséder cette expérience et être considérés comme pleinement responsables des actes illicites qu'ils commettent. Et nous devons même reconnaître que leur nombre croît chaque jour, grâce à la vulgarisation de l'instruction qui accélère la formation intellectuelle, au développement de l'industrie qui porte les populations rurales vers la ville, aux facilités de communication qui permettent aux jeunes gens de parfaire rapidement leur éducation professionnelle.

Mais il en est aussi qui à 16 ans, ne sont pas complètement formés et dont la responsabilité est encore douteuse ou du moins imparfaite.

Malgré la diffusion de l'instruction, il est encore en France des enfants qui sont privés de ses bienfaits. A Paris seulement on en compte plus de 20,000 qui ne fréquentent pas l'école (1). Or ces enfants, ainsi dépourvus d'instruction, sont précisément ceux qui en auraient le plus besoin, parce qu'ils proviennent des basses couches sociales et qu'ils ne reçoivent de leurs parents que de mauvais exemples. Comment ces malheureux, vivant au jour le jour, sans souci du lendemain, le plus souvent du produit de leur mendicité, comprendraient-ils, devenus adolescents, toute la portée de leurs actions mauvaises ? -- Ils savent, sans doute, si ce qu'ils font est mal ; ils n'ignorent pas que leur mauvaise action peut être réprimée par le gendarme. Mais ils n'en voient pas toute la gravité

(1) Journal « *Le Temps* », n° du 18 décembre 1896,

et sont incapables d'en prévoir « les suites et les périls ». L'adolescent de 16 ans soumis à de telles conditions d'existence n'a certainement pas l'entier discernement pénal.

Il en est de même dans la majorité des cas de l'enfant de la campagne. Plus délaissé dès son jeune âge que le citadin par les parents que les travaux des champs éloignent de la maison, moins assidu à l'école, où il ne va guère que l'hiver, le plus souvent même d'une façon irrégulière, soumis à l'autorité d'un chef de famille jaloux de conserver la direction de la maison et des travaux, dépourvu, par conséquent, de toute initiative, soustrait aux influences mauvaises ou bonnes de la vie urbaine, l'enfant de la campagne conserve jusqu'à un âge assez avancé « l'imprévoyance, la crédulité, le manque de réflexion (1) » propres à la première enfance. C'est dire qu'il reste longtemps à acquérir l'expérience de la vie qui, jointe à la conscience du bien et du mal qu'il possède déjà, doit parfaire sa responsabilité. Rarement à 16 ans il l'aura acquise.

Voilà donc tout au moins, 2 catégories d'enfants chez lesquels le discernement pénal peut, sans exagération aucune, n'être présumé que postérieurement à leur seizième année.

Faut-il, dans l'intérêt de la vérité, laisser subsister le système du Code, qui présume pleinement responsables et frappe des mêmes peines que l'adulte de

(1) M. Lefuel. R. P. 1892, p. 764.

malheureux adolescents de 16 ans incomplètement formés ; ou, au contraire, prolonger de quelques années la période de responsabilité douteuse, quitte à laisser les magistrats libres de châtier sévèrement les jeunes gens de 16 à 18 ans qui leur paraîtraient véritablement responsables ? La réponse à cette question, nous paraît évidente. Dans le doute, le législateur, comme le dit M. Lefuel « a le devoir strict de laisser les chances d'erreur du côté de la présomption favorable (1). » Or ici la présomption favorable est incontestablement celle qui tend à étendre aux jeunes gens de 16 à 18 ans les dispositions jusqu'ici spéciales aux mineurs de 16 ans.

Même au point de vue psychologique, le recul de la limite de la minorité pénale se justifierait donc fort bien. Cette réforme s'impose si l'on se place au point de vue de l'utilité sociale.

Entre autres résultats, l'application du droit commun à l'adolescent de 16 à 18 ans aboutit aujourd'hui à cette conséquence injuste, que le malheureux se trouve parfois placé, quant à son relèvement moral, dans des conditions moins bonnes que son camarade plus âgé ; et, par une coïncidence remarquable, il en est ainsi précisément alors que le tribunal a voulu se montrer à son égard spécialement indulgent, en lui appliquant le bénéfice de la loi du sursis.

Tandis que l'adolescent condamné avec sursis

(1) M. Lefuel, R. P., 1893, p. 765.

après l'expiration de sa dix-huitième année peut, s'il est bien intentionné, contracter un engagement militaire le lendemain même de sa condamnation et se mettre ainsi à l'abri des épreuves qui l'attendaient dans la vie libre, l'adolescent de 16 à 18 ans, au contraire, doit, dans les mêmes conditions, attendre qu'ait sonnée l'heure de sa dix-huitième année et se trouve, au cours de cette attente, replongé sans secours au sein des mêmes influences qui l'ont déjà perdu une première fois, et menacé, par conséquent, d'une récidive prochaine, qui lui ouvrira, il est vrai, les portes de la prison et celles des bataillons d'Afrique, mais lui interdira, en revanche, et peut-être à jamais, l'accès des régiments continentaux.

Il n'est qu'un moyen de mettre un terme à cette situation déplorable : c'est d'autoriser en pareil cas l'envoi en correction. Car alors l'adolescent passera à la maison de correction tout le temps qui s'écoulera entre le jour du jugement et celui de l'engagement militaire ; et étant ainsi mis en garde et secouru contre les tentations, rien plus ne l'empêchera, une fois arrivé l'âge de cet engagement, de le contracter dans les rangs de l'armée continentale. La réforme proposée n'eût-elle aucun autre avantage qu'elle devrait cependant être admise.

Mais elle aurait, en outre, celui de fournir aux magistrats le moyen d'épargner en certains cas aux mineurs de 18 ans la tare du casier judiciaire et de les soustraire par l'envoi en correction aux contacts dangereux de la prison d'adultes ; toutes choses éminem-

ment favorables aussi à leur relèvement moral et partant conformes à l'utilité sociale.

Il y aurait donc tout intérêt à reculer de 16 à 18 ans la limite de la minorité pénale. Est-ce à dire qu'il faudrait étendre purement et simplement à notre catégorie d'adolescents les art. 66 et sq. du C. P. ainsi que le réclament la plupart des partisans de la réforme? — Il y aurait là, à notre avis, une grave imprudence. La menace d'une pénalité réduite dans les proportions établies par les art. 67 et 69 ne serait pas suffisamment intimidante. Et il résulterait d'une telle extension un énervement de la répression d'autant plus regrettable que la criminalité des adolescents dont nous nous occupons subit en ce moment une progression effrayante.

Un système mixte nous paraît préférable. Parmi les adolescents de 16 à 18 ans, il en est de particulièrement intéressants : ceux, par exemple, qui, arrêtés pour la première fois, proviennent d'une famille les ayant laissés dans l'abandon, ou encore ceux qui, peu intelligents, n'ont pas compris toute la portée de l'acte illicite par eux commis. Pour ces adolescents il y a un intérêt évident à remplacer les mesures répressives par des mesures d'éducation. Appliquons-leur donc l'art. 66 du C. P. ou même les art. 4 et 5 de la loi du 19 avril 1898. Il ne peut y avoir aucun inconvénient à cela.

Mais il en est d'autres qui sont tout à fait pervers. On ne saurait en douter aujourd'hui. Chaque session d'assises nous offre le spectacle de ces jeunes

assassins à l'aspect effrayant, dont le cynisme n'a d'égal que la précoce perversité. Dans la fréquentation des repris de justice qui ont guidé leurs premiers pas dans la route de la criminalité, ils ont fait connaissance avec le Code Pénal. Ils aiment à montrer à l'audience qu'aucun de ses rouages ne leur est inconnu ; et ils grandissent, à leurs propres yeux, à mesure que leurs réponses produisent plus d'impression sur l'assistance. N'en a-t-on pas vu aller jusqu'à réclamer la peine de mort pour se faire de la popularité ? Pour ceux-là il faut craindre l'éternement de la répression. Au lieu de songer à réduire à leur égard les pénalités ordinaires, peut être serait-il préférable de les établir plus sévères. Mais au moins faut-il maintenir le système actuel. Les art. 67 et 69 ne sauraient leur être applicables.

En réclamant d'une manière générale le recul de la minorité pénale jusqu'à 18 ans, il faut donc faire une restriction et laisser aux juges la faculté d'assimiler à l'adulte au point de vue de la pénalité l'adolescent de 16 à 18 ans que les renseignements de l'instruction montreraient indignes d'indulgence.

L'extension pure et simple des règles des art. 66 et sq. du Code Pénal aux adolescents de 16 à 18 ans a cependant été admise en 1895 au Congrès de Paris (1) ; et deux ans auparavant elle l'avait été aussi par le Comité de Défense dans sa séance du 7 juin 1893 (2).

Certains auteurs, au contraire, demeurent les par-

(1) R. P. 1895, p. 1050.

(2) Lefuel. *Bul. Com. Pen. Int.*, 1895, II, p. 302,

tisans convaincus du système actuel et s'opposent à toute prolongation de la période de la minorité pénale (1). Et cette théorie a toujours été aussi celle de nos législateurs. Le système du Code respecté en 1832, malgré les efforts du député Teulon (2) l'a été encore lors de la Réforme de 1863 et en 1873 lors de la Grande Enquête. La même solution enfin a été tout récemment admise par la Commission de révision du Code Pénal.

VI. — En définitive, voici le système que nous proposons de substituer au système actuel.

1°) En ce regarde d'abord la compétence, elle doit être attribuée, en principe, à la chambre du conseil du tribunal correctionnel. Une seule exception est faite au principe, si le mineur, accusé d'un crime, a des complices majeurs présents. En ce cas, la juridiction compétente sera la cour d'assises. Pas de distinction à faire suivant l'âge plus ou moins avancé du mineur.

2°) En ce qui regarde, au contraire, les mesures et les pénalités applicables, il faut distinguer suivant que le mineur est âgé :

- a) de moins de 10 ans ;
- b) de 10 à 16 ans ;
- c) de 16 à 18 ans.

(1) Voir notamment M. H. Joly. *Bul. Com. Pén. Int.*, 1895, III, p. 383.

(2) Lefuel. *Loc. cit.*

a) Est-il âgé de moins de 10 ans, il bénéficiera d'une impunité absolue, en ce sens qu'aucune condamnation ne pourra être prononcée contre lui. Mais le tribunal pourra, du moins, le ministère public entendu, ordonner que le mineur de 10 ans sera retiré des mains de sa famille et placé dans un établissement d'éducation ou de réforme jusqu'à l'âge de 21 ans accomplis ou encore qu'il sera confié à la garde d'une œuvre ou d'un particulier charitable, conformément à l'art. 5 de la loi du 19 avril 1898. Au cas d'envoi en correction, le mineur de 10 ans pourra être placé provisoirement chez un particulier, à titre de libération conditionnelle, dès que son éducation sera reconnue suffisante.

b) Est-il âgé de 10 à 16 ans, les mêmes mesures lui seront applicables, et il pourra, en outre, si les renseignements fournis par l'instruction lui sont par trop défavorables, être condamné à des pénalités réduites. Mais, du moins, ces pénalités, à la différence de ce qui a lieu aujourd'hui, entraîneront-elles toujours après elles l'internement du condamné dans une maison de correction jusqu'à sa majorité.

c) Est-il enfin âgé de 16 à 18 ans, il pourra encore bénéficier, s'il mérite vraiment sympathie, des dispositions bienveillantes de l'art. 66 du C. P. et de la loi du 19 avril 1898, mais, en revanche, les condamnations prononcées contre lui ne seront pas réduites. Il demeurera passible des mêmes peines que l'adulte.

Ce système, plus rigoureux parfois, mais généralement plus doux que le système actuellement usité,

apporterait, selon nous, un appoint très sérieux à l'œuvre du relèvement moral de l'enfance coupable. Mais à une condition toutefois : à savoir que les établissements publics ou privés, les œuvres ou les particuliers, chargés dans ce système de l'éducation ou de la répression de l'enfant dévoyé, présentent de leur côté des garanties sérieuses et que, d'autre part, la rentrée du libéré dans la vie libre soit entourée de toutes les précautions nécessaires.

Ces garanties existent, avons-nous vu, ces précautions sont prises par les sociétés de patronage ou les particuliers qui consentent à se charger de l'éducation du jeune délinquant. En est-il de même, lorsque le jeune détenu est dirigé sur un établissement d'éducation correctionnelle public ou privé ? C'est ce que nous nous proposons d'examiner dans notre seconde partie en traitant successivement :

Chapitre I. — De l'exécution de la sentence ;

Chapitre II. — De la libération.

DEUXIÈME PARTIE

APRÈS LE JUGEMENT

CHAPITRE PREMIER

De l'exécution de la sentence.

Historique. — Les principes les mieux établis, les systèmes les plus ingénieux demeurent vains et stériles, si de sages prescriptions ne viennent en assurer la mise en pratique, si celle-ci se trouve défectueuse dans son exécution. Mais cette vérité échappa au législateur du C. P., qui, après avoir posé le principe de l'éducation correctionnelle donnée dans des maisons de correction spéciales, omit cependant de prévoir la création et l'organisation de ces établissements.

Après comme avant 1810, les mineurs continuèrent donc à être dirigés sur les prisons d'arrêt départementales et les maisons centrales : et cela quel que fût le caractère répressif ou éducateur de leur détention.

A Paris, ils étaient répartis entre les Magdelonnettes et Sainte-Pélagie. Un quartier spécial, le quartier des « mômes », leur était, il est vrai, affecté.

Mais, employés au service de la prison, ils se trouvaient en perpétuel contact avec les prisonniers adultes. Et, tant au point de vue moral qu'au point de vue physique, cette situation était déplorable. Ils se pervertissaient avec une rapidité effrayante et « trop souvent les infirmeries étaient remplies de ces petits malheureux » (1).

Ce fut le roi Louis XVIII qui le premier se préoccupa de leur amendement. A la date du 18 août 1814, il rendit une ordonnance dans laquelle il était dit : « Nous
« étant fait rendre compte de la situation dans la-
« quelle se trouvent les jeunes gens condamnés par
« notre Cour royale du département de la Seine ;
« sachant que répartis dans plusieurs des prisons de
« notre bonne ville de Paris, ils sont confondus avec
« des coupables vieilliss dans le crime ;..... considé-
« rant que ces jeunes gens, plus susceptibles que les
« autres de reconnaître leur erreur et de mériter de
« rentrer dans la société non-seulement sans danger
« mais en étant dignes d'y reprendre leur rang,
« doivent être l'objet de notre sollicitude ; que dans
« les établissements où ils sont disséminés et réunis
« à d'autres condamnés, ils se trouvent privés des
« moyens les plus propres à obtenir leur amende-
« ment ; qu'ils y sont soumis à une discipline qui ne
« les rapproche point de ce but... » (2) Et, comme remède au mal, il prescrivit que cent jeunes gens de 25 ans, pris dans les prisons de Paris, seraient isolés

(1) Guillot. *Les Prisons de Paris*, p. 319.

(2) Ord. du 18 août 1814.

dans une maison spéciale, pour y être l'objet de soins assidus (1).

Mais cette réforme était d'un côté trop étendue et par trop restreinte de l'autre. Il y avait, en effet, un danger évident à mêler des enfants de moins de 16 ans aux adolescents de 25 ans. Et, d'autre part, limitée à cent jeunes gens, elle demeurerait sans effet vis-à-vis du plus grand nombre des détenus n'ayant pas encore atteint leur 25^e année.

Et aussi bien, à peine l'essai en était-il fait, qu'une nouvelle ordonnance du 9 septembre de la même année annula la précédente et prescrivit la réunion de tous les condamnés du royaume ayant moins de 20 ans dans une prison d'essai, où on les préparerait « par l'ordre, le travail et les instructions religieuses et morales à devenir en recouvrant leur liberté des citoyens paisibles et utiles à la société. » (2)

Bien que ne réalisant pas encore l'idéal cette réforme eût été désirable. Mais l'ouverture de la maison, qui devait avoir lieu le 1^{er} mai 1815 sous la direction de M. le duc de La Rochefoucault-Liancourt, pair de France, assisté de M. le baron Delessert, fut empêchée par les événements du 20 mars.

La situation redevint ainsi ce qu'elle était avant l'ordonnance du 18 août.

La première tentative effective et durable fut l'œuvre de l'initiative privée. C'est à l'abbé Arnoult

(1) R. P. 1877, p. 39. — R. P. 1879, p. 136 et sq.

(2) Ord. du 9 sept. 1814.

que revient l'honneur d'avoir le 1^{er} en France (1) fondé un établissement spécial aux jeunes détenus. Voulant soustraire ces malheureux à la promiscuité malsaine de la prison d'adultes, il imagina de fonder rue des Grés n° 40 une sorte de Maison de refuge, où sous la direction intelligente et bienveillante de 4 frères de la doctrine chrétienne, une centaine d'enfants choisis par l'Administration parmi les meilleurs des prisons de Paris purent simultanément recevoir les bienfaits de l'éducation et faire l'apprentissage d'un métier. Fondée en 1817, la Maison de la rue des Grés donna les meilleurs résultats. Des 250 enfants qui furent ses hôtes, 25 seulement furent surpris après leur libération en état de récidive (3).

Mais cette maison disparut en 1831. Et les jeunes détenus qu'elle renfermait durent aller rejoindre leurs camarades à Sainte-Pélagie.

Or, la situation des mineurs à Sainte-Pélagie, loin de s'améliorer, s'était malheureusement aggravée. Au lendemain de la Révolution de Juillet, le Préfet de police, M. Baude, eut la malencontreuse idée de confier les jeunes détenus aux soins et à la garde de condamnés politiques. Par une inconséquence grave, la société transformait ainsi en éducateurs de l'enfance des hommes dont les idées subversives lui

(1) Un établissement semblable avait été fondé à Rome dès 1703 par le pape Clément XI dans une dépendance de la prison St-Michel. V. R. P. 1895. p. 1153. Analyse d'un ouvrage de l'abbé Kraus : *L'Eglise et les Institutions Pénitentiaires*.

(3) Guillot. *Les Prisons de Paris*. Voir aussi Ortolan II p. 159 et Dalloz. Rép. Peine n° 51.

avaient cependant paru dangereuses pour sa sécurité au point de légitimer leur mise hors la loi, des hommes qu'elle avait internés pour les empêcher de nuire. Les mauvais effets ne se firent, d'ailleurs, pas longtemps attendre. Moins exposés dans leur personne physique, les malheureux enfants eurent beaucoup à souffrir dans leur moralité de leur contact avec ces révoltés et ces utopistes.

Bientôt cependant fut créée à Paris la Société de Patronage des jeunes détenus et des jeunes libérés du département de la Seine. Et de nombreux enfants bénéficiant de la libération conditionnelle récemment consacrée d'une façon officielle par M. le Comte d'Argout (1) purent être placés par elle dans des familles honnêtes d'artisans.

Mais la libération conditionnelle n'était accordée qu'aux meilleurs des jeunes détenus. Le plus grand nombre demeurait donc exposé à tous les dangers de la promiscuité avec les adultes.

Et cette situation se serait, sans doute, prolongée longtemps encore, si un événement n'était venu inopinément hâter la réforme. « Un jour, dit M. Moreau-Christophe, en visitant l'infirmerie de Sainte-Pélagie, j'aperçus sous un lit de malade un pauvre petit garçon de 12 ans à peine qui avait été victime d'odieuses violences de la part d'un condamné aux fers ; deux heures après, un arrêté prescrivait la réu-

(1) Circul. du 3 décembre 1832.

nion de tous les jeunes détenus dans la prison de la Petite-Roquette » (1).

La réforme ainsi ordonnée fut bientôt un fait accompli. Dès 1836, les mineurs détenus du département de la Seine furent réunis dans la prison de la Petite Roquette, tout d'abord destinée à recevoir des femmes. Après une période transitoire, au cours de laquelle cet établissement demeura soumis au régime de communauté, le régime définitivement adopté fut celui de l'isolement. Et ce dernier ne produisit aucun mauvais effet physique ni moral. Les résultats en furent, au contraire, satisfaisants. Les enfants bénéficièrent en plus grand nombre de la libération conditionnelle. La Société de Patronage vit aussi ses efforts mieux récompensés. La récidive enfin décrut aussitôt dans une proportion notable (2).

Le mouvement, en province, quoique plus tardif, fut cependant plus général et plus intense qu'à Paris.

C'est seulement après la Révolution de Juillet que des tentatives furent faites dans les départements en vue de favoriser le relèvement moral des jeunes détenus (3). Mais, du moins, se succédèrent-elles alors nombreuses et pour ainsi dire sans interruption. — Le principe, du reste, en fut différent : — tandis qu'à Paris les sociétés privées appliquaient les enfants confiés à leurs soins aux travaux industriels, et que,

(1) Guillot, *Les Prisons de Paris*, p. 322.

(2) Théophyle Roussel, R. P., 1879, p. 138.

(3) Id.

d'autre part, l'administration donnait à ses pupilles un enseignement analogue dans les cellules de la Petite Roquette, ce fut vers le travail en plein air et l'enseignement agricole que se retournèrent avec confiance les philanthropes de province.

Un premier essai fut tenté à Oullins par le père Rey en 1835 ; essai, d'ailleurs, peu efficace, car cet établissement destiné à tous les enfants pauvres en danger moral ne recevait qu'exceptionnellement des mineurs en état de libération conditionnelle (1). Mais à défaut d'efficacité directe, il fut cependant profitable. Lorsque moins de 5 ans après (1839-1840), M. de Metz entreprit de fonder pour les jeunes détenus la Colonie de Mettray, il ne manque pas, en effet, d'aller étudier sur place l'organisation d'Oullins. En ayant découvert les vices, il sut aussi les éviter. Et c'est ainsi qu'il arriva à établir d'emblée un régime, qui après avoir été adopté dans plusieurs établissements étrangers, passe encore aujourd'hui pour l'un des plus parfaits qui existent.

A Mettray comme à Oullins le principe fut celui du travail agricole. Mais M. de Metz admit aussi accessoirement certaines industries connexes à l'agriculture.

Il veilla, d'autre part, scrupuleusement à l'éducation intellectuelle et morale des jeunes détenus. Et à cet effet, il imagina le système des « familles » qui, permettant d'opérer certaines sélections devait obvier

(1) De Lamarque et Dugat. *Des Colonies agricoles*. Paris, 1850.

aux dangers de la promiscuité complète usitée dans la colonie précédente. Les diverses « familles » ayant chacune son habitation spéciale, furent placées sous l'autorité de chefs de famille distincts, remplissant auprès des enfants de leur groupe le triple rôle du gardien, de l'instituteur et du père. Et ces « familles » vécurent ainsi se côtoyant sans cesse, mais indépendantes, sans relations les unes avec les autres (1).

Malgré cette organisation à peu près parfaite l'administration hésita cependant au début à envoyer des enfants à la colonie de Mettray. Mais, en présence des magnifiques résultats obtenus, elle ne tarda pas à sortir de sa réserve inopportune. En quelques mois, la population s'accrut dans de grandes proportions, si bien qu'on dût se demander bientôt si le chiffre trop considérable de l'effectif ne risquerait pas de compromettre l'efficacité du régime.

A côté de Mettray, on vit rapidement surgir d'autres établissements agricoles : à Marseille, (œuvre de l'abbé Fissiaux) en 1839, à Bordeaux (œuvre de l'abbé Dupuch) en 1840, à Sainte-Foy-la-Grande en 1843, au Val d'Yèvre (fondation de M. Lucas) en 1847, à Cîteaux en 1849... etc... (2).

Et l'administration elle-même décida d'appliquer aux travaux des champs la plupart des enfants détenus dans les quartiers récemment organisés par elle dans les dépendances des maisons centrales de Fon-

(1) De Lamarque et Dugat. *Des Colonies agricoles*.

(2) Id.

tevrault, de Clairvaux, de Gaillon et de Loos. Cette décision était mise en pratique dès 1844 (1).

Telle étant la situation de fait, il ne restait plus qu'à affirmer catégoriquement le principe de la séparation définitive, radicale des mineurs d'avec les prisonniers adultes, et à déterminer d'une façon précise le régime lui-même des établissements destinés à les recevoir.

Ce fut l'œuvre de la loi des 5-12 août 1850 sur l'éducation et le patronage des jeunes détenus.

Après avoir pris comme fondement de tout son système le principe de la séparation, le législateur se préoccupa, en effet, dans ce document du traitement applicable aux mineurs détenus. Mais tout en s'inspirant des expériences passées, il ne se borna pas à les confirmer purement et simplement. Il lui parut utile, en outre, d'établir parmi les mineurs eux-mêmes plusieurs catégories distinctes, caractérisées par la différence de situation juridique, le sexe ou encore l'inégalité de perversité présumée. Et afin de mieux assurer le relèvement moral de ces catégories diverses, il affecta à chacune d'elles des établissements spéciaux, savoir :

1^o Des quartiers distincts dans les maisons d'arrêt et de justice départementales aux mineurs, garçons ou filles en détention préventive et aux garçons condamnés à un emprisonnement de moins de 6 mois (art. 2).

(1) De Lamarque et Dugat. Id.

2° Des colonies pénitenciaires, aux garçons envoyés en correction ou condamnés à un emprisonnement de plus de 6 mois, mais ne dépassant pas deux ans (art. 3 et s.)

3° Des colonies correctionnelles aux garçons condamnés à un emprisonnement de plus de 2 années et aux insubordonnés des colonies pénitenciaires (art. 10 et s.).

4° Des maisons pénitenciaires aux jeunes filles détenues par voie de correction paternelle, envoyées en correction par le tribunal, ou condamnées à un emprisonnement d'une durée quelconque (art. 16).

Reste à savoir maintenant si ces catégories sont toutes rationnelles et si le régime des divers établissements fondés en exécution de la loi ne nécessite pas des améliorations et des réformes.

C'est ce que nous rechercherons en traitant successivement :

A). — des quartiers distincts des maisons d'arrêt et de justice départementales.

B). — des colonies pénitenciaires.

C). — des colonies correctionnelles.

D). — des maisons pénitenciaires.

A. — *Des quartiers distincts des maisons d'arrêt et de justice départementales.*

L'article 2 de la loi du 5 août 1850 prescrit que des quartiers distincts seront établis dans les maisons

d'arrêt et de justice départementales pour recevoir :
« les jeunes détenus de toute catégorie. » (Art. 2).

« De toute catégorie », entendons par là les mineurs garçons ou filles en détention préventive et les garçons condamnés à un emprisonnement de moins de 6 mois. Cela résulte clairement des dispositions subséquentes de la loi, dont l'application s'étend à toutes autres catégories de mineurs.

Le régime de ces quartiers ne présente, au reste, rien de spécial si ce n'est qu'une large place doit y être faite à « l'éducation morale, religieuse et professionnelle » (art. 1^{er}), comme dans tous les établissements pénitentiaires réservés aux jeunes détenus. Pour le surplus ces quartiers demeurent soumis à toutes les règles de droit commun en matière de prisons départementales.

Nous avons déjà étudié, d'ailleurs, l'organisation actuelle de ces établissements. Aussi ne nous étendrons-nous pas davantage sur ce sujet s'il ne nous paraissait nécessaire de réclamer une réforme de la loi : la séparation complète des enfants en détention préventive et des condamnés à moins de 6 mois.

La situation légale de ces 2 catégories d'enfants est loin, en effet, de se ressembler. Tandis que les uns sont simplement gardés en observation en attendant que leur culpabilité ou leur innocence soit juridiquement démontrée, les autres, déjà reconnus et déclarés coupables, se trouvent en cours d'exécution de peine. Et comme conséquence, autant les premiers ont droit à tous les ménagements autorisés par les néces-

sités de l'instruction, autant les autres doivent être soumis dans la prison à un régime répressif bien que moralisateur. Sans doute, dans la législation actuelle, qui ordonne l'aménagement de toutes les prisons départementales en vue du régime cellulaire (Loi du 4 février 1893), il ne serait pas impossible d'établir cette différence de régime. La cellule conviendrait parfaitement à une combinaison de ce genre. Et, d'autre part, on n'aurait plus à redouter les funestes effets de la promiscuité. Mais cette transformation des prisons départementales en maisons cellulaires est loin d'être un fait accompli. Et puis ne faudrait-il pas craindre encore de faire participer l'enfant peut-être innocent, placé en observation, à la honte infligée par la condamnation à son camarade, en les plaçant tous deux sous le même toit ?

On peut sans inconvénients maintenir le système actuel à l'égard des mineurs en détention préventive et leur réserver des quartiers distincts dans les maisons d'arrêt et de justice départementales aménagées en vue du régime cellulaire, sans préjudice toutefois du placement hospitalier dont nous avons indiqué l'heureuse influence sur certaines natures d'enfants.

Et quant aux jeunes condamnés, si leur intérêt exige, ainsi que nous l'avons suffisamment montré, qu'ils soient, à l'expiration de leur peine, gardés à la disposition du gouvernement jusqu'à leur majorité, pourquoi ne pas les diriger aussitôt après leur condamnation sur la maison de correction, chargée de

leur éducation, au lieu de leur faire subir préalablement leur peine dans une prison départementale ? Il y aurait à cela, nous le verrons, des avantages pécuniaires et des avantages moraux.

Les quartiers des maisons d'arrêt et de justice départementales ne recevraient ainsi que les mineurs en détention préventive. Ceux-ci, soumis au régime de l'isolement y seraient appliqués durant les moments inoccupés par l'instruction à des travaux sédentaires. Leur cellule devrait, d'ailleurs, rester largement ouverte aux visiteurs agréés par le directeur.

B. — Des Colonies pénitenciaires

Les colonies pénitenciaires diffèrent des établissements précédents tant par la composition de l'effectif que par la nature du régime.

La population comprend deux éléments :

1° Les mineurs acquittés comme ayant agi sans discernement et non remis à leurs parents (art. 3) ;

2° Les mineurs condamnés à un emprisonnement de plus de 6 mois, mais qui n'excède pas 2 ans (art. 4).

Et en principe aussi le régime doit être double : mi-pénal, mi-éducateur vis-à-vis des condamnés, essentiellement et uniquement éducateur vis-à-vis des acquittés.

Vis-à-vis du jeune condamné la Société a un double but à atteindre, comme si elle se trouvait en présence d'un adulte : l'expiation et la réforme. C'est là une

conséquence de la responsabilité reconnue et affirmée. Quel que soit son degré, du moment où elle existe, celle-ci rend le châtement légitime. La justice exige seulement que ce châtement lui soit proportionné. A l'égard du mineur imparfaitement responsable l'expiation sera donc réduite. Mais elle ne saurait être tout à fait supprimée. Rien, au contraire, ne s'oppose à ce que son éducation soit plus ardemment poursuivie que s'il s'agissait d'un adulte. Cela est même d'autant plus utile que son inexpérience est plus grande.

La loi de 1850 dans son art. 4 a précisément essayé de faire à l'expiation et à l'éducation des jeunes condamnés dans les colonies pénitenciaires la place qui convient à chacune d'elles. Le condamné arrivant à la colonie doit être, en principe, renfermé dans un quartier distinct pendant 3 mois au moins et appliqué à des travaux sédentaires : voilà la période d'expiation. Mais, ce délai expiré, il sera assimilé, si sa conduite est bonne, aux mineurs acquittés et admis à tous les bienfaits du régime commun : c'est la période d'éducation.

Le départ entre l'expiation et l'éducation du jeune condamné à la colonie est-il absolument exact ? Cette expiation devrait-elle être subie, cette éducation donnée dans les mêmes établissements qui reçoivent les mineurs acquittés ? Nous aurons à le rechercher plus loin.

Pour le moment, bornons-nous à constater que vis-à-vis des condamnés, la colonie pénitenciaire, en

principe, du moins, doit participer à la fois et de la prison et de la maison d'éducation.

Il ne saurait en être de même pour les acquittés. Ceux-ci, au moment du délit, n'avaient pas le discernement. Reconnus irresponsables, on les eût sur le champ remis en liberté, si leurs parents avaient présenté des garanties de moralité suffisantes. Mais ils avaient le malheur d'appartenir à des familles perverses ou négligeantes. Et plutôt que de les replacer dans ce milieu néfaste, la Société a préféré les prendre à sa charge. Pour ces malheureux, il ne saurait être question d'expiation, mais uniquement d'éducation et de réforme.

Cette réforme, cette éducation, présentent, il est vrai, des difficultés spéciales, étant donnée la chute plus ou moins profonde, toujours réelle cependant du jeune irresponsable. Elles ne peuvent assurément pas être poursuivies dans les conditions ordinaires. Ce malheureux enfant a abusé de la liberté qui lui était laissée pour désertier l'école et le travail et contracter des liaisons peu favorables à sa formation morale. Il convient donc de resserrer sa liberté et de le placer dans un établissement, où, sous une surveillance rigoureuse, il reprenne ou acquière, s'il ne les avait déjà, des habitudes d'ordre et de travail, seules capables d'assurer son reclassement dans la société.

Mais cet établissement ne doit pas être une prison : car il serait illogique de faire subir l'envoi en correction qui n'est pas une peine, mais une mesure d'édu-

cation, dans un lieu spécialement réservé à l'exécution des peines. Et il ne doit pas même en avoir l'apparence extérieure : car si l'enfant que l'on a par tous les moyens persuadé du caractère bienveillant de l'envoi en correction, que l'on a peut-être décidé à faire appel d'un jugement le condamnant à un court emprisonnement pour obtenir de la Cour un envoi en correction de longue durée, aperçoit à la colonie des murs d'enceinte semblables à ceux qui, dans ses jeunes années, ont hanté son imagination de petit vagabond, des gardiens portant le même costume que ceux qu'il a entrevus à travers les portes entrebaillées des prisons, il éprouvera une déception fort grande, se démoralisera, si même il ne s'irrite contre la Société, coupable selon lui d'avoir surpris son ignorance : autant de choses contre lesquelles il sera difficile de réagir ensuite. L'idée que l'enfant acquitté, mais retenu à la disposition du Gouvernement en vertu de l'art. 66, se fait de la colonie d'après la description que lui en a fait le juge, est plutôt celle d'une espèce d'internat, d'école professionnelle, à discipline rigoureuse, sans doute, mais où il sera traité comme un élève et non comme un prisonnier. Et tel est, en effet, en ce qui le regarde, le caractère qu'elle devrait avoir.

La discipline doit être plus sévère à la colonie que dans les internats ordinaires. L'éducation même des jeunes détenus l'exige : plus corrompus et plus vicieux, ceux-ci doivent être plus énergiquement châtiés que les enfants des écoles, d'habitude dociles et bons.

— Et, à un autre point de vue, les pensionnaires des internats ordinaires y sont de par leur volonté, ou, du moins, leur consentement. Ils ne cherchent donc pas à se soustraire à l'éducation qu'on leur donne. Et pas n'est besoin de prendre des mesures sévères. — Les pupilles des colonies pénitenciaires, au contraire, y sont de par la force de la loi, en éducation forcée, et presque toujours malgré eux. Infailliblement donc ils essaieront de s'échapper. Et si des murs d'enceinte ne sont pas nécessaires pour empêcher les évasions, tout au moins faut-il y suppléer par une surveillance très attentive et une discipline rigoureuse.

Mais, à côté de cela, le régime matériel doit être confortable à la colonie comme à l'internat public, sauf toutefois une différence de degré. Les jeunes acquittés doivent être favorablement traités : ils n'ont rien fait pour mériter des privations ; et, d'autre part, il est nécessaire le plus souvent, tant ils se trouvent débilités et affaiblis, de les fortifier physiquement avant de songer à leur réformation morale. Mais il faut, du moins, adapter le traitement matériel à leur condition sociale. Issus généralement de parents peu fortunés, ces enfants doivent être habitués à vivre pauvrement. La nourriture sera donc copieuse mais non pas recherchée ; on évitera les installations trop coûteuses ; l'établissement gagnera enfin à avoir extérieurement un aspect modeste. Il faut, en un mot, éviter le luxe. On risque autrement de placer le jeune détenu dans des conditions factices, impossibles à retrouver à l'époque de la libération.

Et quant au régime moral, n'est-il pas évident qu'il doit être aussi soigné et même plus soigné à la colonie que dans les écoles ordinaires ? Vis-à-vis des enfants de l'art. 66, la colonie remplace à la fois l'école, l'atelier et la famille. Elle leur doit donc l'instruction intellectuelle que, libres, ils eussent puisée à l'école, l'instruction professionnelle, à laquelle l'atelier les eût initiés, et l'éducation morale qu'une famille prévoyante et honnête n'eût pas manqué de leur donner.

Mais, toujours pour la même raison, l'instruction intellectuelle devra être limitée aux notions élémentaires. — Il ne faut pas chercher à faire des jeunes détenus des savants : on s'exposerait à en faire des déclassés. Tout au plus devra-t-on les pousser jusqu'au certificat d'études primaires.

L'instruction professionnelle, au contraire, devra leur être donnée aussi complète que possible. Il ne faut pas oublier, en effet, qu'ils se trouveront au moment de leur libération dans un état d'infériorité manifeste vis-à-vis de concurrents n'ayant jamais eu affaire avec la justice. De deux ouvriers également expérimentés et habiles, le patron choisira évidemment de préférence celui dont le passé paraîtra offrir le plus de garanties. Et *a priori*, le libéré, sortant de la maison de correction, sera rarement celui-là. — Ce dernier n'aura quelque chance d'être admis que s'il se réclame de connaissances professionnelles plus complètes. Car alors le patron hésitera avant de refuser l'entrée de sa maison à un ouvrier, d'une

moralité douteuse, il est vrai, mais pouvant être pour lui une source de profits. Le plus souvent il voudra, au moins, le prendre à l'essai. Et l'engagement définitif suivra inévitablement de près si le libéré est vraiment méritant et disposé à bien faire. Plus, d'ailleurs, l'apprentissage de ce dernier aura été parfait, et plus son placement sera facile ensuite.

Mais à quel métier appliquer ces enfants? — Si l'on ne devait avoir en vue que leur santé physique et leur moralisation à la colonie, il ne faudrait pas hésiter à répondre : à l'agriculture. Le travail de la terre, qui permet de respirer à pleins poumons l'air pur de la campagne, auquel prennent également part les différents membres est évidemment plus favorable au développement naturel des forces physiques que le travail industriel, qui s'accomplit dans l'atmosphère viciée d'une manufacture, et qui développe, fatigue parfois certaines parties du corps, tandis que d'autres s'atrophient dans l'immobilité fâcheuse à laquelle elles sont contraintes.

Et, d'autre part, la vie aux champs par la sérénité dont elle est empreinte, par le mouvement ininterrompu qu'elle nécessite, n'est-elle pas infiniment plus apte que l'existence à la fois agitée et sédentaire des manufactures, à amener la paix et le repos d'esprit chez de malheureux enfants, fréquemment secoués par les passions les plus violentes, irrités et haineux ?

Mais, malgré son importance capitale, la moralisation n'est point le but dernier vers lequel on doit

tendre. Elle est simplement un moyen que nul autre, il est vrai, ne saurait suppléer d'arriver à ce but. La fin dernière est le reclassement du jeune détenu. C'est donc ce reclassement que l'on doit principalement envisager pour la solution de la question qui nous occupe.

Or, à cet égard, l'application exclusive des jeunes détenus aux travaux de l'agriculture qui, *a priori*, semblerait encore devoir être l'idéal, aurait dans la pratique les plus regrettables conséquences. L'exercice d'une profession agricole serait incontestablement plus favorable à leur reclassement que celui d'une profession industrielle, si l'on était sûr de pouvoir, au moment de leur libération, les retenir à la campagne; car mieux amendés durant leur séjour à la colonie, ils seraient, d'autre part, placés chez d'honnêtes paysans, au lieu d'aller s'échouer à la ville, au milieu de l'agitation fiévreuse et corruptrice des ateliers ou des usines. Moins exposés dans leur moralité, ils se relèveraient plus sûrement et plus vite.

Mais peut-on raisonnablement espérer que tous ces adolescents, pour la plupart originaires de la ville, renonceront volontiers, une fois libres, à ses distractions et à ses plaisirs pour mener à la campagne la vie calme et monotone du paysan? Peut-on espérer surtout qu'ils diront définitivement adieu à leurs parents, à leurs amis d'enfance? — On peut, disons mieux, on doit le désirer, mais on ne saurait l'espérer sans supposer à tous ces adolescents une force de carac-

tère et un degré d'amendement que peu d'entre eux posséderont. La plupart du temps, à moins qu'ils ne soient arrivés à la colonie à un âge où la malléabilité de l'enfant est telle qu'on peut encore modifier facilement ses habitudes et ses goûts, les libérés originaires de la ville voudront revenir à la ville ; et rien ne pourra les en empêcher. A quoi leur servira-t-il, dès lors, de savoir travailler la terre ? — A rien, sans doute, car les emplois relatifs à l'agriculture ou même à l'horticulture sont rares à la ville et les candidats sont nombreux.

Dans l'intérêt de leur reclassement il eût évidemment été préférable d'appliquer ces adolescents à des professions industrielles. Cela les eût, il est vrai, poussés davantage encore vers les agglomérations urbaines. Mais cela leur eût, du moins, permis de se procurer du travail. Entre deux maux, il faut savoir choisir le moindre.

A moins de circonstances exceptionnelles, telles qu'une arrestation précoce, un goût spécial pour la vie des champs, il conviendra donc de réserver le travail agricole aux jeunes détenus d'origine rurale, et d'appliquer ceux d'origine urbaine à des professions industrielles. Mais parmi ces dernières, il faudra, du moins, choisir autant que possible les petites industries, qui permettront au jeune libéré de retour à la ville de frapper à la porte d'un petit atelier. Le milieu d'une famille d'artisans sobres et laborieux, établie dans un quartier paisible, vaut mieux assurément que celui de ces centres ouvriers, insépa-

rables des grandes industries, où l'alcoolisme règne en maître et où fermentent constamment des germes de grève et de révolte. Cela ne veut pas dire cependant que l'on doive absolument exclure les grandes industries. Il sera même bon d'appliquer à celles-ci certains enfants, qui en avaient avant leur arrestation commencé l'apprentissage, ou dont les parents en font profession.

Il existe enfin toute une catégorie de jeunes détenus, qui ne sauraient s'accommoder parfaitement ni des professions agricoles ni des professions industrielles : ce sont les enfants originaires de nos provinces du littoral, fils et petit-fils de marins, naturellement attirés, par conséquent, par les plaisirs et les dangers eux-mêmes de l'existence en mer. Il faut d'autant moins hésiter à appliquer ces enfants au métier maritime, que cela permettra d'opérer à leur libération une transplantation heureuse. Embarqués au service de l'Etat ou des particuliers, ils trouveront sur le navire moins de tentations qu'à la ville ou même qu'à la campagne dans leur bourg et ils y seront, d'autre part, plus étroitement surveillés. Leur reclassement sera donc aussi plus facile et plus sûr.

Ainsi, suivant les cas, les jeunes acquittés seront appliqués au travail agricole, au travail maritime ou au travail industriel, à une petite ou à une grande industrie ; mais quelle que soit la profession qu'on leur apprendra, on devra les mettre en mesure de supporter sans trop de désavantage la concurrence des ouvriers libres.

Reste enfin à leur donner l'éducation morale proprement dite, sans laquelle l'instruction intellectuelle et l'instruction professionnelle seraient entre leurs mains des armes inutiles. S'il est indispensable, en effet, de développer l'intelligence du jeune détenu et de lui apprendre un métier, cela est loin cependant de suffire. Il importe encore à son reclassement qu'il emploie son intelligence ainsi développée à rechercher le bien, ses connaissances professionnelles à se procurer du travail. Si, au lieu de cela, il s'applique à découvrir de nouvelles occasions de mal faire, s'il refuse le travail qui lui est offert, le temps passé par lui à la colonie aura été perdu pour son avenir. Aussi parfaits que soient son apprentissage et son instruction, ils ne lui serviront de rien, si son immoralité et sa tendance au mal sont toujours aussi grandes, ses résolutions aussi négatives, si, en un mot, son éducation morale a été négligée. Aussi bien cette éducation doit-elle être à la colonie la préoccupation principale et de tous les instants.

Il ne nous paraît pas possible, en principe, d'établir un système général d'éducation morale, applicable à toute une catégorie d'enfants composée d'éléments aussi disparates que celle dont nous nous occupons. Dans le cercle étroit de la famille, il n'est déjà pas rare de voir les parents déplorer l'inanité de leur méthode sur tel de leurs enfants, qui n'ont qu'à se féliciter des bons résultats obtenus grâce à cette même méthode vis-à-vis de tel autre. A plus forte raison en sera-t-il de même à la colonie où les

enfants arrivent avec des dispositions héréditaires et des habitudes acquises si diverses. Et, en vérité, la formation de la conscience est une œuvre tellement complexe qu'elle nécessite à l'égard de chaque individu l'emploi de procédés particuliers, appropriés à sa nature et à ses besoins. Le vrai principe en matière d'éducation morale serait : l'individualisation.

L'idéal à la colonie comme dans la famille serait donc de traiter chaque enfant d'une façon distincte, en se fondant sur ses antécédents héréditaires et personnels et sur son caractère. Mais, on le devine, il ne saurait en être ainsi que sous certaines conditions strictement rigoureuses, à savoir : 1° Que la population fût réduite à un très petit effectif ; 2° Que le personnel de direction et de surveillance fût composé d'hommes de cœur doublés de psychologues. Or de ces deux conditions la première sera, *a priori*, difficile à réaliser dans un pays comme le nôtre atteint du fléau de la centralisation et où, sous prétexte de diminuer les frais généraux, on arrive facilement à des agglomérations excessives. Et quant à la seconde, beaucoup de directeurs la rempliront, sans doute. Le traitement qu'on leur allouera permettra d'appeler à ces fonctions des hommes capables, qui pourront les accepter sans crainte de porter trop gravement atteinte à leurs propres intérêts. Mais il n'en sera plus de même pour les surveillants : la modicité forcée des honoraires sera un obstacle à l'engagement de ceux que leur savoir désignerait, mais qui ont besoin de leurs appointements pour

vivre; à moins qu'on ne s'adresse à des hommes dépourvus de famille et ayant, d'autre part, fait vœu de pauvreté. Aussi désirable que soit dans les colonies l'individualisation de l'éducation morale, il faut donc craindre qu'elle soit, en fait, irréalisable.

Aussi convient-il, malgré tout, de rechercher quelques moyens d'éducation morale, dont l'application puisse s'étendre à tous les enfants indistinctement et produire de bons effets à l'égard de chacun. Et aussi bien, d'ailleurs, même dans notre système d'individualisation, ces moyens généraux concouraient-ils efficacement à la formation individuelle des pupilles.

Et parmi ces moyens, citons d'abord : l'instruction et le travail. — Nous ne sommes certes pas de ceux, trop nombreux, hélas ! aujourd'hui, qui confondent : l'éducation et l'instruction. Notre avis est plutôt qu'il n'y a entre elles aucune relation nécessaire, la première pouvant être parfaite en l'absence même de la seconde. Pour nous, comme pour Herbert Spencer, l'orthographe, l'analyse logique, l'addition ne sauraient à elles seules suggérer à l'enfant le respect de soi et celui des autres. — Mais, du moins, admettons-nous que l'instruction, en développant l'intelligence du jeune détenu, le mettra en mesure de mieux comprendre son intérêt, de mieux profiter des observations qui lui seront faites, des conseils qui lui seront donnés. Bien qu'indirecte, son action le plus souvent n'en sera pas moins efficace.

Et il en sera de même du travail. Considéré en soi, le travail pas plus que l'instruction n'est un agent

direct de moralisation. Le seul fait que le jeune détenu travaillera la terre ou fréquentera un atelier ne suffira pas à inculquer dans son esprit la *notion du devoir*, ni, à plus forte raison, à lui enseigner ses *devoirs*. Mais le petit travailleur, qui aura besoin de toute son attention pour ne point gâter son ouvrage, ne songera pas à mal faire. Et, d'autre part, la fatigue du corps amenant à sa suite le repos de l'âme, après les efforts d'une journée bien remplie aux champs ou à l'atelier, il éprouvera, la nuit venue, un besoin impérieux de sommeil ; et dès lors, combien de rêveries dangereuses, de désirs coupables écartés, que l'oisiveté eût, au contraire, rendus plus tenaces ! Le travail est essentiellement favorable à la moralité de l'enfant, et, par conséquent, à son éducation morale. Et n'eût-il, en dehors de cela, aucun autre avantage, qu'on devrait encore l'imposer au jeune détenu à la colonie. Nous savons déjà, d'ailleurs, qu'au point de vue qui nous occupe, le travail agricole serait préférable au travail industriel.

L'instruction et le travail, ou autrement dit, l'instruction intellectuelle et l'instruction professionnelle que nous avons dit devoir être inefficaces en l'absence d'éducation morale seront donc de leur côté les auxiliaires de cette éducation. Il y aura entre celle-ci et celles-là un échange remarquable de services réciproques. Mais tandis que l'éducation morale complètera d'une manière suffisante l'instruction intellectuelle et l'instruction professionnelle, ces dernières ne feront que créer chez le jeune dé-

tenu des dispositions favorables à cette éducation.

La religion, au contraire, aura sur elle une action directe particulièrement efficace. Et par religion il faut entendre non point telle ou telle religion, en particulier, mais l'une quelconque des religions reconnues. Quel que soit le dogme professé, la morale religieuse est toujours la même : pure, élevée, consolante, régénératrice. Et ce sont précisément ces qualités qui font d'elle le moyen d'éducation par excellence de l'enfant en général et plus spécialement de l'enfant déchu. Tout enfant a certes besoin des secours de la religion, car en elle principalement il trouvera l'indication de ses devoirs, la force de les accomplir, le courage de ne pas les enfreindre. Mais elle est surtout favorable au relèvement de l'enfant déchu. En dehors de son immoralité précoce et parfois effrayante, celui-ci est toujours plus ou moins irrité contre la destinée, qui l'a fait naître de parents pauvres et vicieux, et démoralisé par la faute même dont il s'est rendu coupable. Or quelle influence plus capable de l'apaiser et de lui inspirer confiance que la religion, toute faite d'espérance en une vie meilleure et de pardon ? L'instruction religieuse devra donc avoir à la colonie une place prépondérante, disons mieux, une place forcée. Il ne saurait être question, comme le disait un jour M. Alpy au Conseil général de la Seine, de parler de liberté de conscience vis-à-vis des jeunes détenus, alors que la conscience est précisément la chose qui leur manque le plus.

A côté de cet enseignement religieux, qui sera donné d'une manière permanente et autant que possible par un aumônier résidant, devra, d'ailleurs, trouver place un autre enseignement moral confié au directeur, aux instituteurs et aux maîtres. Cela sera indispensable d'abord pour toute la catégorie des jeunes détenus qui se montreront réfractaires à l'influence religieuse, et il y en aura toujours : bon gré mal gré ces malheureux doivent connaître leurs obligations et leurs droits. Et cela sera encore très utile vis-à-vis des autres. Il est certaines choses que l'on ne saurait trop répéter à l'enfant ; et l'indication du devoir est l'une de ces choses.

Pour être efficace, au surplus, cet enseignement devra marcher parallèlement à l'enseignement religieux et non le contredire. Car, en présence de contradictions trop flagrantes, le jeune détenu deviendrait forcément perplexe. Lequel croire, en effet, de l'aumônier ou du directeur ? Dans le doute, le plus souvent, il n'en croirait aucun et finirait même par les considérer comme également imposteurs. Si, au contraire, les deux enseignements sont conformes, ils se fortifieront l'un l'autre. Devant l'unanimité des conseils, le pupille se décidera, sans doute, à les suivre.

De quelle façon cet enseignement sera-t-il donné ? Nous ne saurions avoir la prétention de l'indiquer ici. Chaque directeur doit rester libre de l'organiser à sa guise. Les ressources et les besoins des divers établissements ne sont pas les mêmes. Et une méthode qui conviendrait à tel d'entre eux serait défec-

tueuse dans tel autre. Indiquons cependant comme très efficaces au point de vue de cet enseignement des leçons et des conférences sur des sujets de morale, des lectures intéressantes et convenablement choisies. Mais hâtons-nous d'ajouter qu'en aucun cas ces divers exercices nécessairement espacés et restreints ne sauraient être suffisants. L'éducation morale résultera surtout de l'intervention incessante et intelligente du personnel dans la conduite du pupille, à l'occasion de chacun des mille petits incidents qui lui surviendront chaque jour. Une observation faite à propos, un conseil sagement donné vaudront mieux que ces longues théories abstraites, que l'enfant écoute le plus souvent d'une oreille distraite, tandis que son imagination erre bien loin, dans les lieux où s'est écoulée son enfance.

Cette éducation serait, du reste, facilitée encore par un système rationnel de punitions et de récompenses. Et pour être rationnel, ce système devrait exclure les châtiments qui avilissent ou révoltent et dans une large mesure les récompenses qui ne satisfont que l'intérêt. Donc pas de peines corporelles, telles que le fouet ou les fers, ni des récompenses exclusivement pécuniaires. Le plus souvent on obtiendra davantage en frappant ou en flattant le jeune détenu dans ses sentiments d'amour-propre et d'honneur. Et en tous cas, il est aisé de trouver des punitions qui tout en châtiant sévèrement ne sont pas avilissantes, par exemple : la cellule de punition, la chambre de discipline.... Et de même on peut pour les récompenses

imaginer telles combinaisons donnant à la fois satisfaction à l'amour-propre et à l'intérêt : bons points, galons, inscriptions au tableau d'honneur donnant droit à une rétribution pécuniaire minime, libération conditionnelle.

La formation morale des jeunes détenus s'accommodera enfin fort bien de certaines mesures, comme la création de dortoirs cellulaires, la division en cours correspondant aux âges, destinées à prévenir ou tout au moins à rendre plus difficile l'éclosion de ces affections contre nature, toujours prêtes à se développer là où sont réunis des adolescents de différents âges et, à plus forte raison, dans le milieu gâté et corrompu d'un établissement pénitentiaire.

Nous avons ainsi déterminé, en nous plaçant à un point de vue rationnel, les conditions que devraient réaliser, pour être conformes à leur destination vis-à-vis des mineurs acquittés, les colonies pénitentiaires. Nous avons essayé, en d'autres termes, d'en arrêter le type idéal.

Ce type idéal, le législateur paraît, d'ailleurs, l'avoir entrevu dans une très large mesure.

Pour lui aussi, la colonie, en tant qu'elle reçoit des mineurs acquittés, doit être non point une prison, mais une véritable maison d'éducation. Maison d'éducation elle l'est d'abord par nature. L'art. 3 s'en explique formellement : « Les mineurs acquittés... dirigés sur une colonie pénitentiaire... y sont élevés sous une

discipline sévère... » Et elle doit autant que possible en avoir l'apparence extérieure : cela ressort sinon de la lettre, au moins de l'esprit de la loi. Au moment de l'élaboration de cette dernière, en effet, deux sortes de colonies se trouvaient en présence : 1^o les colonies privées, telles que Mettray, Sainte-Foy, le Val d'Yèvre, Cîteaux... etc., pour la plupart situées dans des campagnes reculées et pour ainsi dire isolées du monde, mais empruntant un air de liberté, que n'ont pas d'ordinaire les établissements pénitentiaires, au défaut de murs d'enceinte et à l'absence de toute contrainte apparente ; et 2^o les colonies publiques, situées aux flancs de maisons centrales, en rapports incessants avec elles et participant en quelque sorte de leur nature par la communauté du personnel de surveillance et souvent même des locaux. Or que fit le législateur ? Il posa en principe le système des colonies privées et n'admit les colonies publiques qu'en désespoir de cause, faute seulement par les particuliers d'avoir fondé suffisamment de colonies privées. Mettray avec ses allures de liberté et son régime paternel lui plut donc davantage que ces quartiers spéciaux des maisons centrales, mieux disposés cependant, semblait-il, pour réfréner les aspirations vers la liberté de pensionnaires jusqu'à vagabonds et dont tous les vœux devaient tendre à repartir à l'aventure, sans autre direction que l'inspiration du moment. Le type de l'internat public, malgré la facilité plus grande laissée aux évasions fut préféré par lui au type de la prison, avec la démoralis-

sation résultant de l'identité de traitement ou simplement du voisinage des jeunes détenus et des prisonniers adultes : point de ressemblance fondamental avec notre système.

Mais il y a mieux encore : le régime adopté par la loi se trouve lui-même dans ses grandes lignes et sauf quelques variantes plus ou moins importantes conforme à celui que nous avons admis.

Et d'abord, le régime matériel. La loi de 1850, il est vrai, ne dit rien de ce régime, si ce n'est qu'il doit faire l'objet dans chaque colonie d'un règlement spécial, soumis à l'approbation de l'autorité administrative. Mais une circulaire du 10 avril 1869 portant Règlement Général pour les Colonies et Maisons Pénitentiaires affectées à l'éducation correctionnelle des jeunes détenus l'a bien établi tel que nous l'avons rêvé : confortable et non point luxueux, soigné mais non point raffiné, approprié en un mot à la débilité physique et à la pauvreté originelle des malheureux enfants en correction (1).

Et de même, en ce qui regarde le régime moral, les moyens d'éducation, qui nous ont paru spécialement efficaces, ont trouvé place parmi les prescriptions de la loi et de la circulaire, à savoir : l'instruction, la religion et le travail.

Et par instruction ces documents entendent bien comme nous l'avons fait nous-même la simple instruction élémentaire, telle qu'elle est donnée à la

(1) Voir Circulaire du 10 avril 1869. Chap. VI à XI.

majorité des enfants dans les institutions primaires. Cela résulte des termes exprès de l'art. 3. Et la circulaire l'affirme à son tour dans ses articles 66 et suivants.

De son côté, la religion y figure avec un caractère rigoureusement obligatoire. Tous les pupilles sans exception, quelles que soient à cet égard les exigences des père et mère ou leurs volontés personnelles, sont astreints par la circulaire à la fréquentation des exercices religieux.

Une seule différence importante quant à la nature du travail. Tandis que dans notre théorie le travail industriel doit avoir une place au moins égale sinon supérieure à celle du travail agricole, dans le système du législateur la majorité des enfants doivent être appliqués aux travaux de la terre. C'est à peine si la loi admet pour certains pupilles les industries connexes à l'agriculture. Il y a là évidemment une grande lacune. Mais comment le législateur l'eût-il évitée à une époque où on n'avait encore obtenu de résultats vraiment appréciables que dans des institutions agricoles ?

Le régime disciplinaire enfin longuement prévu au Chap. XV de la circulaire répond assez bien à l'idéal que nous avons tracé. Les récompenses recommandées sont : « l'inscription au tableau d'honneur, la table d'honneur, un supplément de vivres, des bons points, des grades, des galons avec rémunération pécuniaire, des emplois de confiance, l'éloge public, des prix lors de la distribution générale, le

don de menus objets à l'usage des enfants ; un dépôt d'argent à la Caisse d'Epargne ; la mise en liberté provisoire ou le placement en apprentissage hors de la maison et les engagements militaires. » (1) Donc peu ou point de récompenses s'adressant exclusivement aux appétits et à l'intérêt. Toutes visent plus ou moins à entretenir chez le jeune détenu des sentiments de saine émulation. Et de même, pour ce qui est des punitions autorisées par l'art. 97(2), il est remarquable de constater combien plus elles tendent à frapper l'enfant par la honte que par le châtiment. La plupart d'entre elles consistent, en effet, dans la perte d'une faveur précédemment accordée, le retrait d'un emploi de confiance ou d'un grade, un blâme en particulier ou en public. Et, si quelques-unes s'attaquent à la liberté ou au bien être matériel des enfants, ce n'est qu'exceptionnellement pour les fautes les plus graves et encore sont-elles dénuées de tout caractère avilissant et démoralisateur.

Là, d'ailleurs, se bornent les points communs du système légal et de notre système. La loi ni la circulaire ne disent rien ni du costume des gardiens, ni de l'isolement de nuit, ni de la division par âges, ni des conférences et des leçons morales : toutes choses

(1) Voir note sous art. 90 Civ. du 10 avril 1869.

(2) Art. 97. Les punitions autorisées sont : « la privation de récréation, de correspondance et de visites ; le port d'un vêtement disciplinaire ; la perte des grades, des galons, des emplois de confiance ; les mauvais points ; la réprimande en particulier ou en public, l'isolement pendant les repas, la radiation du tableau d'honneur, la cellule de punition ».

très favorables cependant au bon succès de l'œuvre d'éducation entreprise à la colonie. Le législateur et après lui le rédacteur de la circulaire pensèrent, sans doute, que c'étaient là détails d'organisation intérieure, dont l'application serait suffisamment réclamée par les besoins de la pratique.

Ajoutons enfin qu'on ne trouve dans ces divers textes aucune prescription qui tende à l'individualisation de l'éducation morale. On ne saurait évidemment considérer comme telle cette disposition de l'art. 7 de la circulaire, aux termes de laquelle : « Le maximum de 300 enfants ne sera pas dépassé, quelle que soit l'étendue des terres de l'établissement. » Allez donc parler d'individualisation, alors que les soins d'un même directeur doivent s'étendre à un pareil chiffre d'enfants !

Ceci dit, il nous reste à examiner l'organisation actuelle des Colonies Pénitenciaires et à rechercher quelles seraient, en fait, les améliorations à apporter à leur régime.

Mais avant d'aborder cet examen, il importe de faire deux observations préalables. *1^{re} Observation* : Les Colonies Pénitenciaires, avons-nous-vu, reçoivent, en principe, deux catégories distinctes de jeunes détenus, à chacune desquelles est réservé un traitement distinct : mi-répressif, mi-éducateur pour les condamnés, essentiellement éducateur pour les acquittés. Et nous savons que pour obéir aux ordres

de la loi, ces établissements devraient posséder un quartier spécial où les condamnés seraient internés durant une certaine période en attendant de mériter par leur bonne conduite l'application du régime commun. — Mais, en fait, la catégorie des condamnés a toujours été si peu nombreuse (on en trouvait seulement 21 répartis dans les diverses colonies lors de la dernière statistique (1), tandis que le nombre des acquittés à la même époque s'élevait au chiffre considérable de 4691) qu'on n'a jamais songé à organiser le régime spécial qui, en principe, aurait dû leur être appliqué (2). Dans l'organisation des colonies, on n'a eu en vue que la catégorie de pensionnaires la plus nombreuse et la plus intéressante : celle des mineurs acquittés. Pour apprécier la manière dont la loi a été appliquée, la portée des progrès accomplis, l'étendue des efforts qui restent à faire, nous prendrons donc pour type la colonie, telle que nous l'avons demandée pour les acquittés, c'est-à-dire la colonie école professionnelle et non point la colonie prison. Et aussi bien montrerons-nous bientôt que cette sorte d'établissements devrait être réservée à cette seule catégorie d'enfants.

Deuxième Observation. — A l'heure actuelle (3),

(1) Statistique publiée en 1893 pour l'année 1889.

(2) V. Passy. *Bul. Com. Pén. Int.* 1895, II, p. 371.

(3) De 1850 à nos jours, l'état numérique des Colonies pénitentiaires, a subi des variations importantes. Après avoir singulièrement progressé jusqu'à 1869, époque à laquelle en dehors des Colonies publiques on trouvait 49 colonies privées (V. de Lamarque et Dugat. *Des Colonies agricoles*, et R. P.,

nous possédons en France 15 colonies pénitenciaires : six colonies publiques : Aniane (Hérault) ; Auberive (Haute-Marne) ; Belle-Isle (Morbihan) ; Les Douaires (Eure) ; Saint-Maurice (Loir-et-Cher) ; Le Val d'Yèvre (Cher) ; — et neuf colonies privées : Bar-sur-Aube (Aube) ; Bologne (Haute-Marne) ; Jommelières (Dordogne) ; La Loge (Cher) ; Le Luc (Gard) ; Mettray (Indre-et-Loire) ; Saint-Ylan (Côtes-du-Nord) ; Sainte-Foy (Dordogne) ; Montesson (Seine) (1). Or, nous n'étonnerons assurément personne en disant que ces divers établissements sont loin de présenter un aspect et une organisation uniformes. La variété, d'abord, est de l'essence des fondations privées. Chaque fondateur a ses théories et ses ambitions spéciales

1896, p. 1361), leur nombre a rapidement déchu au lendemain de la grande enquête. Les unes ont dû fermer leurs portes à cause de l'insuffisance des subsides de l'Etat ; d'autres issues trop directement de la spéculation se sont vues retirer les enfants ; d'autres enfin ont subi la loi générale de toute institution privée, qui le plus souvent périclité et finit par tomber quand disparaît celui qui l'a fait naître. Et aujourd'hui nous ne trouvons que 9 Colonies privées. Mais, du moins, sont-elles toutes filles de la charité et jouissent-elles d'une vitalité certaine.

(1) D'ordinaire, il est vrai, on ajoute à cette liste trois autres établissements : l'un public, Saint-Hilaire (Vienne) ; les deux autres privés : Saint-Eloi, près Limoges, et Frasnès-le Château (Haute-Saône). Mais ces établissements, bien que recevant les mêmes catégories de pensionnaires, ne sont pas des Colonies pénitenciaires proprement dites. Ils sont connus sous le nom d'Ecoles de Réforme ; et ils jouissent, au surplus, d'une organisation toute particulière. Nous en ferons donc momentanément abstraction, nous réservant de les examiner plus loin d'une manière spéciale.

qu'il lui est toujours facile de concilier avec les prescriptions d'un règlement, dont la précision excessive n'empêche pas qu'une très grande latitude soit laissée quant à l'organisation d'ensemble. Et nécessairement son établissement tire de là un caractère et une valeur propres. — Il ne devrait pas en être de même, il est vrai, des colonies publiques. Il semble qu'ayant un même fondateur, l'Etat, toutes devraient avoir même organisation et même régime. Mais, ainsi que les particuliers, l'Etat a ses besoins et ses calculs. Et puis de la colonie publique aussi bien que de la colonie privée, n'est-il pas vrai de dire : Tel directeur, telle œuvre ? — Pour donner une idée précise de l'état actuel des Colonies Pénitenciaires, il conviendrait donc d'examiner séparément le fonctionnement de chacune d'entre elles. Mais nous ne saurions dans ce travail déjà trop long entrer dans de tels développements. Aussi nous contenterons-nous de dégager à travers les variations de détail une appréciation d'ensemble, sauf à signaler au passage les particularités intéressantes propres à telle ou telle colonie.

Sous le bénéfice de ces observations, voyons maintenant dans quelle mesure l'initiative privée et l'Etat appliquant la loi, se sont, en fait, rapprochés de notre idéal d'école professionnelle pour jeunes détenus. Et, à cet effet, replaçons-nous successivement aux différents points de vue qui nous ont préoccupé dans notre étude théorique.

Et d'abord au point de vue de l'aspect extérieur :

il faut encore comme en 1850 établir une distinction entre les colonies privées d'une part, et d'autre part, les colonies publiques.

Des colonies privées, il n'y a que peu de choses à dire : nous les retrouvons aujourd'hui telles que nous les avons vues au moment de l'élaboration de la loi. Elles sont certes loin de se ressembler toutes : les bâtiments en sont plus ou moins nombreux, plus ou moins grandioses ; le site en est plus ou moins agréable et riant. Mais aucune, du moins, ne donne l'illusion d'un établissement pénitentiaire ; car nulle part on ne remarque gardiens en uniforme ni verrous ; et si parfois on rencontre des murs d'enceinte, comme à Montesson, par exemple, à la faible hauteur de ces murs, dont les portes, d'ailleurs, restent toujours ouvertes, on ne tarde pas à s'apercevoir qu'ils sont plutôt destinés à protéger contre les incursions des personnes du dehors que contre les évasions des petits garnements qu'ils renferment. C'est à peine si dans la plupart des colonies privées un petit quartier cellulaire indique au visiteur à quelle catégorie d'enfants réfractaires elles sont réservées.

Il n'en est pas de même, d'une manière générale, des colonies publiques. La situation de ces dernières s'est, sans doute, beaucoup améliorée depuis 1850. Dès longtemps ont disparu ces bagnes d'enfants installés dans les dépendances de maisons centrales et offrant le triste spectacle de jeunes détenus n'ayant d'autre ambition que de passer une fois grands dans

L'établissement voisin (1). Peu à peu l'Etat a isolé ses pupilles dans des bâtiments spéciaux, loin du contact des prisonniers adultes. Et cela a réalisé assurément un immense progrès. Mais il fallait encore pour que la réforme fût complète, que l'administration choisit pour y installer ses colonies des locaux convenables. Et elle l'a fait, en effet, pour plusieurs d'entre elles. En ne considérant que l'aspect des bâtiments, les Douaires, Saint-Maurice, le Val d'Yèvre, Belle-Isle, n'ont rien à envier aux colonies privées. Aussi bien que ces dernières elles éveillent l'idée d'Ecoles professionnelles et non point de prisons. Mais il n'en est plus de même des deux autres colonies publiques. A Auberive, à Aniane, l'Etat a voulu profiter pour y installer les enfants des locaux inoccupés d'anciennes maisons centrales. Et on peut assurément étendre à Auberive (sauf la rectification résultant de ce qu'Auberive ne fut jamais une abbaye) (2), ce que M. Joly disait il y a quelques années de la colonie d'Aniane : « Une ancienne Maison de réclusion ! Je sais que les réclusionnaires n'y sont plus ; je sais aussi que la Maison centrale avait été autrefois une abbaye (comme Fontevrault) ! mais les enfants ne pensent pas à une

(1) De Lamarque et Dugat. Op. cit., p. 71 et sq. V. aussi : R. P. 1890, p. 149 et sq.

(2) L'établissement d'Auberive, avant d'être une Colonie pénitentiaire, avait été Maison centrale de femmes, puis Maison pénitentiaire pour les jeunes filles. Mais elle fut principalement célèbre, tristement célèbre, d'ailleurs, à ce dernier titre : chacun se rappelle les événements fâcheux qui ont amené sa désaffectation et sa fermeture,

histoire aussi ancienne et c'est bien aux prisonniers qu'ils se reportent quand ils voient que, pour leur donner un lieu de récréation de plus, il a fallu avoir recours au chemin de ronde entouré de ses hauts murs (1) ». Comment faire croire à l'enfant que sa situation ne ressemble en rien à celle des prisonniers de droit commun, alors qu'on le parque dans des établissements où sont envoyés d'ordinaire les adultes coupables des crimes les plus graves ?

Cette lacune n'est, d'ailleurs, pas la seule. Il en est une autre commune à toutes les colonies publiques, sauf une. Les surveillants des colonies de l'Etat sont habillés comme les gardiens des prisons ordinaires. Ils font, du reste, partie du même corps et permutent les uns avec les autres (2). Or cela a un double inconvénient : cette similitude de traitement est une cause de démoralisation ; et, d'autre part, les gardiens habitués à la discipline de fer de la maison centrale n'ont jamais avec les enfants la souplesse nécessaire à un éducateur. — Espérons toutefois que les écoles de surveillants récemment instituées remédieront à ce dernier défaut. On l'atténuerait, en attendant, si l'on généralisait l'essai tenté aux Douaires par le distingué directeur de cette colonie : Aux Douaires, depuis 1896, les surveillants sont revêtus d'un costume spécial, ne rappelant en rien celui des gardiens des prisons ordinaires. Et cela, joint à

(1) V. *Journal des Débats* (août 1892).

(2) V. Joly. *A travers l'Europe*, p. 61 et sq.

d'autres délicatesses sur lesquelles nous reviendrons bientôt, a eu sur les enfants le plus heureux effet. Il suffit pour s'en rendre compte de constater avec quelle confiance les anciens pupilles de cette colonie se retournent vers leur directeur quand sonne l'heure de l'épreuve (1).

Si maintenant, laissant de côté le point de vue de l'aspect extérieur, nous passons au régime matériel, la différence constatée entre les fondations particulières et les fondations de l'Etat s'efface. Quoi qu'on en dise, en effet, toutes les colonies offrent actuellement aux jeunes détenus un régime assez confortable. Il fut une époque, sans doute, où quelques colonies privées avaient à leur tête de véritables « marchands de soupe pénitentiaires », moins préoccupés de bien soigner les enfants confiés à leur garde que de réaliser à bref délai de gros bénéfices. Mais aujourd'hui cela est de l'histoire ancienne. Il ne subsiste des colonies privées (et ceci d'après le témoignage même d'un rapporteur qui leur était hostile) que celles dont « la philanthropie et la charité sont les seules mobiles dirigeants » (2). Et toutes, au prix certes de sacrifices d'autant plus onéreux que les subventions de l'Etat sont plus faibles, offrent aux jeunes détenus une nourriture abondante et saine, des vêtements et un coucher confortables, un régime hygiénique très

(1) Voir à ce sujet les lettres si intéressantes rapportées par M. Puibaraud dans son étude sur : *La Condition des Enfants sortant des Maisons de correction*, 1897.

(2) Voir R. P. 1896, p. 1360.

soigné (1). Et quant aux prétendues compromissions des directeurs des colonies publiques avec les fournisseurs, elles n'ont jamais bien pu se produire, car il est de principe dans les colonies de l'Etat de consommer avant tout les produits de l'établissement (2), et assez souvent ces produits suffisent à l'alimentation des pensionnaires.

La vérité est, qu'en règle générale, les jeunes détenus jouissent, soit dans les colonies privées, soit dans les colonies publiques, d'un confortable qu'ils n'eussent point trouvé chez eux et qu'ils rencontreront, sans doute, très difficilement dans les placements qui leur seront offerts plus tard. Ne cite-t-on pas tel établissement de création récente, la colonie de Montesson, dont les fondateurs sont allés jusqu'à l'exagération, en procurant aux pupilles un régime que pourraient envier nombre d'enfants placés dans les collèges ? (3). Cet excès de luxe est assurément plus nuisible au relèvement moral des jeunes détenus que ne l'étaient autrefois les privations pour leur santé. Il est un juste milieu dans lequel il faut savoir se tenir,

(1) Partout à ces divers égards, les prescriptions de la circulaire ont été dépassées. Généralement on sert 3 services gras par semaine au lieu de 2 ; les vêtements sont plus nombreux et de meilleure qualité ; les soins hygiéniques enfin ont suivi les progrès de la science médicale. Voir à ce sujet : *Monographies. V^e Congrès pénitentiaire international* (Paris, 1895).

(2) D'Haussonville : *Rapport à la Grande Enquête*, p. 307.

(3) Voir dans le *Gaulois* du 24 décembre 1896, un article de M. Guy Tomel, ayant pour titre : « Plus heureux que les enfants sages ».

lorsque l'on a affaire avec des malheureux habitués à la misère.

Et que dire maintenant du régime moral ? La même lacune que nous avons signalée dans la loi se retrouve, à cet égard, plus prononcée et plus criarde dans le domaine de la pratique.

D'une manière générale, dans la population des colonies, le chiffre de 300 a été notablement dépassé. Il est donc matériellement impossible de faire de l'individualisation. En vain dira-t-on qu'il est tel directeur, renommé pour connaître non seulement le nom et le prénom de chaque enfant (et il en a 400 sous sa garde !) mais encore son état moral, ses bons sentiments et ses faiblesses, ses ressources et ses besoins, et jusqu'à sa situation de famille (1). Nous répondrons avec aisance qu'il est des exceptions heureuses dont il faut se féliciter, mais qu'on ne doit point songer à ériger en règle générale. — Et puis l'éducation des jeunes détenus ne résulte pas uniquement de la connaissance qu'on peut avoir de leurs besoins. Ces besoins, il faut les satisfaire ; et étant donnée leur multiplicité, un seul homme, aussi dévoué soit-il, ne saurait y suffire. Qui oserait affirmer que l'éminent directeur des Douaires ne se sente pas parfois débordé ?

Il n'est, en France, qu'une colonie où l'on puisse vraiment se livrer à l'individualisation de l'éducation morale : c'est la petite colonie protestante de

(1) R. P. 1897, p. 218 et sq.

Sainte-Foy, dont la population est réduite au chiffre raisonnable de 156 (1) pensionnaires. Et il est juste, d'ailleurs, de rendre à son directeur, M. le pasteur Thénau, cet hommage qu'il ne se fait point faute de varier ses moyens d'action au gré des besoins personnels des pupilles (2).

La colonie de Mettray avec son système des « familles » serait également favorable, il est vrai, à une certaine variété d'action éducatrice. Mais les soins de cette individualisation doivent être nécessairement confiés aux « chefs de famille », peu préparés par leur éducation à une tâche aussi délicate. Ceux qui seraient les mieux qualifiés pour la mener à bonne fin, le directeur et les instituteurs, ne peuvent s'en occuper avec fruit, la colonie de Mettray étant, en somme, l'une des plus peuplées de France (3). Et la même remarque peut être faite à propos de la colonie de Montesson, dont la population est également divisée en « familles » (4).

Mais à défaut d'individualisation dans l'éducation morale, les moyens d'éducation prescrits par la loi sont-ils, du moins, judicieusement appliqués ?

(1) *Monographies*, 1895. Colonie de Sainte-Foy.

(2) Cf. Joly : *A travers l'Europe*, p. 80 et sq. — R. P. 1894, p. 253.

(3) En 1895, le chiffre officiel de la population de Mettray n'était pas, en effet, de moins de 540, sans compter même les 90 enfants en correction paternelle qui y subissaient leur internement. — *Monographies*, 1895, Mettray.

(4) A la même époque, la Colonie d'Aniane possédait 430 pupilles. — *Monographies*, 1895, Aniane.

On peut l'affirmer, d'une manière générale, en ce qui regarde l'instruction intellectuelle. Elle est suffisamment donnée aux jeunes détenus dans les colonies. L'école a lieu chaque jour plusieurs heures, sauf dans les établissements agricoles, au moment des grands travaux de la moisson, où elle n'a lieu que deux fois par semaine. On y enseigne toutes les matières contenues au programme du certificat d'études primaires. Et il n'est pas rare, quand viennent les sessions de ces examens, de voir un certain nombre de jeunes détenus prendre place sur les bancs à côté des candidats des écoles primaires du ressort et soutenir avec honneur le drapeau de la Colonie. Le nombre des illettrés sortant des maisons de correction est, au reste, très restreint; et cela est d'autant plus digne de remarque que l'intelligence n'est point toujours la principale qualité des pensionnaires (1).

Il y a de même peu à dire aujourd'hui de l'instruction professionnelle qu'on leur donne. Avec la substitution de la régie à l'entreprise dans les colonies de l'Etat ont disparu, en effet, ces spéculateurs avides, qui, voyant leur avantage dans la division du travail la pratiquaient d'une manière abusive, n'opérant jamais de roulement entre les enfants, afin que ceux-ci pussent acquérir plus d'habileté dans leur spécialité et leur fournir sans plus de frais un travail plus rémunérateur; et aboutissant ainsi à cette

(1) Cf. *Monographies* déjà citées.

conséquence déplorable que les pupilles après avoir été pour eux une cause de gain arrivaient au jour de la libération sans connaître leur métier d'une façon complète et partant incapables de se procurer un placement avantageux. Et d'autre part, à la suite de l'épuration ayant suivi la grande enquête, il n'est plus un seul directeur de colonie privée qui songe à s'enrichir du travail de ses protégés. Partout aujourd'hui dans les colonies, le travail a repris son vrai caractère d'agent de moralisation et de reclassement.

C'est dire que partout on cherche à procurer au jeune détenu un apprentissage aussi complet que possible de la profession à laquelle on l'exerce. Le plus souvent, s'il n'est pas appliqué au travail agricole ou au travail maritime, on lui apprend l'un de ces métiers simples, tels que la corderie, la menuiserie la ferblanterie, la charronnerie, la cordonnerie, etc. (1), dans lesquels le même individu est à la fois préparateur et ajusteur, de telle sorte que, son apprentissage terminé, il soit un ouvrier complet. Et si par hasard, ses goûts le portent vers une profession, comportant d'ordinaire dans la vie libre une division du travail, on n'hésite pas à la lui enseigner, mais du moins, le fait-on passer successivement par les différents ateliers, afin qu'il ne soit jamais par la suite exposé au chômage.

On peut seulement regretter que l'organisation actuelle des colonies ne permette pas d'appliquer un

(1) *Bul. Com. Pén. Int.* 1895, II, p. 410 et s.

plus grand nombre d'enfants à des professions industrielles.

Sans doute, des efforts ont été faits en ce sens durant ces dernières années. Le cercle des industries connexes à l'agriculture, tolérées par la loi et recommandées par la circulaire, a été singulièrement élargi. La charpenterie, la briqueterie, la boulangerie, la brosserie, etc..., ont pris place à côté du charronnage, de la taillanderie et de la maréchalerie (1). Bien mieux l'administration pénitentiaire a créé à Aniane une colonie publique exclusivement industrielle, où fonctionnent des ateliers de bonneterie, de papeterie, de cartonnage, de sculpture sur bois et d'ébénisterie (2) et à Belle-Isle une colonie maritime (3). Et, de son côté, l'initiative privée a fondé à Bologne une autre colonie, dont les pupilles, presque tous des petits parisiens, sont appliqués à la fabrication de la coutellerie (4). Mais, hélas ! cela est loin encore de répondre aux besoins actuels. Il se trouve, en effet, que sur une population totale de 4800 garçons catalogués par origines familiales dans la dernière statistique (Statistique pour l'année 1889 publiée en 1893), plus de 3600 ont des tendances urbaines. Or 1428 seulement pouvaient en 1895 être appliqués à des professions industrielles (5). Et nous

(1) *Bull. Com. Pén. Int.* II, p. 410 et sq.

(2) *Monographies*. 1895 (Aniane) R. P. 1892 p. 861 et suiv. et 1897 p. 305.

(3) *Monographies* 1895. Belle-Isle.

(4) R. P. 1894. p. 1266 et suiv.

(5) *V. Bull. Com. Pén. Int.* 1895, II p. 411 et suiv. Rapport de M. Puibaraud.

ne pensons pas que leur nombre ait sensiblement augmenté depuis. Voilà donc plus de 2000 enfants, qui presque infailliblement iront au lendemain de leur libération s'échouer à la ville, ne connaissant rien en dehors des travaux agricoles, et, par conséquent, impuissants à se procurer du travail. Et n'ayant pas d'occupation, on peut prévoir le sort qui les attend. Il serait désirable de voir s'accroître rapidement le nombre des colonies industrielles, ou, du moins, celui des métiers industriels dans les colonies agricoles. Mais ce qui s'impose principalement c'est la réforme de la loi. Le jour où cette dernière, réservant le travail agricole aux jeunes détenus d'origine rurale, prescrirait l'application des citadins à des professions industrielles (1), la pratique n'hésiterait pas à entrer plus avant dans la voie qu'elle s'est déjà si généreusement tracée.

En dehors de l'instruction intellectuelle et de l'instruction professionnelle, partout aussi on donne aux jeunes détenus l'instruction religieuse, conformément aux ordres de la loi. Mais elle leur est plus ou moins bien donnée suivant les colonies. D'une manière générale, les fondations privées présentent à cet égard une organisation meilleure que les colonies de l'Etat. Tandis que les premières ont toutes un aumônier résidant, qu'aucune occupation étrangère à

(1) Cette réforme figure dans le projet de loi déposé sur le bureau des Chambres, lors de la dissolution de la Commission d'enquête ; et les criminalistes n'ont jamais cessé de la réclamer depuis.

l'établissement ne distrait de ses fonctions, dans les secondes l'Administration se conformant, d'ailleurs, à certaine loi de finances (1) a fait à ce fonctionnaire une situation tellement précaire qu'il est obligé de chercher des ressources dans l'exercice d'un autre ministère, de sorte que, partagé entre la colonie et une paroisse, il n'a plus le temps de s'occuper efficacement des jeunes détenus. — Citons cependant pour mémoire tel établissement privé, dont les fondateurs ne se sont décidés à organiser l'enseignement religieux que sur les réquisitions formelles de l'autorité publique. Et encore n'ont-ils pas cru devoir consacrer un local spécial au service du culte. La même salle sert à la fois de lieu de conférences et de chapelle (2). Il est vrai que la colonie de Montesson dépend du Conseil Général de la Seine, et qu'il entraînait dans les vues de cette assemblée d'y faire l'essai d'un nouveau système d'éducation morale, plus conforme que celui du législateur de 1850 à l'esprit laïque de la loi du 28 mars 1882, et dans lequel l'instruction civique et des leçons de morale pratique devaient suppléer à l'absence de l'enseignement religieux.

(1) Loi du 30 mars 1888, portant fixation du budget général de l'exercice 1888 et réduisant à 500 fr. le traitement de l'aumônier. Voir R. P., 1888, p. 432 et sq. — 537 et sq.

(2) Cette particularité donna lieu, lors de la visite que firent à cet établissement les congressistes réunis à Paris en 1895, à un incident des plus regrettables entre M. le Président du Conseil Général de la Seine et les membres de la délégation russe, qui ne pouvaient concevoir une maison d'éducation correctionnelle sans chapelle. (*Compte Rendu du Congrès*, R. P., juillet 1895.)

Sans plus de commentaires, qu'il nous soit permis de préférer à ce système celui dans lequel ces divers moyens de moralisation au lieu de s'exclure se prêtent un mutuel concours. Et aussi bien, d'ailleurs, ce dernier système est-il aujourd'hui le plus généralement usité. Dans la plupart des colonies, en effet, on ne se contente pas d'appliquer aux jeunes détenus les trois agents d'éducation légaux : l'instruction, la religion et le travail ; de temps à autre, à intervalles réguliers, on réunit en outre les pupilles et sous la forme de causeries familières le directeur ou un instituteur les instruit de leurs devoirs soit à la colonie, soit, après leur libération, dans la vie libre. Chaque établissement possède aussi une bibliothèque d'ouvrages choisis sur des sujets de morale ou de littérature, où les enfants qui l'ont mérité par leur conduite peuvent puiser chaque dimanche (1). Dans certaines colonies, enfin, on a voulu essayer des spectacles eux-mêmes pour la moralisation des jeunes détenus. C'est ainsi qu'aux Douaires, par exemple, on peut remarquer à l'une des extrémités de la salle d'honneur une estrade formant théâtre, demeurant là à poste fixe, et sur laquelle, à certains jours, ont lieu des représentations dont les acteurs sont les enfants eux-mêmes et où assistent non seulement la population tout entière mais encore tous les membres du personnel avec leur famille et parfois même leurs amis. L'effet produit par ces représentations est, au

(1) V. *Monographies*, 1895.

reste, excellent. Tels enfants qui avaient résisté à toutes les exhortations, à toutes les menaces, voire même à tous les châtimens, n'ont point réussi à contenir leurs larmes devant un dénouement bien amené. Et comme des larmes au repentir la distance n'est pas grande, on n'a pas tardé à les voir changer de conduite et s'améliorer.

Il nous resterait encore à parler du régime disciplinaire, des punitions et des récompenses. Mais en thèse générale, nous ne pourrions que répéter ici ce que nous avons dit plus haut dans notre étude du système légal. Les récompenses usitées sont justement celles prévues dans la circulaire (1). En ce qui les regarde nous y renverrons donc purement et simplement, nous réservant cependant de consacrer à la libération conditionnelle, de toutes la plus morale et la plus favorable au reclassement des jeunes détenus, une place importante au chapitre de la libération. Et quant aux châtimens, nous agirions de même s'il ne nous paraissait utile de dire quelques mots d'une punition récemment établie : la punition de salle de discipline. On a beaucoup reproché à celle-ci ces temps derniers sa sévérité et sa dureté excessives. Le jeune détenu envoyé au peloton de discipline doit tourner autour d'une salle, au pas cadencé, pendant un certain temps, après lequel il est admis à se reposer quelques minutes sur un banc pour recommencer ensuite à marcher ; et ainsi le plus souvent plu-

(1) *Monographie* 1895.

sieurs jours de suite. Au premier abord, cela, en effet, peut paraître inhumain. Mais tout dépend de la façon dont cette punition est appliquée en fait, de la durée des mouvements et de la durée des repos. Or tout porte à croire qu'il n'y a jamais eu d'abus : les pupilles préfèrent généralement la salle de discipline, malgré la fatigue qu'elle entraîne, à la cellule avec ses longues heures de solitude et d'inaction. Ainsi sagement appliquée cette punition est, d'ailleurs, plus morale que la punition de cellule : la lassitude de la marche, l'attention soutenue à porter aux ordres du gardien pour ne pas encourir de châtiment plus grave, se prêtent difficilement aux réflexions dangereuses que l'isolement, au contraire, entretient.

Pour être complet sur l'état actuel des colonies pénitentiaires, ajoutons enfin qu'en maints établissements, mais principalement dans ceux qui dépendent de l'administration, des dortoirs cellulaires ont été installés. Et si tous n'en ont pas encore, cela tient uniquement à ce que beaucoup de directeurs doivent malheureusement compter avec les nécessités budgétaires. Cela est si vrai que les réformes n'exigeant pas un surcroît de dépenses ont eu partout le même accueil. Colonies privées et colonies publiques ont également établi une certaine division par âges. Toutes possèdent aujourd'hui des cours spéciales, des dortoirs spéciaux pour les enfants plus jeunes qui sont ainsi isolés du reste de la population.

Et maintenant quelle conclusion tirer de tout ce

qui précède, si ce n'est que les colonies pénitentiaires ne méritent absolument ni les épithètes injurieuses dont on les qualifie volontiers dans le public ni les éloges pompeux que ne cessent de leur prodiguer certains écrivains trop enthousiastes. L'on a tort de dire : maisons de correction, maisons de corruption. Cela pouvait être exact il y a quelques vingt ans, avant que les praticiens de la grande commission aient jeté leur cri d'alarme. Mais depuis, grâce aux améliorations introduites par l'administration pénitentiaire dans les établissements publics, à la surveillance rigoureuse exercée par elle sur les fondations privées, la situation, on l'a vu, s'est beaucoup améliorée. Sans être encore tout-à-fait satisfaisante, elle est loin cependant aujourd'hui de mériter la défaveur dont certains magistrats l'entourent.

A l'encontre de notre opinion, on peut objecter, il est vrai, le chiffre élevé de la récidive qui, suivant les établissements, varie entre 30 % et 50 %, quelques établissements seulement pouvant offrir une statistique plus faible (1). Mais il faut moins considérer le nombre des irréductibles que celui des

(1) D'une statistique dressée par M. Puibaraud dans son rapport : *De la condition des Enfants sortant des Maisons de correction*, il résulte, en effet, que le nombre des récidives constatées en 1896 parmi les jeunes détenus libérés depuis 1893 était :

Pour la Colonie des Douaires,	de 38,96 % ;
» de St-Maurice,	de 48,75 % ;
» de Mettray,	de 36 % ;
» de Bologne,	de 27,58 %.

M. Puibaraud, il est vrai, ne nous donne pas le chiffre de la

sauvés. Des rechutes, en effet, la colonie le plus souvent n'en est pas responsable : il se peut certes qu'un enfant bon à son arrivée se soit perverti au contact d'autres détenus plus mauvais ; mais, en thèse générale, l'on peut cependant affirmer que celui qui, après le traitement suivi à la colonie, récidive, ne se fût pas mieux comporté si on l'eût laissé en liberté. — Les sauvetages, au contraire, sont presque toujours son œuvre. Car que fût-il advenu des pupilles aujourd'hui amendés, s'ils étaient demeurés soumis à l'influence pernicieuse de parents incapables ou indignes ! C'est donc une proportion de 50 à 70 % d'enfants retirés du gouffre où, sans la colonie, ils se fussent infailliblement engloutis. Et cela est certes assez remarquable pour que nous ne cherchions pas à diminuer d'une manière inconsidérée les qualités actuelles de nos maisons de correction. Mais cela n'est pas suffisant, en revanche, pour que nous nous laissions aller à des éloges immodérés. Car si l'on a beaucoup fait, il reste beaucoup à faire. 50 récidivistes sur 100 libérés, c'est certes trop encore. Et par tous les moyens l'on doit chercher à en diminuer le nombre.

Plusieurs de ces moyens nous sont déjà connus : ils consistent dans des améliorations à introduire dans le régime interne : suppression du costume et recrutement spécial des gardiens des colonies pu-

récidive pour les autres colonies. Mais en prenant la moyenne des chiffres ci-dessus, on doit arriver à peu près à avoir le chiffre exact de la moyenne générale

bliques, augmentation du traitement de l'aumônier, création de nouveaux métiers industriels, etc..., et surtout individualisation de l'éducation morale. — Mais à côté de ces moyens il en est d'autres, qu'il nous reste maintenant à indiquer et qui ont bien aussi leur importance : nous voulons parler de certaines réformes à apporter au système même de la loi.

Et de ces réformes la plus nécessaire est sans contredit la séparation radicale des mineurs en correction et des condamnés à un emprisonnement de 6 mois à 2 ans ; leur mélange dans les colonies est assurément de tous les vices du système actuel le plus frappant et le plus grave. Le tribunal en condamnant les uns, en acquittant les autres entend évidemment établir entre eux une différence essentielle : flétrir les premiers, épargner les seconds. Or voilà que la Société vient, en appliquant aux uns et aux autres le même régime, anéantir cette distinction si nettement établie d'après les prescriptions mêmes de la loi. — Il est vrai qu'une différence est faite, en principe, entre ces 2 classes de jeunes détenus : les condamnés doivent être dès leur arrivée à la colonie appliqués à des travaux sédentaires dans un quartier distinct pendant 3 mois au moins. Mais ce quartier distinct, avons-nous vu, n'existe dans aucun établissement. En fait le régime est le même pour tous : condamnés ou acquittés.

Et du reste, les prescriptions de l'art. 4 fussent-elles

observées, il n'y aurait pas moins entre eux « disparité de condition juridique. » Et il importerait encore d'épargner à ceux-ci le discrédit fâcheux résultant aujourd'hui de leur confusion avec les condamnés dans un même établissement.

La séparation s'impose, au surplus, à bien d'autres égards. Tout le monde s'accorde à reconnaître l'influence désastreuse sur la discipline d'un établissement de mineurs condamnés. Ceux-ci ont vite acquis sur les autres pupilles un détestable prestige, qui augmente précisément avec leur cynisme et leur habileté à commettre impunément le mal. Leur influence est même d'autant plus redoutable que le temps de leur détention étant très court (2 ans au plus) ils sont peu intéressés à se bien conduire, ne travaillent que par crainte des punitions et sèment dans l'esprit de leurs camarades des germes d'indiscipline et de révolte, peu propres assurément à faciliter la tâche des maîtres. Et le résultat est qu'ils sortent eux-mêmes de la colonie fort peu amendés, prêts à reprendre le cours de leur vie vagabonde, tandis que les malheureux camarades qu'ils y ont laissés, encore sous l'influence de leurs conseils pernicieux, opposent à l'éducateur une résistance aveugle et se trouvent constamment sous le coup d'une punition nécessitée par leur conduite, en attendant que leur insubordination soit telle qu'il devienne nécessaire de les diriger sur une colonie correctionnelle. Les uns et les autres sont peut-être ainsi irrévocablement perdus,

Il se trouve enfin que dans l'état actuel de nos lois les mineurs acquittés ont à envier le sort de leurs compagnons condamnés. Ceux-ci, qu'on leur dit plus coupables qu'eux, sont cependant libérés après un séjour moins prolongé que le leur à la colonie. Et pour des enfants simples et inexpérimentés, qui n'entrevoient pas tout le désastre pouvant résulter de l'inscription au casier judiciaire de leurs camarades d'une condamnation, cela est une cause de démoralisation profondément dangereuse. Persuadés qu'une injustice a été commise à leur égard, ils en arrivent vite à s'aigrir le caractère et de là à l'indiscipline et à la révolte.

Il est vrai que cette situation disparaîtrait le jour où il serait admis que le jeune condamné doit rester, à l'expiration de sa peine, à la disposition du Gouvernement jusqu'à sa majorité. Mais il importe en attendant de faire cesser un état de choses qui favorise des pensées si fausses et si dangereuses.

La réforme réclamée présenterait, d'ailleurs, de l'utilité vis-à-vis des condamnés eux-mêmes. Leur perversité plus grande que celle des acquittés nécessite aussi des remèdes plus énergiques. Et leur réunion avec les condamnés à plus de 2 ans dans une colonie correctionnelle permettrait de les leur appliquer.

La séparation des condamnés et des acquittés est aujourd'hui un fait accompli dans plusieurs pays qui comme l'Angleterre, les Etats-Unis, l'Italie, la Belgique, la Hollande ont pour les mineurs condamnés des établissements spéciaux dotés d'un régime plus sévère que celui de la maison de réforme.

Et déjà aussi en France une certaine sélection est opérée en fait. En présence des inconvénients signalés, l'administration a été amenée à concentrer dans la colonie des Douaires tous les mineurs condamnés à un emprisonnement de 6 mois à 2 ans. De sorte que la plupart des colonies ne reçoivent plus aujourd'hui que des enfants en correction. Mais il n'en est pas moins vrai que le principe de la confusion subsiste et qu'en fait une colonie se trouve encore sous le régime critiqué. Il est urgent que la loi elle-même vienne interdire un pareil mélange (1).

Cette première sélection opérée, convient-il de maintenir groupés dans des établissements communs tous les mineurs en correction ?

Jusqu'à présent on a pu le supposer, car jamais, dans nos discussions théoriques, nous n'avons fait de distinction ni d'après la nature du délit commis, ni d'après l'âge, ni d'après la situation morale des divers enfants. Et c'est qu'en effet, dans un système d'individualisation convenablement appliqué, cette distinction eût été peu utile, la population des colonies devant être nécessairement très restreinte et les moyens d'action sur chaque enfant efficaces et nombreux. — Mais puisqu'en fait ce système n'est pas celui de la pratique et que les colonies sont encombrées de trop gros effectifs, il peut être bon, en effet, d'établir, en dehors même des condamnés, parmi

(1) Cette réforme figure en tête du projet de loi déposé au Sénat par MM. Dufaure, Bérenger et Théophile Roussel en 1879.

les mineurs en correction, certaines catégories, à chacune desquelles seraient réservés un ou plusieurs des établissements actuellement existants. Il est évident que, sous le couvert d'une condition juridique uniforme, tous ces enfants sont loin de présenter une perversité égale. Et il faut craindre de les mêler dans un même établissement, où, grâce aux difficultés de la surveillance, le bon se pervertit au contact du mauvais, tandis que celui-ci s'améliore rarement dans le voisinage du bon.

Ceci, d'ailleurs, tout le monde l'admet. Mais les auteurs sont loin de s'entendre sur le principe même de la distinction.

Particulièrement frappés de la sévérité et de l'imprudence qu'il peut y avoir à mêler aux adolescents coupables de crimes ou délits de droit commun : assassinats, vols, incendies... de malheureux enfants à qui on ne peut reprocher que des délits conventionnels, tels que la mendicité et le vagabondage, quelques-uns réclament simplement la séparation des mendiants et des vagabonds des autres délinquants.

Ces deux catégories de jeunes détenus constituent à l'heure actuelle, une fraction importante de la population des colonies pénitentiaires : 1110 mendiants et vagabonds sur un total de 4691 garçons internés dans ces établissements au 31 décembre 1889 (Statistique publiée en 1893 pour l'année 1889) (1), soit à peu près un 1/4 de l'effectif total.

(1) V. *Statistique*, 1893, p. 62 et 220,

Et la plupart de ces malheureux sont, au surplus, très dignes d'intérêt. L'enfant qui vagabonde par suite de la négligence de ses auteurs ou que de mauvais traitements éloignent de la maison paternelle, pas plus que celui qui mendie poussé par des parents avides, ne sont encore corrompus. Leur moralité court, sans doute, dès ce moment un péril immense. Le petit vagabond rencontrera bientôt au cours de ses promenades oisives des camarades plus âgés et plus pervers, dont il s'empressera d'imiter les exploits après les avoir admirés. Le petit mendiant qui, à la fin de la journée, n'aura pas recueilli la somme promise le matin au père qui l'exploite, sera avant peu fort exposé à prendre à un étalage de quoi parfaire sa recette. L'un et l'autre sont ainsi condamnés à devenir, à une échéance plus ou moins brève, des voleurs, peut-être des assassins. Mais il n'en est pas moins vrai, disent ces auteurs, que le mendiant et le vagabond, auxquels aucun autre acte illicite ne peut être encore imputé, n'ont pas commis un véritable délit. Comme le dit M. Puibaraud : « Il y a aptitude ; il n'y a pas production extérieure. » (1) Il n'est dès lors « ni logique, ni humain, ni prudent » de les soumettre au même régime que les véritables délinquants, qui, plus corrompus, risquent de leur faire perdre « les sentiments d'honneur et de devoir qu'ils ont pu conserver » (2). Il importe donc de leur affecter quelques établissements spéciaux, où ils

(1) V. Puibaraud. *Bul. Com. Pén. Int.* 1895 II. p. 403.

(2) *Rapport au comité de Défense.* R. P. 1893, p. 970 et suiv.

puissent être « préservés de la contagion du mal, « grâce à leur isolement de toutes autres catégories « pénales, et aussi préservés de l'extension de leurs « mauvais instincts à la faveur du genre d'éducation « qui leur serait donnée » (1).

Ces auteurs préconisent, à cet effet, la création d'*Ecoles de Préservation* pour les mendiants et les vagabonds. Le régime en serait particulièrement doux et moralisateur. « A côté des sévérités nécessaires à la discipline, il serait indispensable que l'action de la charité, sous ses formes diverses, s'y fît sentir » c'est-à-dire que l'âme de « l'enfant, reçut des soins particuliers » (2). Ces établissements seraient ou publics ou privés. Ceux-ci recevraient les très jeunes enfants qui, confiés aux soins de femmes, trouveraient là une image de la famille absente. Les mendiants et les vagabonds au-dessus de 12 ans seraient, au contraire, dirigés sur les écoles de préservation publiques.

Il est à présumer, ajoutent ces auteurs, que la création de ces écoles exercerait une heureuse influence sur la jurisprudence. Il arrive fréquemment aujourd'hui qu'on rencontre plus de perversité chez les mendiants et les vagabonds que chez leurs camarades coupables d'actes légalement plus graves. Or cela provient d'une pratique qui ne saurait être sévèrement reprochée aux magistrats dans l'état

(1) V. Puibaraud. Ibid. p. 401.

(2) Ibid.

actuel de notre législation, mais qui n'en est pas moins très regrettable. Le juge, en présence d'un enfant prévenu de mendicité ou de vagabondage, hésite toujours à le retenir à la première arrestation. Le plus souvent, il se contente de lui adresser une admonestation sévère, fait approcher les parents qu'il rappelle à leurs devoirs, puis rend une ordonnance de non-lieu. L'enfant ainsi remis en liberté retombe presque infailliblement sous l'empire des influences qui lui ont déjà été funestes. Il ne tarde donc pas à récidiver. Le juge, devant qui il comparait pour la deuxième fois, a encore pitié de son innocence et de son malheur, et, plutôt que de l'envoyer dans une maison de correction, le relâche de nouveau. Et ainsi 4 et 5 fois de suite. Pendant ce temps, l'enfant se pervertit; chaque arrestation le surprend plus mauvais et lorsqu'enfin on se décide à le retenir il est incorrigible. Il n'en serait plus de même si, des écoles de préservation ayant été créées, le juge savait qu'un traitement paternel et moralisateur serait procuré, au cas d'envoi en correction, au mineur vagabond ou mendiant. Il le retiendrait, dès lors, à la première arrestation, au plus tard à la seconde. Et ainsi serait enrayée la démoralisation de ce pauvre petit malheureux.

Les partisans de la réforme invoquent enfin l'exemple de certaines législations étrangères : Autriche (l. du 24 mai 1885) ; Hongrie (C. P. du 14 juin 1879) ; Belgique (l. du 27 novembre 1891) ; Angleterre (Ecoles industrielles. — Industrial schools act. 1866, modifié

par l'amendement act de 1880), qui ont déjà consacré des établissements spéciaux aux mendiants et aux vagabonds.

Proposé au Comité de défense de Paris par MM. Guillot et Puibaraud, le principe de l'école de préservation a été admis par lui, après une discussion assez vive, dans sa séance du 7 juin 1893 (1).

Le projet de loi élaboré par la commission de révision du C. P. sur la mendicité et le vagabondage prévoit aussi l'organisation de maisons de préservation pour les mineurs vagabonds et mendiants (2).

Ce système est certes fort attrayant. Le sentiment de pitié dont il procède se trouve, en bien des cas, parfaitement justifié. Si certains enfants se livrent à la mendicité ou au vagabondage, la faute en est, en effet, presque toujours aux parents, qui négligent de les surveiller, les laissent imprudemment, les jours où l'école ne les retient pas, contracter des liaisons mauvaises, les poussent peut-être à la mendicité. Fort peu assurément vagabondent ou mendient poussés par des instincts dévoyés et pervers ; quoique cependant cette catégorie existe.

En un mot, ces enfants méritent qu'on s'intéresse à eux ; d'autant surtout que c'est parmi eux que se recrutent les autres délinquants, et que, par suite, si l'on veut mettre un frein à la criminalité enfantine, il faut, tout d'abord, chercher à enrayer la mendicité et le vagabondage de l'enfant.

(1) R. P. 1893, juillet.

(2) V. R. P. 1893, p. 1187 et sq. — Id. 1895, p. 834.

Mais le remède ne nous paraît pas résider dans l'institution d'écoles de préservation.

L'école de préservation, avec son régime déterminé et unique, ne saurait convenir à tous les mendiants et vagabonds, sans distinction.

Les étiquettes de « mendiants » et de « vagabonds » servent à désigner des individus de moralité fort inégale. Le malheureux petit enfant, qui tend la main au passant sur l'ordre de ses parents ou parce que ceux-ci lui refusent du pain, est un mendiant, tout comme celui, qui instinctivement paresseux et déjà incorrigible, préfère au travail la mendicité qui lui procure les moyens de se livrer à des plaisirs malsains. Et celui-là est un vagabond qui erre dans les rues, parce que ses parents l'ont jeté à la porte ou lui ont fait subir de mauvais traitements lui rendant intolérable le séjour au foyer, tout comme celui qui, un jour, de parti pris, et uniquement en vue de se soustraire à une surveillance qui le gêne, a abandonné sa famille, dont il n'avait, d'ailleurs, nullement à se plaindre.

Ne serait-il pas injuste, ou au moins imprudent, de placer côte à côte dans les écoles de préservation des enfants qui, coupables des mêmes infractions, sont cependant si inégalement pervertis ?

Et, d'autre part, comment espérer que les mendiants et les vagabonds d'habitude, d'ordinaire si corrompus, pourraient s'accommoder du régime doux et paternel qui devrait être celui de ces maisons ? (1)

(1) Il est rare, d'ailleurs, que le vagabond d'habitude, le mendiant invétéré ne se soient pas rendus coupables au cours

La vérité est qu'à des maladies si différentes tant par leur cause que par leur gravité il faut des remèdes divers. Mais il importe avant tout de chercher à prévenir le mal. C'est principalement dans la lutte contre la mendicité et le vagabondage de l'enfant que les mesures préventives auraient de l'efficacité (1).

Réorganisez et moralisez la famille, qui se dissout de plus en plus, à mesure que s'affaiblissent les sentiments religieux, que se développent les grandes industries manufacturières au détriment du petit atelier de famille, que se répand le goût de l'alcool dans les classes ouvrières, et que s'accroît avec une rapidité vraiment effrayante le nombre des divorces ; veillez à la stricte observation de la loi scolaire ; n'hésitez pas au besoin à en appliquer la sanction aussi platonique soit-elle ; donnez aux parents honnêtes mais nécessiteux les moyens d'assurer à leurs enfants une saine éducation, loin des mauvais milieux et des fréquentations dangereuses, tandis que leurs occupations les retiennent éloignés de la maison ; multipliez, à cet effet, le nombre de « ces classes

de leurs tournées de quelques larcins plus ou moins importants. Mais n'ayant pas été pris sur le fait, ils ont échappé aux poursuites.

(1) Ce que nous allons dire des mesures préventives s'applique aussi bien aux délinquants ordinaires qu'aux mendiants et aux vagabonds. Ces mesures ont cependant une efficacité toute spéciale vis-à-vis de ces derniers, car, si on arrive à empêcher l'enfant de vagabonder et de mendier, on aura prévenu bien d'autres sortes de délits.

de garde » qui déjà aujourd'hui, dans certains arrondissements de Paris, permettent de retenir les enfants à l'école en dehors des heures de classe ; favorisez et répandez ces admirables « patronages du jeudi et du dimanche », où jeunes gens et apprentis trouvent avec des distractions honnêtes de bons enseignements et des conseils réconfortants ; mieux encore, créez des internats primaires (1), dont le prix de pension très modique permette aux parents pauvres, devant chercher leurs moyens d'existence dans un travail prolongé dans la nuit en dehors du foyer, d'y placer leurs enfants et de suppléer ainsi à une surveillance qui leur est matériellement impossible ; organisez pour les enfants des écoles, chez qui de mauvais instincts se révèlent ou qui s'obstinent à faire l'école buissonnière, des établissements analogues aux Truant Schools (Ecoles de Vagabonds) ou aux Day Industrial Schools (Ecoles Industrielles externes) (2), dont les heureux résultats peuvent être déjà appréciés en Angleterre et aux Etats-Unis ; contre les parents qui exercent sur leurs descendants une influence pernicieuse, qui se désintéressent volontairement de leur conduite et de leurs fréquentations ou qui même les poussent à la mendicité pour s'approprier leurs recettes, éditez des peines correctionnelles, privez-les de leurs droits civiques, faites-les participer aux dépenses d'entretien et d'éducation de l'enfant à la

(1) V. Rollet. *Bul. Com. Pen. Int.* 1895, VI, p. 300.

(2) Voir W. Costeker. *Bul. Com. Pen. Int.* 1895. VI, p. 435.
Voir aussi R. P. 1897, p. 693 et sq.

maison de correction (1) ainsi que cela a lieu, par exemple, en South-Australia (2), en Prusse (3) et dans quelques autres pays ; — obtenez enfin que les tribunaux fassent une plus large application de la loi de 1889 sur la déchéance de la puissance paternelle ; — et vous verrez la légion des enfants vagabonds et mendiants diminuer aussitôt dans une proportion sensible.

Est-ce à dire que ces réformes, dont plusieurs si difficiles et si problématiques, réussiraient à enrayer complètement le mal, à lui opposer une digue infranchissable ? Assurément non. Comme par le passé et malgré les multiples précautions prises il y aurait encore des mendiants invétérés, des vagabonds incorrigibles. Aussi convient-il néanmoins de se préoccuper des mesures à prendre pour la répression de la mendicité et du vagabondage de l'enfant.

Mais à cet égard, la loi de 1850 ne nous paraît pas devoir subir une réforme de principe, car nous possédons déjà le remède à cette situation déplorable : ce remède, selon nous, consistant dans une sage application des art. 4 et 5 de la loi du 19 avril 1898. Et pourquoi, en effet, ne pas confier simplement à l'Assistance Publique, à une société de patronage,

(1) Le principe de la participation des parents aux frais d'éducation après avoir été admis par le Comité de défense en 1894, l'a été encore par le Congrès de Paris en 1895. Il figure aussi dans le projet de la commission de révision du C. P. (art. 276).

(2) Act. du 20 décembre 1895.

(3) Ann. *Législ. Comp.* 1878, p. 143 et 150.

ou à un particulier, l'enfant coupable uniquement d'avoir cherché dans la mendicité ou le vagabondage un moyen de se procurer des ressources que ne peut encore lui fournir son travail, d'échapper aux mauvais traitements d'un père alcoolique ou d'une marâtre brutale et sans cœur ? Son amendement serait ainsi rapidement assuré, sans exposer ce malheureux aux promiscuités toujours dangereuses de la colonie pénitentiaire ou de l'école de préservation.

Et quant aux mendiants ou aux vagabonds invétérés et incorrigibles, comme le sont aujourd'hui la plupart de ceux qui peuplent nos colonies, il ne faut pas hésiter à les diriger sur une colonie pénitentiaire. Ils n'ont rien à perdre au contact des délinquants de droit commun, dont la perversité est souvent moindre que la leur. Et, d'autre part, le régime des colonies ne saurait être considéré comme trop sévère. Les directeurs de ces établissements ne sont-ils pas unanimes à affirmer que les mendiants et les vagabonds constituent la partie « la plus corrompue, la plus inerte, la moins intelligente » (1) de l'effectif, celle, par conséquent, qui nécessite la discipline la plus rigoureuse.

Ainsi de deux choses l'une : ou le mineur men-

(1) Réponse des directeurs à la Circulaire du 2 mai 1867, qui leur demandait leur avis sur la question qui nous occupe. *Bul. Com. Pén. Int.* 1895 II. p. 389. Tel est aussi, d'ailleurs, l'avis des directeurs étrangers. V. *Enquête* de M. Joly. R. P. 1897. p. 298.

diant ou vagabond n'est pas encore corrompu, et alors il convient de le traiter en matériellement ou moralement abandonné qu'il est, de le confier à une œuvre d'assistance, ou il est, au contraire, profondément perversi, et alors il devient nécessaire de le soumettre au régime sévère de la colonie pénitentiaire.

La question qui nous occupe a fait l'objet de discussions animées dans différents Congrès et notamment au Congrès de Stockholm en 1883 (1), au Congrès de Paris en 1895 (2), au Congrès de Bordeaux en 1896. Dans chacune de ces assemblées, l'Ecole de Préservation a eu certes de nombreux partisans convaincus, pour la plupart théoriciens distingués. Mais il s'est toujours trouvé une majorité de criminalistes, dont plusieurs hommes de pratique et d'expérience, pour affirmer l'inopportunité de la réforme proposée. Le principe de l'école de préservation spéciale aux mendiants et aux vagabonds, déjà fortement battu en brèche à Stockholm et à Paris, a été catégoriquement repoussé par le Congrès de Bordeaux, dont la résolution votée en assemblée générale est ainsi conçue : « Il n'y a pas lieu de créer des établissements spéciaux pour l'éducation des mendiants et des vagabonds (3). »

(1) Desportes et Lefebvre. *La Science Pénitentiaire au Congrès de Stockholm.*

(2) R. P. 1895, p. 1054.

(3) R. P. 1896, p. 914.

Et telle est, en effet, avons-nous vu, la conclusion logique et nécessaire.

Une sélection fondée uniquement sur la nature intrinsèque du délit commis et opérée *a priori* par le législateur serait infailliblement à la fois trop compréhensive et trop restreinte : trop compréhensive, en l'espèce, dans son application à tous les vagabonds et mendiants, trop restreinte dans son application à ces seuls délinquants.

Le seul fait qu'un enfant n'est prévenu que de mendicité ou de vagabondage ne prouve encore une fois ni son innocence ni sa naïveté ; et par contre, de ce qu'un malheureux est poursuivi pour un crime ou un délit de droit commun, il faut bien se garder de conclure à sa perversité.

En réalité, parmi les mendiants et les vagabonds tout comme parmi les enfants coupables de crimes ou délits de droit commun, il en est de bons, de médiocres et de mauvais. Et le vice du système actuel est de les confondre tous dans la promiscuité des colonies pénitenciaires.

La réforme vraiment utile consisterait donc à établir parmi les jeunes acquittés des catégories fondées non plus sur la nature intrinsèque du délit commis, mais sur leur degré de perversité, leur degré d'éducabilité, si l'on peut ainsi s'exprimer.

Et dans cette voie, une première sélection s'impose : celle des jeunes détenus au-dessous de 12 ans.

Jusqu'à cet âge il y a peu d'inconvénients à mêler les enfants. Il en est, sans doute, parmi eux de plus

ou moins précoces. Leur corruption est plus ou moins grande. Aucun cependant n'est tellement perverti qu'il doive être considéré comme incorrigible. Ces enfants, en un mot, sont également *éducables*, et il convient de les soumettre au même régime.

Ce régime, d'ailleurs, doit différer essentiellement de celui appliqué aux mineurs de plus de 12 ans. Tout le monde s'accorde aujourd'hui à reconnaître la nécessité de confier à des femmes l'éducation de ces jeunes enfants. « Les femmes, dit M. Puibaraud, exercent sur les garçons, sur les plus mauvais garçons, pourvu qu'ils leur soient remis jeunes, une influence dont les hommes ne possèdent pas le secret. Je plains celui qui dans son enfance n'a point eu la main d'une femme pour le soigner, pour le caresser, pour le corriger aussi. La femme, quand elle est éducatrice, devient une mère pour ceux qui n'en ont pas » (1).

L'expérience a pris soin, du reste, de démontrer son heureuse influence sur les jeunes détenus. A la suite d'une campagne de presse, ayant pour objectif la séparation des petits et des grands garçons de nos colonies, le Ministre de l'intérieur se préoccupa dès 1874, d'ouvrir des établissements spéciaux pour les enfants au-dessous de 12 ans. Il s'adressa, à cet effet, à deux congrégations de femmes déjà à son service : le Bon Pasteur de Limoges et la Divine Providence de Ribeauvillé, lesquelles malgré les difficultés pré-

(1) V. Puibaraud. *Bul. Com. Pén. Int.* 1895, II, p. 406.

sumées de l'entreprise consentirent à se charger d'un certain nombre de pupilles. Et deux établissements furent ouverts par elles, l'un en 1876 à St-Éloi près Limoges, l'autre en 1877, à Frasnés-le-Château (1). Ces établissements sont connus aujourd'hui sous le nom d'Ecoles de Réforme.

Les enfants y arrivent tout jeunes, généralement à 9 ou 10 ans, quelques-uns plus jeunes encore et y séjournent jusqu'à l'arrivée du terme fixé par le tribunal à l'envoi en correction, à moins que la libération conditionnelle ne les en fasse sortir plus tôt, ainsi qu'il arrive fréquemment. On y trouve donc à côté de bambins des adolescents de 16, 18 ou même 20 ans. Et pour tous cependant le régime est le même. Petits et grands se trouvent également sous l'autorité directe de religieuses faibles et timides, n'ayant pour se faire obéir en place de toute arme qu'un simple crucifix.

Cela n'est pas absolument exact, il est vrai, en ce qui regarde l'Ecole de Réforme de Saint-Eloi ; car les religieuses y sont secondées par des hommes (2). Mais à l'Ecole Saint-Joseph de Frasnés-le-Château tous les emplois sans exception sont tenus par des femmes. Il n'est pas jusqu'aux exercices militaires qui ne soient surveillés par une religieuse (une seule pour 400 enfants) (3). Et tout cependant s'y passe pour le mieux. L'anecdote suivante donnera une

(1) R. P. 1878, p. 111 et sq. — R. P. 1879, p. 268 et sq.

(2) Joly. *A travers l'Europe*. p. 75 et suiv.

(3) Id.

idée suffisante de l'attachement et de l'affection que savent inspirer aux enfants ces éducatrices dévouées. Un jour, à la suite d'une infraction commise, la supérieure de Frasnés-le-Château fait appeler un enfant pour lui adresser les reproches qu'il mérite. Le malheureux l'aborde visiblement confus et peiné, écoute respectueusement ce qu'elle a à lui dire, puis, tout-à-coup, fondant en larmes, s'écrie : « Je reconnais que je suis en faute, Madame, et je mérite un châtimement. Grondez-moi tant que vous voudrez, punissez-moi, mais, au moins, ne cessez pas de m'aimer ! » Et cette scène, nous affirme le visiteur qui en fut le témoin ému, loin d'étonner la Mère supérieure, lui paraît toute naturelle. Au lieu de s'attendrir, elle inflige au coupable la punition qui convient, puis le renvoie après lui avoir adressé quelques paroles affectueuses. Et le patient, un adolescent de 15 ans, se retire joyeux ! Doit-on s'étonner après cela que dans cet établissement la récidive des libérés soit descendue au chiffre incroyable de 4 % ? Tant il est vrai qu'il n'est pas besoin de geôliers ni de chaînes pour ramener au bien ces malheureux enfants !

A la suite des résultats obtenus dans ces deux établissements, l'Etat voulut de son côté tenter une expérience officielle. Il chargea donc l'un de ses fonctionnaires les plus distingués (celui-là même qui tend aujourd'hui à faire de la colonie des Douaires un établissement modèle) d'organiser dans l'une des fermes de la colonie de Saint-Hilaire; qu'il dirigeait

alors, une maison de réforme pour les jeunes enfants. Et, après quelques mois d'efforts persévérants, la ferme de Chanteloup fut, en effet, en état de recevoir une centaine de détenus ayant moins de 12 ans.

Deux dames, filles de l'instituteur, assistées de 3 surveillants et de leurs femmes furent chargées de leur prodiguer des soins maternels, de les élever, de les instruire. Et comme à Saint-Eloi et à l'Ecole Saint-Joseph une transformation complète ne tarda pas à s'opérer dans la physionomie des enfants. « Ils perdirent leur sauvagerie, leur rudesse, leur défiance... à ce contact de femmes bonnes, dévouées, tempérant la remontrance par la délicatesse, et adoucissant par la patience les premières difficultés de l'instruction » (1).

Mais qu'allait-on faire de ces enfants passé un certain âge ? Devait-on les laisser confondus avec leurs jeunes camarades récemment arrivés, comme à Saint-Eloi et à Frasnés-le-Château ? Allait-on, au contraire, les plonger dans le milieu corrupteur d'une autre colonie ? Telles furent les questions que se posa le directeur avec anxiété. Et il lui sembla qu'il serait peut-être avantageux d'affecter aux seuls enfants arrivés à Chanteloup avant l'âge de 12 ans les 3 fermes de Saint-Hilaire.

Les événements ne lui permirent pas d'appliquer lui-même son idée. Mais celle-ci germa cependant et aujourd'hui les enfants ne séjournent à Chanteloup

(1) Puibaraud, *Loc. cit.* p. 407.

que le temps nécessaire à leur instruction primaire, c'est-à-dire jusqu'à 14 ans environ. Ils sont dirigés de là sur la ferme de Bellevue (Vienne), où ils font un stage d'un an, appliqués aux travaux agricoles. Leur stage terminé, ils vont enfin rejoindre à la ferme de Boulard (Vienne) leurs camarades plus âgés, mais arrivés jeunes comme eux à la colonie et ayant suivi la même filière (1).

Ce système présente évidemment sur celui des deux autres écoles de réforme de réels avantages. Il permet d'éviter la confusion toujours un peu dangereuse des adolescents avec de tout jeunes enfants. Et la moralité de l'établissement y trouve infailliblement son compte. Il est vrai, qu'à côté de cela, l'influence religieuse y est insuffisante. Il n'y a qu'un seul aumônier pour les trois fermes situées à une grande distance l'une de l'autre ; et encore doit-il assurer le service d'une paroisse (2) : nouvelle conséquence désastreuse de la mesure législative qui réduit à 500 fr. le traitement de l'aumônier !

Quoi qu'il en soit, ces trois établissements : Saint-Eloi, Frasnès-le-Château, Saint-Hilaire sont actuellement les seuls en France réservés aux enfants ayant moins de 12 ans. Et ils rendent sans nul doute de grands services, puisque 1144 de ces malheureux peuvent y être isolés de leurs camarades plus grands. Mais ils sont insuffisants à les recevoir tous, car leur

(1) V^e Congrès. *Pen. Int. Monographies*. Saint-Hilaire,

(2) Id.

nombre qui, en 1892, atteignait le chiffre de 1727, n'a sans doute, pas diminué depuis. Et d'autre part, ils n'ont pas d'existence légale. La première réforme à apporter à la loi de 1850 en ce qui regarde les mineurs en correction serait d'ordonner la création, d'après les modèles déjà existants, d'établissements spéciaux à cette catégorie d'enfants. On pourrait leur donner le nom « d'Ecoles de Préservation » plus conforme que celui d'Ecoles de Réforme à la situation morale de la plupart des pensionnaires.

Les écoles de préservation seraient dirigées par des femmes. La religion devrait y tenir la principale place. Le régime en serait autant que possible identique dans toutes.

La même uniformité de traitement ne saurait convenir, au contraire, aux mineurs envoyés en correction après l'âge de 12 ans. L'éducation de ces malheureux nécessite une main plus ou moins énergique suivant qu'ils sont plus ou moins profondément tombés. Vis-à-vis d'eux l'idéal serait donc de créer une série d'établissements de régimes progressivement plus sévères et entre lesquels ces enfants seraient répartis d'après leur degré de perversité et leur état moral, quelle que fût d'ailleurs, la nature du délit commis. Quelques-uns, il est vrai, reprocheront à ce système d'entraîner des complications laborieuses. Mais peut-être en assurerait-on une application suffisante sans apporter de modification trop grave au système actuel. Car si la répartition entre les divers

établissements ne s'opère pas aujourd'hui d'une manière rationnelle, de telle sorte qu'on peut observer une confusion regrettable de détenus de toutes moralités, la variété de régimes existe. Chaque colonie possède, en effet, des qualités spéciales, qui conviennent plus particulièrement que toutes autres à telles et telles natures d'enfants. Et ces qualités l'administration les connaît par ses inspecteurs ; de sorte que connaissant, d'autre part, les besoins personnels de chaque détenu, il lui serait facile de le diriger sur l'établissement qui lui conviendrait le mieux. Mais cette connaissance, l'administration ne l'a pas et ne saurait l'avoir, puisqu'elle ne fait rien pour l'acquérir. Il lui suffirait cependant de se livrer après le jugement, mais avant le transfert à la colonie, à une étude sérieuse du jeune détenu. Et cette étude, que faciliterait la communication des renseignements de l'instruction et des incidents de l'audience faite par l'autorité judiciaire sous la forme d'une notice individuelle, pourrait être utilement entreprise dans les quartiers des maisons d'arrêt et de justice réservés aux mineurs en détention préventive. L'enfant, à l'issue de l'audience, serait ramené dans sa cellule et observé attentivement jusqu'à ce que le directeur ait aperçu nettement son état moral. C'est alors seulement, après un isolement d'environ un mois, qu'il serait classé et dirigé sur l'établissement qui paraîtrait le mieux lui convenir. Et ainsi s'opérerait tout naturellement une sélection dont le résultat précieux serait de ne réunir dans un même établissement que des enfants ayant

même nature, même moralité et mêmes besoins. Ce ne serait pas encore, sans doute, l'individualisation de l'éducation morale, telle que nous l'avons comprise, mais il est certain cependant que la tâche de la société à la colonie serait singulièrement facilitée, puisque chaque enfant s'y accommodant des mêmes influences, on n'y rencontrerait plus, d'autre part, la confusion regrettable du bon et du mauvais, du médiocre avec le mauvais et le bon. Pour que le système fût parfait, il faudrait encore, il est vrai, remplacer les grandes colonies par de petits établissements à effectifs réduits ; car alors les sélections pouvant être opérées plus nombreuses seraient aussi moins étendues et plus précises ; et, d'autre part, on pourrait mieux se livrer à l'individualisation de l'éducation dans la colonie elle-même. Mais ce serait évidemment demander à l'Etat et aux particuliers de trop lourds sacrifices. Tout ce qu'on peut souhaiter, c'est de voir l'initiative privée et l'administration s'inspirer à l'avenir des vrais principes et abandonner pour leurs créations futures le système aujourd'hui condamné des grands établissements à effectifs nombreux.

Telles qu'elles sont, d'ailleurs, nos maisons d'éducation correctionnelle sont en assez grand nombre pour qu'on puisse, en attendant mieux, opérer une sélection convenable. Et si celle-ci n'existe pas encore, la faute en est uniquement, répétons-le, à l'administration, qui toujours a négligé d'étudier le jeune détenu d'une façon sérieuse avant d'arrêter son choix sur l'établissement dans lequel elle allait

l'envoyer. Cette étude du jeune détenu entre le jugement et le transfert dans une colonie est la seule réforme à apporter au système légal en ce qui regarde les mineurs envoyés en correction après l'âge de 12 ans. Mais il est nécessaire que la loi ou tout au moins un règlement d'administration publique la rende obligatoire sur tout le territoire, car pratiquée dans un ressort et négligée dans le ressort voisin, elle n'empêcherait pas le chaos existant de se perpétuer. Déjà aujourd'hui, avons-nous vu, cette étude est pratiquée à Paris et dans le ressort de Paris. Mais le caractère exceptionnel de cette mesure fait qu'elle n'aboutit encore à aucun résultat sérieux.

Une fois à la colonie, le jeune détenu serait évidemment classé dans un atelier industriel ou dans une brigade agricole, suivant son origine, ses antécédents professionnels et ses goûts. Suivant sa conduite, il serait ensuite libéré conditionnellement ou interné dans le quartier cellulaire réservé dans la colonie même aux insubordonnés.

En résumé, vis-à-vis du mineur en correction, le traitement variera suivant qu'il aura plus ou moins de 12 ans.

A-t-il moins de 12 ans, il sera envoyé dans une Ecole de Préservation et confié aux soins de femmes.

A-t-il plus de 12 ans, il continuera à être dirigé sur une colonie pénitentiaire. Mais celle-ci sera judicieusement choisie, après un examen approfondi de la nature et des besoins du jeune détenu. Et le ré-

gime en sera lui-même amélioré dans un sens plus moralisateur.

Mais là doivent se borner les réformes. La création de maisons spéciales aux mendiants et aux vagabonds, réclamée par plusieurs, entraînerait des dépenses exagérées et n'apporterait pas de remède efficace à la situation de ces malheureux.

Et quant aux mineurs condamnés à un emprisonnement de 6 mois à 2 ans, ils seront définitivement retirés des colonies pénitenciaires et réunis aux condamnés à plus de 2 ans dans les colonies correctionnelles dont nous abordons maintenant l'étude.

C). — *Des Colonies correctionnelles.*

Le régime prescrit pour les colonies pénitenciaires ne parut pas au législateur de 1850 assez rigide pour redresser certaines natures vicieuses.

Parmi les détenus mineurs de 16 ans, il en était, en effet, deux catégories dont le relèvement moral présentait, *a priori*, des difficultés spéciales : les mineurs condamnés à un emprisonnement de plus de 2 ans et les insubordonnés des colonies pénitenciaires.

La perversité des premiers ne résultait-elle pas de la décision même rendue à leur égard par le tribunal ? Un enfant qui, sachant ce qu'il faisait et le voulant bien, s'était rendu coupable d'un acte passible d'une peine aussi longue avait évidemment atteint les dernières limites de la corruption.

Et quant aux derniers, le tribunal les avait, il est vrai, épargnés. Peut-être n'avaient-ils commis qu'un délit insignifiant ? Ou bien, coupables d'un acte plus grave, manquaient-ils du discernement nécessaire à l'existence de la responsabilité pénale ? — Toujours était-il qu'à la colonie ces malheureux s'étaient montrés vicieux et réfractaires, au point que l'administration s'était vue contrainte de les déclarer insubordonnés. C'était donc bien que le régime de la colonie pénitentiaire ne répondait pas aux besoins de leur relèvement.

Il importait donc, semblait-il, de soumettre les uns et les autres à un traitement plus sévère dans des établissements spéciaux.

Et de là, l'art. 10 de la loi de 1850 disposant que :

« Il est établi, soit en France, soit en Algérie, une
« ou plusieurs colonies correctionnelles où sont
« conduits et élevés : 1°) les jeunes détenus condam-
« nés à un emprisonnement de plus de deux années ;
« 2°) les jeunes détenus des colonies pénitentiaires
« qui auront été déclarés insubordonnés. — Cette
« déclaration est rendue sur la proposition du direc-
« teur par le conseil de surveillance. Elle est sou-
« mise à l'approbation du Ministre de l'Intérieur ».

L'art. 11, aux termes duquel :

« Les jeunes détenus des colonies correctionnelles
« sont pendant les six premiers mois soumis à l'em-
« prisonnement et appliqués à des travaux sédentaires.
« — A l'expiration de ce terme, le directeur peut, en

« raison de leur bonne conduite, les admettre aux travaux agricoles de la colonie ».

Et l'art. 12 qui renvoie pour le surplus aux dispositions de la loi relatives aux colonies pénitenciaires.

Mais, malgré leur caractère impératif, les dispositions de ces articles sont demeurées inobservées jusqu'à ces derniers temps. Aucune mesure ne fut prise d'abord aux environs de 1850 pour isoler les deux catégories dont nous nous occupons des autres mineurs détenus. Les condamnés à un emprisonnement de plus de 2 ans, tout comme les insubordonnés, étaient mêlés aux enfants envoyés en correction et aux condamnés à moins de 2 ans dans les colonies agricoles. Et cette promiscuité complète dura plusieurs années, jusqu'à ce que l'administration, entrevoyant à son tour la nécessité d'éliminer des colonies certains pupilles qui y étaient une cause de trouble, fut amenée à créer pour les recevoir quatre quartiers correctionnels dans les dépendances de grandes prisons départementales.

Ces quartiers ne devaient à l'origine recevoir que les insubordonnés (1). Mais peu à peu l'idée vint de les faire servir à l'application de la loi de 1850. Et on y envoya ainsi progressivement tous les mineurs condamnés à un emprisonnement de plus de deux années. Par suite de cette mesure, les locaux devinrent insuffisants. L'Administration dut bientôt ouvrir deux établissements nouveaux.

(1) *Rapport à la Commission d'Enquête*. D'Haussonville, p. 363.

En définitive, ces quartiers furent donc au nombre de six, savoir : Lyon, Besançon, Dijon, Nantes, Rouen, Villeneuve-sur-Lot (1).

Le régime, d'ailleurs, était identique dans tous. Les enfants y étaient soumis à l'emprisonnement jusqu'à l'expiration de leur détention ou de leur peine, et occupés à des travaux sédentaires faits pour le compte d'industriels et largement rémunérés.

Il y avait là, sans doute, un réel progrès sur l'ancien état de choses. Mais ce n'était encore qu'une application détournée et très imparfaite des prescriptions de la loi.

C'est seulement en 1895 que fut créée par l'administration une véritable colonie correctionnelle dans l'ancienne maison centrale d'Eysses, près Villeneuve-sur-Lot, récemment désaffectée.

Cette colonie reçoit aujourd'hui tous les mineurs de 16 ans condamnés à un emprisonnement de plus de 2 années ou s'étant montrés insubordonnés dans une colonie pénitentiaire, et les mineurs de 21 ans, qui, se trouvant dans les conditions exigées pour la relégation, en sont exemptés à raison de leur âge (art. 6, l. du 27 mai 1885), mais sont retenus, à l'expiration de leur peine, dans une maison de correction jusqu'à leur majorité (art. 8).

On pourrait certes considérer comme très heureux le choix fait par l'Etat de l'établissement d'Eysses, si

(1) *Les Institutions Pénitentiaires de la France: L'Enfance*, p. 355.

une place plus large pouvait y être faite à l'enseignement agricole.

Tout, en effet, semble concourir à donner à cette maison le caractère qui lui convient : sa situation dans un site charmant, au milieu de terres fertiles, le grand espace et la division de ses locaux et de ses cours, son infirmerie pourvue de cellules très confortablement installées, ses salles d'écoles spacieuses et éclairées, ses dortoirs cellulaires, sa chapelle au centre même des bâtiments, son quartier de punition ne contenant pas moins de 50 cellules très saines et jusqu'à son enceinte de murs et de tourelles où veillent nuit et jour des soldats en armes. Car le caractère pénitentiaire, qui ne saurait convenir aux établissements du type précédent, sied parfaitement, au contraire, à la colonie correctionnelle, qui est à la fois une maison de répression pour les condamnés et une maison de punition pour les insubordonnés.

Le régime, bien que s'écartant un peu des principes de la loi de 1850 en est, d'ailleurs, assez favorable.

A leur arrivée à la colonie correctionnelle, les enfants sont placés en observation dans un quartier spécial. Là ils ne sont pas encore appliqués au travail ; leur temps se passe à exécuter dans une cour voisine des bureaux des promenades au pas cadencé ou des exercices militaires sous la surveillance d'un gardien. Cela a pour but d'éprouver leur patience et leur docilité. S'ils supportent sans mot dire les diverses épreuves auxquelles ils sont ainsi soumis, c'est que leur insubordination est légère et peu dangereuse ;

on peut les classer immédiatement. Mais si, au contraire, ils se révoltent et refusent d'obéir, ce qui arrive assez fréquemment, il n'y a pas à hésiter : quelques semaines d'un isolement rigoureux ne peuvent que leur être utiles.

L'observation, du reste, ne s'arrête pas là. En même temps que ces épreuves matérielles lui sont imposées l'enfant est soumis à de fréquents interrogatoires de la part du directeur, de l'aumônier, de l'inspecteur. Son dossier est aussi attentivement étudié.

Ces formalités durent environ une quinzaine de jours, après lesquels le jeune détenu est dirigé, suivant sa conduite, soit sur une cellule de punition ou d'observation, soit sur l'une des divisions établies.

Ces divisions sont au nombre de 4. Un quartier spécial, dénommé : quartier des relégables, est en outre réservé aux mineurs relevant de la loi du 27 Mai 1885 sur la relégation.

Chacune de ses divisions a ses ateliers et ses dortoirs spéciaux, sa cour spéciale. Les jeunes détenus ne se rencontrent qu'à la chapelle, à la salle d'école et au réfectoire. Et encore dans ces divers lieux la facilité de la surveillance supplée-t-elle efficacement aux inconvénients de la promiscuité.

Chaque division possède aussi ses industries particulières. Les métiers enseignés sont ceux de tailleur, de ravaudeur, de forgeron, de menuisier, de sabotier, de bourrelier.

Les relégables et les enfants punis de cellule sont aussi employés exclusivement à la fabrication d'émou-

chettes : cela afin de ne laisser entre leurs mains aucun instrument tranchant, dont ils puissent se servir soit contre eux-mêmes, soit en cas de révolte contre les gardiens.

Une vingtaine d'enfants, choisis parmi les meilleurs, sont enfin attachés à l'exploitation du domaine agricole.

Dans ces diverses branches, d'ailleurs, le travail est exécuté en régie.

L'instruction y est aussi donnée régulièrement par trois instituteurs.

L'aumônier y jouit d'une légitime influence. La discipline y est très rigoureuse (1).

Il y aurait là en somme, on le voit, une organisation à peu près parfaite, si la loi ne se trouvait par trop formellement violée en ce qui regarde les travaux de l'agriculture. En raison de l'exiguité du domaine terrien (environ 6 hectares) un certain nombre d'enfants provenant directement d'une colonie agricole et, d'autre part, assez dociles pour qu'on n'ait pas à redouter de les placer dans la liberté relative du travail des champs, doivent être appliqués à des travaux industriels. Et, dès lors, non seulement leurs connaissances antérieures ne leur servent de rien, mais ils sont obligés de faire l'apprentissage d'un métier

(1) Les quelques renseignements qui précèdent ont été recueillis sur place, grâce à l'amabilité de M. le directeur Merschéz, qui non content de nous les procurer lui-même a daigné encore nous permettre l'accès de l'établissement. Que M. Merschez reçoive ici l'hommage de notre gratitude !

nouveau, pour lequel ils n'ont peut-être aucun goût. Aussi, serait-il désirable de voir s'accroître de quelques hectares le domaine agricole de cette colonie. Mais il faudrait cependant se garder d'en exagérer l'étendue ; car le nombre des enfants assez disciplinés pour être appliqués, sans danger d'évasion, aux travaux des champs, sera toujours assez restreint dans cet établissement, où s'accumulent les enfants les plus rebelles et les plus corrompus. Neuf ou dix hectares de terrain de plus seraient largement suffisants.

Voilà pour le régime. Que dire maintenant du principe même de la confusion dans la colonie correctionnelle des diverses catégories de mineurs qui y subissent leur détention ?

Les auteurs sont à peu près unanimes aujourd'hui à critiquer à cet égard les dispositions de la loi.

On pourrait croire, sans doute, au premier abord, que le régime rigoureux de la colonie correctionnelle est également propice pour chacune de ces catégories ; ou que, du moins, les condamnés n'ont rien à perdre au contact des insubordonnés et réciproquement.

Et il y a là, en effet, quelque chose de vrai. Originellement meilleurs que les condamnés, les insubordonnés sont aussi réfractaires qu'eux à toute action morale et parfois davantage. Leur relèvement est aussi laborieux, sinon plus. Le traitement appliqué doit être aussi rigide. Mais cela n'empêche que la réunion des uns et des autres dans un même établissement présente de très graves dangers.

Il est à remarquer, en effet, que les qualités des uns peuvent être mises en échec par les défauts des autres et *vice versa*. Le condamné à plus de 2 ans a, sans doute, de graves défauts et parfois des vices horribles. Il a commis volontairement les vols les plus audacieux, les crimes les plus épouvantables. Il a peut-être poussé le cynisme jusqu'à revendiquer hautement la responsabilité de ses actes. Toute idée de devoir lui est étrangère. Il est en un mot foncièrement mauvais. Mais qui oserait affirmer que ce malheureux, sous l'influence d'une action moralisatrice, ne rentrera pas en lui-même et n'éprouvera pas bientôt un vrai repentir de ses actes, un ardent désir de les réparer ? Et, en fait, si sa chute n'est pas trop profonde, il n'est pas rare, en effet, de constater à brève échéance chez le condamné une amélioration notable. Mettant même à se relever toute l'énergie qu'il employait auparavant à accomplir le mal, il s'amende rapidement. De très mauvais qu'il était, il ne tarde pas à servir de modèle.

Prenez, au contraire, un insubordonné. Celui-là était peut-être, au moment de son arrestation, un enfant timide et naïf ; coupable d'un délit plus ou moins grave, il a su inspirer pitié au tribunal ; envoyé dans une colonie pénitentiaire, il s'est montré d'abord docile et obéissant ; mais peu à peu, sous l'influence de mauvais camarades, toujours prêts à railler ses bonnes actions, il s'est relâché ; sa conduite répréhensible lui a attiré des punitions ; son caractère s'est aigri ; et, bientôt devenu inca-

pable de supporter patiemment une observation, il s'est révolté ; ou bien l'idée d'évasion est venue : il l'a mise à exécution. Il a été dirigé en définitive sur la colonie correctionnelle. Là, il retrouve les mêmes observations et les mêmes punitions. Une seule différence : il lui est impossible de s'y soustraire par la fuite ; les murs sont hauts et bien gardés. Et dès lors, sa haine pour l'autorité ne fait que progresser. Sachant, d'ailleurs, qu'il a peu de chance d'être libéré avant le terme de sa détention et que, d'autre part, sa mauvaise conduite ne l'y retiendra pas davantage, il se montre de plus en plus indiscipliné et réfractaire. Que lui importent quelques punitions de plus ou de moins !

C'est cependant ces deux individus que le législateur de 1850 place côte à côte dans la colonie correctionnelle. Sans doute tous les condamnés pas plus que tous les insubordonnés ne ressemblent au portrait que nous en avons fait. Il est des condamnés incorrigibles, tout comme il existe des insubordonnés qui ne tardent pas à se calmer. Bon nombre d'évadés, en particulier, sont encore relativement bons. Mais il faut craindre néanmoins que les condamnés arrivant corrompus à la colonie pervertissent les insubordonnés, et que ceux-ci, de leur côté, apportent de détestables ferments, capables d'entraver le relèvement moral des condamnés bien intentionnés.

Au surplus, il y a entre eux « disparité de condition juridique ». Et dès lors, n'est-il pas regrettable de favoriser une assimilation entre l'insubordonné peut-

être « plus turbulent que coupable » et le condamné à plus de 2 ans ?

Il importe donc d'opérer entre eux une séparation complète. Les uns et les autres s'accommoderaient, d'ailleurs, fort bien d'un traitement distinct.

Si l'on en croit, en effet, les personnes les mieux placées par leur situation pour porter à cet égard une appréciation exacte, la colonie correctionnelle manque aujourd'hui totalement son but vis-à-vis des insubordonnés.

Non seulement, affirme M. Puibaraud, l'éminent inspecteur général des prisons, elle ne leur inspire aucune frayeur, mais encore elle prend dans leur esprit « quelque ressemblance avec la Nouvelle Calédonie au regard des vieux récidivistes de nos maisons centrales : le voyage, l'imprévu et la certitude d'y rencontrer des camarades avec qui l'on peut causer provoquent l'envie de ce séjour privilégié (1). » Loin donc de les intimider, elle les attire. Et cet attrait est presque toujours dans les colonies pénitentiaires l'origine des mutineries et des évasions qui trop souvent viennent y apporter le trouble. Pour peu que le régime de la colonie, où on l'a envoyé, cesse de lui convenir, ou qu'il s'y trouve gêné par la surveillance assidue d'un gardien, le pupille n'hésite pas à commettre une tentative d'évasion ou un acte de révolte assez grave pour qu'on soit contraint de le déclarer subordonné et de l'envoyer à la colonie

(1) Voir. *Bul. Com. Pen. Int.*, 1895, II, p. 425.

correctionnelle. Sans doute, le plus souvent, il ne tardera pas à s'en repentir ; car les douceurs de régime sont inconnues à Eysses, et la surveillance n'y est pas relâchée, au contraire. Mais ces regrets tardifs ne remédient en aucune façon à la démoralisation contre laquelle on réagit péniblement dans la colonie primitive, depuis qu'il en a été éloigné.

Aussi les auteurs s'accordent-ils aujourd'hui à demander que les insurbordonnés ne soient plus dirigés sur la colonie correctionnelle, mais qu'il leur soit réservé dans la colonie pénitentiaire elle-même un quartier cellulaire distinct (1). Car, dit encore M. Puibaraud « ce qui inspire de la frayeur, c'est l'emprisonnement cellulaire avec son isolement absolu, sa tâche quotidienne et ce lourd silence qui oblige à revenir un peu sur soi (2). » Et nous ne pouvons certes que nous rallier à ce système qui, à nos yeux, présenterait un double avantage : l'un moral, car les sanctions disciplinaires exécutées sur place acquerraient plus d'exemplarité sur la population entière ; l'autre financier, puisqu'on éviterait par là des frais de transfèrements onéreux.

La colonie correctionnelle demeurerait donc réservée aux mineurs condamnés. Mais, ainsi que nous l'avons fait prévoir, elle les recevrait tous, quelle que fût, d'ailleurs, l'étendue de la condamnation. La durée

(1) Voir notamment : Puibaraud. *Bul. Com. Pen. Int.*, 1895, II, p. 426 et Maurice Faure, *rapport à la Chambre sur le budget pénitentiaire*, R. P., 1895, p. 58.

(2) *Op. cit.*

plus ou moins grande de leur peine ne donne pas, en effet, la mesure de leur perversité. Ce qui a manqué au mineur condamné à un emprisonnement de quelques mois pour se rendre coupable d'un délit ou d'un crime plus sévèrement réprimé, c'est le plus souvent l'occasion. Et du moment où il a été jugé assez perversi pour mériter une condamnation, aussi courte soit-elle, avec toutes les conséquences qu'elle entraîne, il ne faut pas craindre de le confondre dans un même établissement avec les condamnés à des peines plus longues. On réunira donc tous les condamnés dans la colonie correctionnelle.

Mais le régime de celle-ci devra être modifié en vue de permettre l'application de la mesure qui, nous l'espérons, dans un avenir prochain décidera le maintien du condamné, à l'expiration de sa peine, dans une maison de correction jusqu'à sa majorité.

La détention de ce dernier passant alors par deux phases distinctes, le régime aussi devra être double. Le condamné devra tout d'abord exécuter sa peine. Et il sera bon de la lui faire subir en cellule, afin de lui donner le temps de la réflexion et du repentir ; sauf, d'ailleurs, à en abréger la durée, si ses résolutions paraissent sérieuses. Il sera, au cours de cet internement, l'objet d'une observation attentive et devra exécuter une tâche journalière, appliqué à l'un des métiers sédentaires en vigueur à la colonie.

Une fois la peine accomplie, et durant la seconde phase, il sera, au contraire, admis aux bienfaits du régime commun et appliqué jusqu'à sa libération

conditionnelle ou sa majorité aux travaux agricoles ou aux travaux industriels suivant qu'il sera originaire de la campagne ou de la ville.

Tel n'est pas, il est vrai, le système de la commission de révision du Code Pénal, dans lequel (art. 59) le condamné commencerait par être interné dans une prison ordinaire et ne serait dirigé sur une maison de correction qu'après avoir subi sa peine (1).

Mais notre système a sur ce dernier plusieurs avantages : il permet d'étudier plus attentivement le jeune condamné et occasionne des frais de transfertement beaucoup moindres.

Nous en avons ainsi fini avec l'étude des établissements affectés aux jeunes détenus du sexe masculin. Il nous reste pour être complet à dire quelques mots des maisons pénitentiaires, spécialement affectées par la loi de 1850 aux jeunes filles mineures de 16 ans.

D). — *Des Maisons Pénitentiaires.*

Les développements dans lesquels nous sommes précédemment entré nous permettront d'être très bref au sujet de cette nouvelle classe d'établissements dont l'organisation comparée à celle des colonies pénitentiaires ne présente, d'ailleurs, que deux différences importantes : la première relative à la compo-

(1) R. P. 1895, p. 836.

sition de l'effectif : tandis que la population des colonies comprend seulement deux catégories de garçons strictement limitées, les autres catégories subissant leur détention dans les quartiers des maisons d'arrêt et de justice départementales ou dans les colonies correctionnelles, les maisons pénitenciaires, faisant à la fois l'office de ces trois sortes d'établissements, reçoivent, en effet, toutes les détenues mineures de 16 ans sans exception, quelles que soient leur situation pénale et la durée de leur condamnation (art. 16) ; et la deuxième relative à la nature du travail : au lieu d'être appliquées comme les garçons aux travaux agricoles ou à l'une des industries connexes à l'agriculture, les jeunes filles des maisons pénitenciaires sont, aux termes de l'art. 17, appliquées aux travaux qui conviennent à leur sexe.

En dehors de cela, les règles tracées par la loi de 1850 pour le régime aussi bien, d'ailleurs, que pour la création et la surveillance des colonies pénitenciaires « s'appliquent aux maisons pénitenciaires destinées à recevoir les jeunes filles détenues... » (art. 15).

Nous ne reviendrons pas, dès lors, longuement sur les conditions matérielles ou morales, qui rationnellement devraient caractériser ce régime. Il est évident que tout ce qui a été dit à propos des colonies du type et de l'aspect, du bien-être matériel et de la discipline, des qualités du personnel et de l'éducation morale sous la triple influence de la religion, de l'instruction et du travail, s'applique avec plus de raison encore à des maisons dont la population est composée

d'éléments naturellement plus délicats et plus fragiles, à moins qu'une débauche hâtive ne les ait faits plus viciés tant au physique qu'au moral. Et de même l'individualisation de l'éducation morale y est d'autant plus nécessaire qu'aucune sélection n'étant opérée par la loi il s'y rencontre forcément des pensionnaires de moralités plus diverses et partant de besoins plus variés. Il nous suffira d'indiquer comment, en fait, ces principes ont été appliqués.

L'Etat, qui, à beaucoup d'égards, supporte la comparaison avec l'initiative privée, en ce qui regarde l'éducation correctionnelle des mineurs du sexe masculin, est resté loin derrière dans ses fondations relatives aux jeunes filles détenues. Des diverses maisons pénitentiaires fondées et dirigées par lui aucune encore n'a pu survivre à l'épreuve du temps. Après Auberive et La Fouilleuse, dont l'existence fut juste assez longue pour permettre aux événements fâcheux qui en entraînèrent la suppression de se réaliser, ce fut le tour de l'établissement de Cadillac qui, l'an dernier, ferma ses portes après avoir vécu quelques années à peine dans le trouble et l'insuccès(1). Et aujourd'hui il subsiste bien encore une maison pénitentiaire dépendant de l'Administration : la maison de Doullens. Mais elle a vu le jour dans des conditions qui ne permettent pas de compter pour elle sur une vitalité

(1) Cf. Joly : *A travers l'Europe, L'Education Correctionnelle des jeunes filles*, p. 169 et sq.

plus longue que celle de ses devancières. L'Etat, d'abord, n'a rien trouvé de mieux à faire que de l'installer, comme l'avaient été les précédentes, dans des locaux ayant auparavant servi de maison centrale ; et il y a là, comme le dit M. Joly, une « première tâche originelle, dont il est difficile en éducation correctionnelle de pouvoir jamais se laver (1) ». Et, d'autre part, les institutrices et les surveillantes en sont recrutées de la même façon : prises parmi celles des maisons de réclusion et des prisons de femmes, elles sont évidemment peu préparées à l'entreprise laborieuse et délicate du relèvement moral de malheureuses jeunes filles presque toutes atteintes dans leur moralité.

En dehors du caractère moins pénitentiaire de leur installation matérielle, les maisons privées offrent de meilleures garanties quant au recrutement du personnel. Ces maisons sont toutes, en effet, au pouvoir de congrégations dès longtemps rompues au maniement des orphelinats, des ateliers ouvriers et des refuges pour filles repenties. Et, dès lors, non seulement les religieuses préposées à l'éducation et à la garde des jeunes détenues peuvent se consacrer tout entières à l'accomplissement de leur tâche, mais encore elles doivent s'en acquitter avec plus de tact et plus de succès, habituées qu'elles sont au traitement de toutes les misères physiques et morales.

Longtemps cependant ces établissements ne lais-

(1) Id. p. 170.

sèrent pas que de présenter de très graves lacunes. Et celles-ci firent même lors de la Grande Enquête Pénitentiaire de 1873 l'objet d'un rapport assez sévère de MM. Théophyle Roussel et d'Haussonville, dans lequel ces derniers déclaraient « que la discipline de ces maisons n'agissait souvent qu'à la surface ; qu'elle pliait l'enfant à des pratiques dépourvues d'efficacité morale ; qu'on y gardait les pupilles plus qu'on ne les y élevait ; qu'on faisait vivre l'institution par des travaux faciles, mais sans utilité pour l'instruction et pour l'avenir des pensionnaires ; que le jour, où on libérait ces dernières, on ne rendait à la Société que des êtres passifs, habitués à la dissimulation, à l'hypocrisie même, toutes pleines de convoitises secrètes, mûres en un mot pour le désordre... (1) ».

Mais, de nos jours, si nous en croyons le même auteur auquel sont empruntées les lignes précédentes, tout cela s'est modifié. L'instruction religieuse tient certes encore dans ces établissements la principale place : et cela est non seulement légitime, mais même indispensable vis-à-vis de jeunes filles dont le vice dominant est l'immoralité. Mais, du moins, s'y abstient-on de dresser celles-ci à toutes sortes de pratiques « dévotieuses. » Les sœurs sont aujourd'hui trop expérimentées pour avoir cette « naïveté ». « Elles n'ont garde, affirme M. Joly, de compromettre le nécessaire pour essayer d'avoir le superflu ou son apparence. » (2) Et, en fait, loin de pécher par hypo-

(1) Voir Joly. *A travers l'Europe*, p. 167.

(2) Joly. *A Travers l'Europe*. p. 170.

crisie, les pupilles ont la plupart un air de franchise bien fait parfois pour étonner le visiteur.

Et l'instruction professionnelle y est elle-même convenablement dispensée. Profitant des termes généraux employés par la loi et les détournant quelque peu de leur signification primitive, les directrices de ces maisons ont introduit à côté des travaux sédentaires seuls prévus par le législateur certains travaux du dehors, d'ordinaire accomplis par des femmes et qui conviennent, par conséquent, aussi au « sexe » des pupilles. De telle sorte qu'on n'a pas à regretter ici la lacune signalée dans l'organisation des colonies pénitentiaires. Chaque enfant peut être appliquée à une profession conforme à son origine et à ses goûts : aux travaux de l'aiguille ou du ménage, si elle est de la ville, ou si, étant de la campagne, elle a pour ces occupations une prédilection spéciale, à l'agriculture ou à l'horticulture, si elle est d'origine rurale. Grâce, d'ailleurs, à l'habileté et au tact des maîtresses la plupart des pupilles deviennent des ouvrières instruites, des ménagères habiles, des filles de ferme fortes et expérimentées. Plusieurs d'entre elles même possèdent au moment de leur libération certaines connaissances théoriques relatives à leur profession que n'ont pas nombre d'adolescentes élevées dans le monde.

C'est qu'en effet dans ces maisons à côté de l'enseignement pratique fonctionne l'enseignement technique : une fois leur apprentissage jugé suffisant, les filles de ferme assistent à des conférences sur l'agriculture ou

l'horticulture, les ménagères apprennent à se servir de livres de cuisine, les couturières et les brodeuses reçoivent des leçons de dessin, qui les mettent en mesure de tracer elles-mêmes leurs ouvrages conformément aux modèles donnés. On cherche, en un mot, à donner à toutes une connaissance aussi parfaite que possible du métier qu'elles ont choisi ; et le plus souvent les religieuses y réussissent. Aussi trouvent-elles facilement des placements pour celles de leurs libérées, qui ne leur donnent pas de trop graves sujets de crainte (1).

L'instruction intellectuelle enfin est donnée aux pupilles dans de sages limites. On y suit à peu près le programme de l'enseignement primaire.

Les résultats obtenus dans les maisons pénitentiaires privées (2) sont, au reste, assez bons ; et la meilleure preuve en est que l'Etat, après leur avoir suscité au début des difficultés assez sérieuses pour en compromettre l'existence, n'hésite pas aujourd'hui à leur confier la presque totalité des jeunes filles détenues.

Il manque cependant plusieurs choses à la perfec-

(1) Voir à ces divers égards : Joly. *A Travers l'Europe : l'Education correctionnelle des jeunes filles*, p. 187 et sq.

(2) Ces maisons sont aujourd'hui nombreuses, car en dehors même de celles qui sont spécialement affectées à l'éducation correctionnelle, comme Bavilliers, Rouen, Sainte-Anne-d'Auray, il en est d'autres fondées à l'origine pour recevoir des filles orphelines ou en danger moral qui dans la suite ont obtenu de l'Etat qu'il leur confie des détenues. Et parmi ces dernières citons notamment les Maisons d'Amiens, d'Angers, de Limoges, de Montpellier, du Mans, de Saint-Omer... (V. au surplus. J. Arboux. *Manuel des Visiteurs des Prisons*, p. 80).

tion de ces établissements. Pour être plus restreint que celui des colonies affectées aux garçons, leur effectif n'en est pas moins parfois exagéré. Dans la plupart d'entre eux, il varie entre 100 et 250 pensionnaires. Et dans ces conditions l'individualisation de l'éducation morale y est aussi, on le conçoit, à peu près impossible.

Mais là n'est pas encore le principal écueil. Il en est un autre commun, d'ailleurs, à toutes les fondations du genre, publiques ou privées, et contre lequel les meilleures organisations demeureront toujours infailliblement impuissantes : nous voulons parler de la réunion dans les maisons pénitentiaires de toutes les détenues mineures de seize ans, sans distinction d'âge, de moralité ni de situation pénale.

Nous avons déjà signalé, en effet, cette particularité étonnante : tandis que la loi de 1850 établit parmi les garçons plusieurs catégories qu'elle sépare soigneusement les unes des autres dans des établissements spéciaux, affirmant ainsi le principe de la sélection, elle abandonne ce principe vis-à-vis des jeunes filles et les laisse toutes confondues dans la promiscuité des maisons pénitentiaires. Comme si ces malheureuses devaient moins avoir à souffrir que les garçons d'un semblable mélange et si leur « nature sensible, impressionnable et souvent malade » ne les rendait au contraire plus accessibles au danger des contacts !

En fait cependant cette situation a été jugée si préjudiciable au bon fonctionnement des maisons pénitentiaires que dès aujourd'hui certaines sélections ont

été opérées. C'est ainsi qu'à la maison de Rouen, par exemple, à côté du Grand Quartier, qui est le quartier industriel et de la Ferme de la Grande Mare, destinée aux pupilles exercées à la profession agricole, on a créé ces dernières années un petit quartier pour les jeunes enfants et un quartier correctionnel où l'Etat envoie les insubordonnées des autres établissements (1). De nombreuses maisons possèdent également un quartier spécial pour les pensionnaires rendues intéressantes par leur âge.

Et tout cela est assurément fort bien, mais non encore suffisant. Il serait bon d'abord que les jeunes filles au-dessous d'un certain âge, au-dessous de 12 ans, par exemple, fussent absolument isolées dans des établissements spéciaux au lieu de se voir simplement affecter un quartier à part dans les établissements communs ; car, dans ceux-ci, aussi bonne que soit la surveillance, des rapports réussissent presque toujours à s'établir entre les grandes et les petites au grand détriment de ces dernières ; et, d'autre part, il serait possible de donner à ces établissements spéciaux un caractère plus maternel et plus hospitalier, dont s'accommoderaient bien mieux ces pauvres enfants à préserver plutôt qu'à relever.

Et il se rencontre en outre que nulle part on ne constate de séparation effective entre les condamnées et les acquittées, ni parmi les acquittées entre celles

(1) *Monographies*, 1895, Atelier-Refuge de Rouen et Joly A Travers l'Europe, p. 214 et sq.

qui se sont déjà livrées à la prostitution et celles qu'aucune souillure n'a encore flétries.

Or si la confusion entre les condamnées et les acquittées ne présente que peu de dangers, à raison du nombre excessivement restreint des premières, il n'en est pas de même de la confusion entre les prostituées et les délinquantes ordinaires. Le nombre des prostituées dans les maisons pénitentiaires s'est beaucoup élevé ces dernières années. A la suite d'un accord intervenu entre la Préfecture de police et le parquet, la police des mœurs, à Paris, qui auparavant se bornait à envoyer à Saint-Lazare cette catégorie de mineures les remet aujourd'hui aux mains de la justice « pour peu qu'il y ait dans leur situation un indice de vagabondage » (1) ; et la plupart d'entre elles, est-il besoin de le dire, finissent par la maison de correction. Les dangers de contamination sont donc excessivement redoutables ; car, il ne faut pas se faire illusion, une jeune fille habituée à la débauche est autrement nuisible à la moralité et partant au bon ordre d'un établissement qu'une voleuse ou une criminelle. Dans l'intérêt général des jeunes filles en éducation correctionnelle il conviendrait donc sinon de parquer les prostituées mineures de 16 ans dans des établissements spéciaux, qui ressembleraient par trop à de « petits Saint-Lazare », dont l'idée seule a, suivant l'expression de M. Puibaraud, « je ne sais quoi de

(1) V dans les *Institutions Pénitent. de la France* en 1895, Guillot : *L'Enfance*, p. 369.

révoltant » (1), du moins de les isoler du reste de la population dans des quartiers cellulaires des établissements communs, où elles recevraient à la fois les soins physiques et moraux que nécessite leur état.

Hâtons-nous d'ajouter, d'ailleurs, que là devraient s'arrêter les réformes. Pas n'est besoin, plus que pour les garçons, de créer des maisons spéciales aux mendiants et aux vagabonds. La plupart de celles-ci seront en même temps des prostituées et se trouveront à ce titre l'objet d'un traitement particulier ; et les quelques autres n'auront pas grand chose à apprendre des délinquantes ordinaires.

Mais rien ne s'oppose par contre à ce qu'on répartisse ces dernières entre les diverses maisons existantes d'après le degré plus ou moins grand de leur perversité. Cette répartition que nous avons réclamée pour les garçons aurait vis-à-vis des jeunes filles les mêmes avantages. Les bonnes isolées des mauvaises verraient leur amendement marcher beaucoup plus vite. Et les mauvaises pourraient elles-mêmes être soumises à un traitement mieux approprié à leur état moral et à leurs besoins.

En résumé donc, au lieu de la catégorisation unique établie par la loi, il y aurait lieu de distinguer parmi les jeunes filles tout comme parmi les garçons : les condamnées des acquittées, les enfants au-dessous de 12 ans des pupilles plus âgées, les prostituées des délinquantes ordinaires, les insubordonnées des détenu obéissantes et paisibles et d'affecter :

(1) Puibaraud, — *Bul. Com. Pén. Int.* 1895, II, p. 420.

1° Des établissements correctionnels aux jeunes condamnées ;

2° Des maisons de préservation aux jeunes filles au-dessous de 12 ans ;

3° Des quartiers spéciaux dans les établissements communs : α) aux prostituées ; β) aux insubordonnées.

Seules les jeunes détenues ayant plus de 12 ans et n'étant ni prostituées ni insubordonnées demeureraient soumises au régime commun. Et encore devraient-elles être réparties d'une manière rationnelle entre les diverses maisons pénitentiaires, d'après leur perversité et les difficultés de leur relèvement.

CHAPITRE II

De la libération.

Jusqu'à présent nous avons montré la société préparant et sondant le terrain, répandant la semence, veillant à la bonne fécondation du grain. Arrive maintenant le moment de songer à recueillir les fruits. Cette récolte assurément sera plus ou moins abondante, suivant la qualité bonne ou mauvaise des germes déposés et les soins plus ou moins vigilants dont on aura entouré leur développement. Le jeune détenu aura à sa libération d'autant plus de chances de devenir honnête que son éducation aura été fondée sur de meilleurs principes et qu'elle aura été plus étroitement surveillée.

Mais la qualité des fruits, qui dépend de leur maturité, dépend aussi de la façon dont on les cueille et de la façon dont ils sont conservés. Aussi à point qu'ils soient, ces fruits se gâteront, s'ils sont placés dans une atmosphère viciée. De même en sera-t-il, aussi bonnes que soient ses dispositions et ses qualités, du jeune détenu placé à sa libération dans un milieu défavorable. Il nous reste donc pour donner une idée adéquate du traitement appliqué au jeune

délinquant à suivre ce dernier à sa sortie de la maison de correction.

Or il peut en sortir de deux manières bien distinctes. Tantôt il en sort seulement au jour fixé par la sentence comme limite extrême de la mesure éducatrice ou répressive qui lui a été appliquée. Sa libération est en ce cas définitive et nécessaire. Tantôt, au contraire, il en sort bien avant cette date, si conformément à l'article 9 de la loi des 5-12 août 1850, il a été l'objet d'une proposition de libération conditionnelle. Mais, en ce cas, sa libération, en principe, est purement facultative et révocable.

Chacune de ces hypothèses mérite donc d'être considérée à part. Aussi traiterons-nous dans deux sections distinctes :

Section I. — De la libération conditionnelle.

Section II. — De la libération définitive.

SECTION I

De la libération conditionnelle.

De la libération conditionnelle nous avons eu déjà plusieurs fois l'occasion de parler. Elle nous est successivement apparue comme le moyen le plus sûr de limiter exactement la durée de l'internement du jeune détenu au temps strictement nécessaire à son éducation, comme une prime magnifique à la conduite et

au travail, la plus morale et la plus élevée des récompenses, comme enfin un moyen de reclassement efficace entre tous par l'heureuse transition qu'elle opère entre l'internement absolu et l'entière liberté. Et nous connaissons aussi dès à présent les conditions auxquelles en sont subordonnés l'application et le retrait. Accordée au jeune détenu toutes les fois que son amendement paraîtra assuré avant l'heure légale de sa libération, elle lui sera impitoyablement retirée si, une fois en liberté, il se relâche et se montre indigne, en se conduisant mal, de la confiance qui lui a été témoignée. Nous savons, en un mot, la portée et les avantages théoriques de cette institution. Nous n'y reviendrons pas ici. Mais, du moins, étudierons-nous celle-ci au point de vue pratique et dans son fonctionnement actuel. Et comme, en fait, la libération conditionnelle peut s'opérer de trois façons diverses :

- 1°) par le placement chez un particulier,
- 2°) par la remise à la famille,
- 3°) par l'engagement militaire;

nous subdiviserons aussi notre étude en trois paragraphes distincts, respectivement affectés à l'examen de ces différents modes.

§ I. — *Du placement chez un particulier*

C'est là le mode originel de la libération conditionnelle, celui qu'avait en vue le créateur de celle-ci, M. le Comte d'Argout, dans la circulaire du 3 dé-

cembre 1832. Et des divers modes usités aujourd'hui, c'est encore celui qui correspond le plus parfaitement à l'idée que s'est faite la loi des 5-12 août 1850 de cette institution : celle d'une « mise à l'épreuve » (1). Mieux que tout autre, en effet, il facilite la réintégration du jeune libéré à la colonie au cas de mauvaise conduite : mieux d'abord que la remise à la famille : un patron obligé de payer son ouvrier est toujours moins intéressé à garder ce dernier que ne l'est une famille le plus souvent nécessaire à conserver un fils, qui non seulement ne lui coûtera rien, mais lui apportera encore l'appui de son travail et de ses bénéfices permis, voire même illicites, et partant moins porté que cette dernière à donner le change sur la conduite véritable du jeune libéré, à représenter celui-ci comme radicalement amendé alors que sa perversité augmente ; et mieux aussi, cela est évident, que l'engagement militaire, puisque celui-ci rend la réintégration tout à fait impossible. Pour aussi défavorable que soit l'épreuve, une fois au régiment, en effet, le jeune libéré y reste. Cela ne veut, d'ailleurs, pas dire que le placement chez un particulier doive être seul admis, à l'exclusion des autres modes. La remise à la famille et surtout l'engagement militaire ont, au contraire, des avantages qui les recommandent plus spécialement parfois. Et, d'autre part, l'efficacité elle-même de ce placement dépend dans une très large mesure des garanties dont on l'entoure.

(1) Art. 9, loi des 5-12 août 1850.

Or, en fait, disons-le, ces garanties ne sont pas aujourd'hui suffisantes pour donner à ces placements toute l'extension qu'ils pourraient et devraient même avoir. C'est aux directeurs des colonies qu'incombe presque exclusivement la tâche de les procurer aux pupilles. Et toutes les fois qu'ils le peuvent, ils le font assurément avec le plus grand soin, mettent toute leur activité à rechercher des patrons consciencieux et honnêtes, prennent toute espèce de précautions pour assurer le bien être matériel et moral du jeune libéré. Entre eux et le patron intervient toujours un contrat, aux termes duquel ce dernier s'oblige :

1°) à traiter le jeune libéré avec bienveillance et à ne pas l'employer à des travaux au-dessus de ses forces ;

2°) à le loger et à le nourrir convenablement, à l'habiller, à faire blanchir et raccommoder ses effets ;

à lui donner ou faire donner tous les soins voulus s'il vient à tomber malade ; ou bien en cas de maladie grave, sur l'autorisation écrite du médecin et sans danger pour la santé de l'enfant, à le ramener lui-même à la colonie ou à le conduire dans un hôpital de la contrée qui sera indiqué par le directeur de la colonie ;

3°) à surveiller sa conduite et à prévenir le directeur dans le cas où elle deviendrait mauvaise ;

4°) à ne le sous-louer à aucune autre personne ;

5°) à lui payer à titre de gages annuels la somme de... (Ces gages varient entre 60 et 150 francs par an suivant l'âge et la capacité du jeune détenu) ;

à lui remettre chaque dimanche, à titre de gratification et d'encouragement, la somme de cinquante centimes ;

6°) à prévenir immédiatement le directeur par télégramme ou par lettre affranchie si le jeune libéré quittait sa maison sans autorisation ;

7°) à le ramener à la Colonie dans le cas où il aurait des raisons sérieuses pour ne pas le conserver chez lui. (Le manque momentané de travail ne serait pas une raison suffisante) ;

8°) à n'élever aucune prétention dans le cas où l'Administration jugerait utile de lui retirer le jeune libéré (1).

Non contents même de lier ainsi le patron, les directeurs exercent pendant toute la durée du placement une certaine surveillance, correspondent fréquemment tant avec le patron qu'avec le libéré, se rendent auprès d'eux toutes les fois qu'ils le peuvent pour recevoir leurs doléances réciproques.

Mais aussi ardents et aussi généreux qu'ils soient, les directeurs ne peuvent, sans inconvénients, répéter ces visites aussi souvent qu'il le faudrait, surtout s'ils ont le malheur d'avoir à la colonie un effectif déjà exagéré. Car alors en visitant les libérés ils délaissent forcément leurs pupilles en cours d'internement ; et ceux-ci ne sont pas les moins intéressants, au contraire. Et, d'autre part, opérés et surveillés par ces

(1) Voir texte du contrat. *Bul. Com. Pén. Int.*, 1895, II, p. 478 et sq.

fonctionnaires, les placements ont le grave défaut de dénoncer l'enfant « à la curiosité, c'est-à-dire à la malignité publique (1) ».

En ce dernier, dès lors, ce n'est plus un malheureux qu'on voit, mais uniquement un petit voleur ou un petit assassin. Et si le patron a assez de tact et d'humanité pour ne pas lui rappeler sa condition pénitentiaire, il se trouve toujours quelqu'un d'assez méchant ou d'assez imprévoyant pour le faire. Dès ce moment on peut abandonner l'espoir d'inspirer à l'enfant la confiance et l'estime en soi-même que tout honnête homme doit avoir. Et ceci n'est pas de la théorie. De pareils faits se reproduisent tous les jours. La correspondance des libérés avec leurs directeurs en fournit la preuve certaine (2).

Que faudrait-il faire pour remédier à cela ? Uniquement, comme le dit M. Puibaraud : « transplanter en quelque sorte ces enfants du domaine pénitentiaire dans le domaine charitable » (3) et les faire placer et visiter par les fonctionnaires de l'Assistance Publique ou mieux encore par les membres de sociétés de patronage privées.

Placés et surveillés par l'Assistance Publique, ces malheureux y gagneraient d'être assimilés aux yeux du public aux enfants assistés. Ils auraient ainsi moins de peine à se faire bien venir de tout leur entou-

(1) Puibaraud. *Rapport au Comité de Défense*, 4 et 7 avril 1897.

(2) Voir Puibaraud. *Op. cit.*

(3) Id.

rage. Et, d'autre part, la surveillance exercée par des inspecteurs spéciaux serait aussi plus régulière et plus fréquente. Il y aurait donc intérêt à recourir à cette Administration pour le placement des jeunes libérés.

Mais toutes les fois qu'on aurait sous la main une société de patronage privée, c'est à celle-ci de préférence qu'il faudrait s'adresser. Les renseignements, d'abord, recueillis par elle sur la moralité du patron auquel on confierait l'enfant, seraient moins incertains que ne le sont les renseignements administratifs, dûs d'ordinaire aux investigations d'un agent subalterne. Les patrons agréés seraient presque toujours personnellement connus des membres de la société, et cela permettrait d'exercer un patronage à la fois plus efficace et plus discret. N'étant pas officiel, ce dernier pourrait être exercé plus fréquemment sans risquer de froisser ni le patron ni l'apprenti. La notoriété du visiteur lui donnerait également plus de poids (1).

Ce dernier mode d'opérer aurait enfin de concert avec le précédent l'avantage précieux de faciliter l'éloignement du lieu d'internement primitif, l'expatriation du jeune libéré, dont les bons résultats ont déjà pu être observés chez les libérés des Ecoles de Réforme de St-Eloi et de Frasnes-le-Château.

Depuis plusieurs années ces écoles ont ouvert, la

(1) Louiche-Desfontaines et Robert Godefroy. *Bul. Com. Pén. Int.* 1895, VI, p. 313.

première à Limoges, la seconde à Besançon, une maison de patronage, où elles envoient les enfants prêts à être libérés conditionnellement et à devenir des ouvriers. La maison de patronage de Limoges est tenue par un ménage laïque qui, aux frais des religieuses, habille, nourrit et loge les pupilles et leur procure du travail. Ceux-ci y viennent donc aux heures des repas et y passent aussi les moments de repos. Mais, en dehors de cela, ils vont en ville librement et sans surveillance apparente, n'ayant rien, au surplus, qui puisse révéler leur véritable condition. Et peu à peu ils s'habituent ainsi à la vie sociale, se créent des amitiés parmi leurs camarades et finissent par perdre à leur contact jusqu'au souvenir du passé. A Besançon, la situation est la même, avec cette différence cependant que ce sont les religieuses elles-mêmes qui tiennent la maison. Mais si les enfants y perdent d'être moins libres, ils y gagnent en revanche d'être plus affectueusement et plus maternellement secondés. Et les résultats dans cette dernière maison ne sont pas moins satisfaisants que dans la précédente. Là encore les jeunes libérés marchent vers leur relèvement moral infiniment plus vite que s'ils avaient continué à vivre dans le voisinage de la colonie, obsédés de la vision ou du souvenir de celle-ci et mal vus par tous ceux avec qui ils auraient lié relation.

Malheureusement aujourd'hui ces deux écoles sont les seules qui, grâce leur organisation, puissent expatrier leurs libérés avec quelque succès. Non certes que les directeurs des autres établissements se trou-

vent dans l'impossibilité absolue de découvrir des placements éloignés. Plusieurs par leurs relations trouveraient, au contraire, cela très facile. Mais ils n'y tiennent pas ; et cela se comprend. Déjà embarrassés pour surveiller avec fruit les placements voisins, comment s'y prendraient-ils si cette surveillance nécessitait des voyages dispendieux et longs ?

Avec notre manière de procéder cette expatriation deviendrait, au contraire, fréquente. Certains que leurs protégés trouveraient sur place la surveillance, qu'ils doivent aujourd'hui aller y exercer eux-mêmes, les directeurs, en effet, ne regarderaient plus pour le choix des placements à quelques kilomètres de plus ou de moins, n'hésiteraient pas à envoyer au loin leurs libérés, s'ils y voyaient un avantage ; et cet avantage, ils l'y verraient assurément.

De toute façon donc il serait désirable de confier à une société de patronage, ou, à défaut de société de patronage à l'administration de l'Assistance Publique le choix et la surveillance des placements des mineurs sortant de nos maisons de correction et libérés conditionnellement (1). Directement opérés et surveillés par le directeur, ces placements aujourd'hui sont souvent fort peu efficaces.

(1) Sic : Vœu du congrès pénitentiaire International de Paris. « Les placements individuels des enfants placés sous la tutelle administrative ou mis à la disposition du Gouvernement, ne peuvent être surveillés efficacement que par des sociétés de patronage. »

(*Bul. du V^{me} Congrès Pénitentiaire International*, 13 Juillet 1895).

Est-ce à dire que l'intervention du directeur devrait être absolument exclue ? Nous ne le pensons pas. Notre avis est plutôt qu'elle continuerait à être rigoureusement nécessaire : d'abord, cela est évident, pour décider de l'opportunité du placement lui-même, car seul le directeur est en mesure d'apprécier si le pupille peut être placé sans danger ; mais aussi au cours du placement, pour venir en aide par des exhortations et des réprimandes aux nouveaux éducateurs désignés. Mieux que personne le directeur ne connaît-il pas le sentiment par lequel il faut prendre l'enfant ? En ce dernier cas seulement son intervention gagnerait à être épistolaire et anonyme. — Il serait indispensable enfin que des relations très suivies s'établissent entre la société de patronage ou l'Assistance publique et le directeur, afin de tenir celui-ci au courant des progrès accomplis ou des défaillances observées et de lui permettre, au cas où cela deviendrait nécessaire, de provoquer la réintégration à la colonie du jeune libéré.

Et au dessus du directeur devrait intervenir encore, ainsi que cela a lieu aujourd'hui, le ministre lui-même, ou au moins son délégué, le préfet (1), seuls compétents pour donner au placement l'approbation définitive.

Nous en aurons fini avec l'étude de notre premier mode de libération conditionnelle lorsque nous aurons fait remarquer qu'en fait, dès aujourd'hui, mal-

(1) *Sic.* R. P. 1898, p. 216.

gré les lacunes existantes, le nombre des enfants ainsi placés chez des particuliers s'élève au chiffre respectable de 323, dont 116 pour une seule colonie (1).

§ 2. — De la Remise à la famille.

Les cas d'application de notre second mode de libération conditionnelle sont infiniment plus restreints. En 1891, sur 77 jeunes détenus libérables définitivement 9 seulement, en effet, avaient été au préalable remis à leur famille. Et loin de progresser depuis cette proportion s'est encore abaissée : elle n'a plus été que de 4 sur 80 en 1892, de 5 sur 74 en 1893, de 7 sur 83 en 1894 (2). Or comment expliquer cette parcimonie de l'Administration à adopter cette mesure, alors que celle-ci par son caractère tout bienveillant semblerait, au contraire, devoir être plus particulièrement recherchée ?

La meilleure explication en est que très rarement les parents des jeunes détenus de nos maisons d'éducation correctionnelle se trouvent présenter des garanties de capacité et d'honnêteté suffisantes. N'est-ce pas à leur négligence extrême, voire même à leurs mauvais exemples et à leurs conseils pernicieux qu'est due le plus souvent la faute de l'enfant ? Et leur indignité n'a-t-elle pas été, d'ailleurs, solen-

(1) M. Puibaraud, *Op. cit.*, p. 9.

(2) Id. p. 20.

nellement affirmée par le jugement même qui les a dessaisis momentanément de leurs droits ? A moins qu'un changement radical ne se soit opéré depuis le jugement dans la conduite et dans la moralité des parents, il n'est pas un seul enfant de l'art. 66 qui puisse leur être impunément remis ; car si cette remise avait été possible, le malheureux n'aurait jamais franchi le seuil de la maison de correction. Et parmi les jeunes condamnés (art. 67 et 69) il en est de même fort peu qui gagneraient à être transférés du milieu de la colonie dans le milieu de leur famille. Incapable d'arrêter l'enfant sur le chemin du crime, où celle ci puiserait-elle l'influence et l'énergie dont elle aurait besoin pour lui faire gravir la pente rude et escarpée qui conduit vers le bien ? Et dans ces conditions notre Administration préfère, lorsque le jeune détenu paraît en bonne voie d'amendement, le placer loin des siens chez un patron honnête ou lui faire contracter un engagement dans l'armée que s'exposer, en voulant se montrer bienveillante, à mettre en de mauvaises mains le perfectionnement de son éducation.

Cette raison n'est, d'ailleurs, pas la seule. A ne considérer que la moralité des familles, l'Administration pénitentiaire se déciderait plus souvent qu'elle ne le fait à leur remettre leur enfant. Mais il est un autre inconvénient que l'expérience lui a maintes fois révélé et qui la rend plus sobre encore d'une telle mesure : c'est qu'en fait aujourd'hui, sous cette forme d'une remise à la famille, la libération conditionnelle,

dans la majorité des cas, est une véritable grâce (1). Presque jamais, en effet, une fois en possession de l'enfant, les parents, aussi bons et bien intentionnés qu'ils soient, ne se décident à demander sa réintégration à la colonie au cas de mauvaise conduite. Il faudrait pour cela un courage et une abnégation au-dessus de leurs forces. Et, de son côté, l'Administration se trouve dans l'impossibilité de provoquer elle-même le retrait de la libération, en l'absence d'une surveillance quelconque. Pour que ce retrait puisse être exercé, il ne faut, en réalité, rien moins qu'un nouveau délit, suivi de l'arrestation du jeune libéré ou une réclamation de ce dernier lui-même. Or si la première hypothèse se trouve réalisée parfois, il ne faut pas s'attendre à ce que la seconde le soit d'ordinaire. L'enfant capable de sacrifier ainsi sa liberté à son relèvement moral ne sera jamais qu'une exception heureuse mais infiniment rare.

Faut-il s'étonner après cela que l'Administration exige autant de garanties du libéré que des parents et ne se décide à adopter notre mesure que si elle a une foi absolue, dans la persévérance et l'honnêteté de l'enfant ? En fait, le jeune détenu n'est jamais rendu à sa famille qu'après avoir subi la moitié de sa peine ; et encore doit-il avoir donné, durant cette période d'épreuves, par son ardeur au travail et sa bonne conduite assidues des gages non équivoques d'amendement et de bon propos (2). Ainsi, du moins, est-on

(1) R. P. 1898, p. 117.

(2) V. Puibaraud. *Op. cit.*, p. 17.

moralement certain qu'il ne se mettra pas dans le cas d'une révocation de sa libération.

Telles étant les causes de la parcimonie apportée dans l'application de notre second mode de libération conditionnelle, on ne peut guère espérer voir l'Administration se départir absolument de sa tactique. Le nombre sera toujours restreint des parents à qui elle pourra sans danger remettre leur enfant. Mais, du moins, le ferait-elle avec moins d'hésitation et plus de quiétude, si elle savait qu'une fois de retour au foyer, le jeune libéré continuerait à être surveillé et secondé dans ses efforts. Certes dès aujourd'hui, il n'est pas impossible au directeur de venir au secours du malheureux qui veut bien avoir recours à lui. Son influence s'exerce efficacement à distance : mais jamais cependant aussi pleinement que dans le contact de l'enfant. Il est des confidences que ce dernier ne fera pas par lettre et qu'on parviendrait sûrement à obtenir de lui au moyen de questions insidieuses dans l'intimité d'une conversation orale.

Et puis, il est au moins une chose qui ne peut en aucune façon s'accommoder de la distance : c'est la surveillance de la famille et de l'enfant. Pour cette surveillance comme pour cette assistance, il serait indispensable de s'adresser à une personne habitant la même localité que les personnes à surveiller ou à aider, ou au moins une localité voisine, et qui puisse les visiter souvent ou, au moins, les recevoir chez elle. Or il n'est qu'un membre de société de patronage ou un inspecteur des enfants assistés qui pré-

sente à cet effet les garanties requises. C'est donc à eux qu'on devrait encore recourir en l'espèce, mais de préférence cependant comme dans l'hypothèse précédente et pour les mêmes raisons, aux membres de sociétés de patronage privées. Cette surveillance exercée rendrait à notre mesure son véritable caractère, en permettant, en cas de mauvaise conduite, la réintégration à la colonie du jeune libéré.

§ 3. — *De l'Engagement militaire.*

L'engagement militaire est de nos trois modes de libération anticipée celui qui correspond le moins parfaitement à l'idée de la loi. Il est cependant le plus en honneur aujourd'hui. Et aussi bien compense-t-il par des avantages sérieux l'inconvénient de ne pas être révocable.

Au point de vue de son relèvement moral d'abord, quel orgueil légitime et quelle confiance dans l'avenir le jeune engagé ne doit-il pas concevoir de se voir admis, lui, le paria, que sa tenue a toujours signalé à la pitié ou à la haine des passants, soit qu'il ait été avant l'arrestation recouvert des haillons du petit maraudeur, soit qu'il ait après le jugement endossé le costume du petit détenu, à revêtir cet uniforme du soldat, si éminemment égalitaire et si honorifique, et à servir sa Patrie tout comme le plus honnête et le meilleur de ses enfants ?

Et, de même, au point de vue de son reclassement

social quel secours ne tirera-t-il pas de son passage à la caserne ? Venant du régiment, muni d'un certificat de bonne conduite, dignement mais facilement obtenu, grâce à l'habitude qu'il a d'obéir, le jeune libéré, en effet, sera désormais à l'abri des affronts et refus qui infailliblement ne lui eussent pas été ménagés, s'il fût directement venu de la maison de correction à la recherche d'une place. Car quel est le patron qui voudrait se montrer plus rigoureux et plus intransigeant que la société elle-même et reprocher encore au malheureux adolescent des fautes mûrement expiées, très sincèrement regrettées, que cette dernière enfin a absoutes ? Pour peu que son apprentissage à la colonie ait été suffisant et qu'il soit un ouvrier convenable, le jeune libéré sortant de la caserne avec un bon certificat est à peu près certain de se procurer du travail.

Et si, par hasard, il ne se croit pas suffisamment expérimenté dans la profession qu'on lui a apprise, ou si même il redoute de ne pouvoir victorieusement résister aux tentations, une fois soustrait à toute discipline et livré à lui-même, il a encore une ressource merveilleuse, que seule sa situation actuelle pouvait lui procurer : celle de contracter un rengagement et de faire sa carrière dans l'armée.

Tout cela, on le voit, serait déjà bien suffisant pour qu'on n'ait pas à regretter outre mesure l'irrévocabilité de la libération consentie sous la forme d'un engagement militaire. Mais à ces considérations vient s'en ajouter une autre plus décisive encore : c'est que

malgré cette irrévocabilité la société ne demeure pas désarmée, comme elle le serait dans les deux autres hypothèses, si la libération ne pouvait être retirée. La mauvaise conduite du soldat trouve, en effet, une sanction dans les dispositions du code militaire. Et si notre libéré ne légitime pas à la caserne la bonne opinion que l'on avait de lui et se montre pervers ou indiscipliné, nul doute que la prison et les conseils de guerre n'arrivent à le maîtriser, mieux que ne l'eussent fait la cellule et le prétoire à la maison de correction.

Tels étant les avantages de l'engagement militaire, on ne peut que louer l'Administration de pousser de plus en plus ses pupilles vers cet engagement. Il est vrai qu'elle trouve à cet effet un auxiliaire efficace dans la *Société de Protection des engagés volontaires élevés sous la tutelle administrative*, dirigée avec tant de dévouement et de cœur par Monsieur le Conseiller Voisin. Fondée dès 1878 en vue de « provoquer à 18 ans l'engagement volontaire des jeunes pupilles de l'Administration pénitentiaire, qui par leur bonne conduite mériteraient un intérêt véritable; remplacer auprès d'eux, pendant leur séjour au régiment, par des marques effectives de sollicitude, par des encouragements moraux et matériels, la famille absente ou corruptrice; les préserver, au moment de leur rentrée dans la vie civile, contre les dangers de la misère et de l'abandon, en leur facilitant la recherche d'un emploi et en leur donnant les ressources nécessaires

pour attendre (1), » cette société, en effet, n'a jamais failli à la mission qu'elle s'était tracée. Les résultats obtenus par elle sont vraiment admirables. Non seulement les pupilles ont répondu nombreux à l'appel qu'elle leur adressait (leur nombre au 31 décembre 1896 était de 2378) ; mais encore, une fois engagés, ils se sont bien conduits, témoignant ainsi de l'efficacité du patronage. Au point de vue de la conduite, à cette même date ils se répartissaient ainsi :

Conduite excellente.....	810
Conduite bonne.....	1152
Conduite passable.....	182
Conduite médiocre ou mauvaise.	234
Total	2378

Et nombre d'entre eux même avaient acquis des grades. La même circulaire signale : 3 officiers, 1 sous-chef de musique, 9 adjudants, 1 maréchal des logis chef, 5 sergents-majors, 19 maréchaux des logis, 97 sergents, sergents-fourriers ou seconds maîtres, 33 brigadiers, 182 caporaux, caporaux-fourriers ou quartiers maîtres.

Plusieurs enfin étaient décorés de la médaille militaire.

Après s'être bien conduits au régiment, la plupart, d'ailleurs, ont persévéré une fois rentrés dans la vie civile. A cette même date du 31 décembre 1896, M.

(1) Circulaire de M. Voisin à MM. les Jurés.

Félix Voisin faisait la constatation officielle suivante :
« Sur 100 jeunes gens, anciens pupilles de l'Administration Pénitentiaire, rentrés dans la vie civile, sous les auspices de la Société, à l'expiration de leur service militaire et ayant depuis cette époque passé trois, quatre, cinq, six, sept, huit, neuf et dix années dans la vie libre, il y en avait 71 qui avaient su tenir une bonne conduite » « La proportion, ajoutait-il, est considérable ; 71 pour 100 de nos pupilles sont ainsi définitivement arrachés à la récidive criminelle ! »

Cette constatation nous dispensera d'insister davantage. Souhaitons seulement en terminant que les bureaux de recrutement s'associent avec empressement à l'œuvre de cette société en ne se montrant pas trop exigeants pour l'acceptation des pupilles. Fils de la misère et du vice, ceux-ci parfois ne sont peut-être pas trop bien constitués. Il faudrait cependant les admettre pour peu qu'on les sentit capables de supporter sans dangers les marches et les fatigues de la vie militaire. Devant les avantages qui résultent pour eux de leur passage à la caserne, il importe de réfléchir à deux fois avant de leur interdire l'accès de celle-ci.

SECTION II

De la libération définitive.

La libération conditionnelle, malgré ses avantages, ne peut être accordée à tous les jeunes détenus ; elle

est nécessairement réservée à l'élite. L'heure de la libération définitive sonne, au contraire, inévitablement pour tous. Quelle qu'ait été leur conduite à la maison de correction et quel que soit le degré de leur amendement, arrive forcément un moment où l'on doit, sous peine de tomber dans l'illégalité, les rendre à la vie libre. Et ce moment, au moins vis-à-vis des enfants de l'art. 66, coïncide au plus tard, avons-nous vu, avec l'époque de leur vingtième année. Quelle situation leur est-elle ainsi faite ? Et quelles précautions sont prises ?

La situation qui leur est faite, en principe, est bien simple. Par cela seul qu'ils n'ont pas atteint l'âge de la majorité civile, les jeunes détenus retombent naturellement, au moment de leur libération, sous la puissance de leurs protecteurs légitimes, parents ou tuteurs. Car si le jugement intervenu a suffi pour transmettre momentanément des parents ou tuteurs à l'Etat les devoirs d'éducation et de garde, qui primitivement incombaient à ceux-ci, il n'a, en revanche, porté nulle atteinte aux droits de la puissance paternelle. Et dès que cesse, avec la libération définitive, l'effet du jugement, ces devoirs eux-mêmes vont de nouveau s'adjoindre aux droits demeurés inhérents à la personne des parents ou de leurs remplaçants légaux.

C'est donc à leurs parents ou à leurs tuteurs que régulièrement les libérés mineurs devraient être remis. Mais comme vis-à-vis du plus grand nombre, cela, avons-nous vu, constituerait plutôt un danger

qu'un bienfait, l'on a dû chercher des moyens d'éviter ces remises.

Et de là d'abord l'art. 19 de la loi des 5-12 août 1850 disposant que : « Les jeunes détenus désignés aux articles 3, 4, 10 et 16 (§ 2 et 3) sont à l'époque de leur libération placés sous le Patronage de l'Assistance Publique pendant trois années au moins ».

Mais le patronage ainsi établi en principe ne l'a jamais été en fait. Nous attendons encore le Règlement d'Administration Publique qui, aux termes de l'art. 21, devait venir en arrêter le mode. Et, au surplus, tel qu'il était conçu, ce patronage n'apportait pas un remède absolu à la situation, son efficacité demeurant subordonnée au bon vouloir du père de famille. Pressenti à ce sujet, le rapporteur, en effet, M. Corne, disait : « M... craint que le patronage occasionne un conflit avec la puissance paternelle, M... ne s'est pas rendu compte du patronage tel que nous l'avons compris. Le patronage, c'est cette sollicitude bienveillante qui s'offre à l'enfant au moment le plus critique de sa vie, c'est-à-dire celui où il sortira de l'établissement pénitentiaire pour entrer dans la vie libre, là où il aura besoin de conseil et de direction. Est-il, Messieurs, un père de famille qui pourra se plaindre qu'on aplanisse à son fils les voies pour prendre un métier honnête, pour entrer dans une condition qui lui donne la facilité de vivre honnêtement ? Non, Messieurs, on viendra à son secours, on viendra doubler pour ainsi dire la sollicitude et la force du père de famille : mais on ne viendra pas

établir un antagonisme contre lui » (*Moniteur Universel* du 4 juillet 1850) (1).

Ainsi donc, dans ce système, tout aurait été pour le mieux tant que le père de famille aurait bien voulu accepter le secours qui lui était offert. L'Assistance Publique aurait été pour lui un auxiliaire sérieux dans le placement et la direction de l'adolescent libéré. — Mais si, au lieu de cela, ce même père de famille ou son représentant était venu, fort de ses droits, réclamer à hauts cris le jeune libéré, l'Administration n'eût eu à sa disposition aucun moyen légal de résistance et se fût vue contrainte de lui remettre ce dernier. Le patronage, en un mot, eût été absolument inefficace et illusoire. Or c'est précisément alors qu'il eût été le plus utile, car les parents qui s'obstinent ainsi à réclamer l'enfant au jour de sa libération ne sont généralement pas les plus dignes. Presque tous ont des intentions sinon criminelles tout au moins intéressées, escomptent le profit qu'ils retireront du travail de l'enfant, de sa mendicité, peut-être de ses vices.

En admettant même que le patronage de l'art. 19 aurait été organisé (et cela eût assurément été très désirable pour toute la catégorie des jeunes libérés appartenant à des parents bien disposés) la situation n'eût donc pas cessé d'être critique.

On ne tarda, du reste, pas à s'apercevoir de cela. Dès 1853, en effet, le Ministre de l'Intérieur M. de

(1) Rapporté dans *Bul. Com. Pén. Int.* 1895, II, p. 462.

Persigny vint à nouveau à la date du 4 juillet trancher dans une circulaire la question du droit des parents à reprendre l'enfant à sa libération et décida que l'Administration était parfaitement fondée à « refuser aux parents dont l'immoralité est notoire, la remise immédiate de leurs enfants et à procurer à ces derniers un refuge contre des dangers trop réels (1) ». Mais cette circulaire si elle était conforme aux intérêts des jeunes libérés était malheureusement illégale ; puisque venant développer et commenter la loi, elle tirait des termes de cette dernière et de ceux du rapport qui l'avait précédée des conclusions diamétralement opposées à celles du rapporteur lui-même. Avec elle, la situation n'avait donc pas considérablement changé.

Elle ne changea, d'ailleurs, pas davantage avec le règlement général du 10 avril 1869. Ce règlement, en effet, se borne dans ses articles 114, 115, 116 et 117 à prescrire les mesures à prendre pour assurer l'exécution du texte précédent et participe, par conséquent, à l'illégalité de ce texte.

Ce n'est que depuis la loi du 24 juillet 1889 que l'Administration pénitentiaire a un moyen légal de prévenir le retour du jeune libéré dans une mauvaise famille.

Cette loi déclare, en effet, déchu de plein droit de la puissance paternelle les parents qui ont été l'objet de certaines condamnations déterminées par son premier article, et autorise, d'autre part, les tribunaux à

(1) Circulaire du 4 juillet 1853.

prononcer leur déchéance dans certains autres cas fixés par son art. 2 et dont l'un particulièrement intéressant dans l'hypothèse qui nous occupe. — Le seul fait que l'enfant a été conduit dans une maison de correction par application de l'art. 66 du Code Pénal suffit (art. 2, § 5) à légitimer la déchéance des parents.

Si donc l'administration, en présence de parents insistant pour que l'enfant leur soit remis et non encore déchu de leurs droits en vertu de l'art. 1^{er} de la loi, croit qu'il y aurait danger à opérer cette remise, elle a désormais la ressource de s'adresser au ministère public qui, se fondant sur le fait certain de l'envoi en correction ou, s'il s'agit d'un enfant doté d'une condamnation, sur l'un des autres paragraphes de l'article 2 provoquera la déchéance et demandera, s'il y a lieu, qu'il soit fait application de l'art. 5 relativement à la garde et à l'éducation provisoires de l'enfant durant l'instance en déchéance (1).

Ainsi le jeune libéré pourra être légalement et définitivement à l'abri des mauvaises influences d'une famille indigne. Car, une fois la déchéance prononcée, cette dernière sera radicalement dessaisie de tous droits d'éducation ou autres ; un tuteur sera désigné à l'enfant. Et c'est ce tuteur, généralement à Paris le directeur de l'Assistance Publique et dans les départements l'inspecteur des enfants assistés qui doréna-

(1) Cet article autorise la chambre du conseil à ordonner à cet égard « telles mesures provisoires qu'elle juge utiles » et déclarer les jugements rendus sur cet objet exécutoires par provision.

vant sera investi de tous les droits jusque-là réservés aux parents et qui sera, par conséquent, chargé de pourvoir à l'éducation, au placement et à la surveillance du pupille. Il le fera, d'ailleurs, lui-même ou par l'intermédiaire d'une société de patronage éprouvée. Mais même en ce dernier cas c'est à lui encore cependant qu'incombera le choix des mesures à prendre pour la correction du jeune libéré : par exemple, l'internement de ce dernier par voie de correction paternelle. Théoriquement la situation de l'Administration vis-à-vis des parents est donc désormais moins mauvaise. Nous montrerons cependant qu'elle n'est pas parfaite.

Mais auparavant voyons comment en fait notre Administration procède. Elle suit à peu près la méthode tracée par le Règlement Général du 10 avril 1869, (art. 114 et sq). C'est à dire que plusieurs mois avant l'époque de la libération, le directeur de l'établissement recueille des informations sur la famille de l'enfant, afin de savoir s'il n'y aurait aucun inconvénient à le lui renvoyer.

Ces informations sont envoyées par lui au ministère qui, de son côté, les transmet au préfet du domicile des parents chargé de contrôler l'enquête et de la compléter au besoin. Si les renseignements sont bons, pas de difficulté : le directeur se contente d'offrir ses services aux parents ; et le plus souvent, ceux-ci, en effet, les acceptent avec reconnaissance. L'enfant est en ce cas placé et surveillé par la société de patronage propre à l'établissement d'où il sort ou par une autre

société en rapport avec cette dernière. Sa sortie s'opère donc dans des conditions excellentes. Si, au contraire, les renseignements sont mauvais, les choses se compliquent. En pareille occurrence, la première préoccupation du directeur est d'obtenir des parents l'autorisation de placer lui-même l'enfant ; car, s'il l'obtient, les choses se passent comme précédemment et les dangers qui menaçaient ce dernier se trouvent ainsi écartés. Mais le plus souvent cette autorisation ne lui est pas donnée. Et dès lors que fait-il ? Avant 1889, il en était réduit à agir de toute son influence sur le malheureux libéré pour obtenir que celui-ci renonçât à retourner auprès de sa famille et acceptât la direction et les conseils du protecteur qui lui serait donné. Et s'il y parvenait il n'en atteignait pas moins, en effet, son but, bien que de façon indirecte, le pouvoir judiciaire se montrant toujours prêt à seconder le libéré dans sa résistance aux parents. Mais s'il réussissait parfois auprès de certains enfants très courageux et, d'ailleurs, amendés, il n'en était pas de même auprès de certains autres désireux avant tout de se soustraire à toute surveillance ou simplement trop faibles pour supporter sans défaillance les assauts réitérés de leurs parents avides. Pour ces derniers le directeur se voyait absolument contraint de les livrer à leurs familles. Car à quoi bon leur procurer une place qu'ils eussent abandonnée aussitôt, mettant dans un même embarras le protecteur et le patron ?

Aujourd'hui la loi du 24 juillet 1889 est venue ap-

porter à ces situations extrêmes un remède efficace mais insuffisant cependant. Actuellement, en présence de parents mal famés, le directeur s'efforce encore d'obtenir leur adhésion au placement de l'enfant par les soins d'une société de patronage ; et s'il l'obtient il arrête là ses démarches. Mais si ces parents persistent à réclamer le jeune libéré et si surtout ce dernier paraît décidé à se rendre à leurs invitations, le directeur, du moins, n'est plus toujours réduit à l'impuissance. C'est le moment pour lui de rechercher s'il ne serait pas avantageux de faire prononcer la déchéance de la puissance paternelle. Et pour prendre parti c'est uniquement vers l'enfant que le directeur se retourne. *A priori*, en effet, les parents sont mauvais et se trouvent dans les conditions exigées par la loi. Leur déchéance ne peut être douteuse. Mais reste à savoir si l'enfant pourra s'accommoder du régime que lui offrira l'Assistance Publique, si celle-ci disposera à son égard de moyens de coercition et de correction suffisants. Il ne faudrait pas sous prétexte de rendre service à un libéré perversi risquer de nuire aux pupilles innocents dont cette administration a bénévolement accepté la tutelle. Il serait en particulier dangereux de lui envoyer des enfants condamnés dont la tare pourrait rejaillir sur les moralement abandonnés et sur les assistés. Aussi le directeur ne se décide-t-il à proposer la déchéance des parents que si l'enfant a simplement été l'objet d'une mesure d'éducation et est à peu près amendé. C'est là, d'ailleurs, une hypothèse assez fréquente ; de telle sorte

que la loi nouvelle a malgré tout comblé une grave lacune.

Mais aussi fréquente qu'elle soit, cette hypothèse n'est pas universelle : — il se trouve un certain nombre de jeunes détenus placés au point de vue familial dans les conditions les plus détestables et en faveur de qui l'Administration Pénitentiaire ne peut cependant pas faire ordonner la déchéance des parents par crainte d'introduire le trouble dans les services d'Assistance à qui ils seraient confiés. Quant à eux, cette administration ne peut encore, si la liberté leur est chère, que les abandonner à leurs instincts vicieux et à leurs familles perverses. Et la même solution, d'ailleurs, s'impose également vis-à-vis des enfants à qui elle eût désiré qu'il fût fait application de la loi, si les demandes en déchéance introduites par elle ne reçoivent pas un bon accueil auprès des tribunaux : ce qui arrive encore assez fréquemment aujourd'hui. Nombreux sont, en effet, les tribunaux qui reculent encore devant les conséquences d'une déchéance prononcée. En 1893, sur 20 demandes formées par l'Administration, à peine la moitié d'entre elles furent-elles admises (1). Et si la proportion a augmenté depuis, elle est loin cependant d'être satisfaisante (2). Voilà donc tout au moins deux catégories de jeunes libérés dont la situation, en fait, dans l'état actuel de la loi et de la jurisprudence, demeure encore très mauvaise.

(1) *V. Bul. Com. Pén. Int.* 1895. II, p. 473.

(2) *V. R. P.* 1897, juillet-août.

Il n'y aurait qu'un moyen de se mettre absolument en garde contre la mauvaise influence des parents : ce serait de reporter invariablement jusqu'à 21 ans révolus l'époque de la libération définitive et cela vis-à-vis de tous les mineurs, de quelque article qu'ils pussent relever, qu'ils eussent été envoyés en correction en vertu de l'art. 66 ou condamnés conformément aux articles 67 et 69 du C. P. Alors, du moins, dès le moment de leur libération, ces jeunes gens seraient majeurs, indépendants et libres de leurs droits comme de leur personne. Les parents n'auraient plus vis-à-vis d'eux aucune autorité, si ce n'est peut-être une certaine autorité morale, d'ailleurs, sans importance : on n'aurait pour ainsi dire plus à compter avec eux. Plus ne serait besoin en tous cas pour résister à leurs réclamations de recourir à une loi, dont l'application est l'objet de la part des tribunaux d'une si vive répugnance.

Et à cela ne se borneraient pas, au surplus, les bons effets de la réforme proposée. Nous savons déjà combien elle serait utile pour donner à l'Administration le temps nécessaire à l'éducation intellectuelle, professionnelle et morale des jeunes détenus. Et ses avantages relativement au reclassement des jeunes libérés seraient non moins certains : vis-à-vis d'abord des garçons qui, s'ils n'avaient déjà bénéficié d'une libération conditionnelle, passeraient le plus souvent sans transition de la maison de correction à la caserne et feraient ainsi l'apprentissage de la liberté dans les conditions les meilleures ; et vis-à-vis aussi des

jeunes filles qui, convenablement placées et mises à l'abri des spéculations odieuses dont elles sont si fréquemment l'objet de la part des parents leurs pires ennemis, seraient moins exposées à user leur jeunesse dans une existence dégradante et facile et à tomber dans la prostitution, cette avant-coureuse du crime.

Mieux donc que le système inauguré en 1889, mieux aussi que le système établi par la Circulaire du 4 juillet 1853 et par le Règlement général du 10 avril 1869 et mieux aussi, par conséquent que le patronage de l'art. 19 de la loi de 1850, la réforme proposée faciliterait aux jeunes libérés leur placement dans un milieu honnête.

A elle seule cependant cette réforme serait insuffisante. Car à quoi servirait-il d'écarter les obstacles qui s'opposent à de tels placements, si ces placements eux-mêmes n'étaient préalablement assurés? -- Même après la réforme, il conviendrait encore de se préoccuper de la recherche des placements et de leur surveillance.

Qui chargerait-on de ce soin? -- Ça ne serait pas assurément l'Assistance Publique. Cette administration qui, à la rigueur, eût pu prendre à sa charge un libéré mineur ne pourrait en aucune façon étendre sa tutelle aux majeurs. L'intérêt de ses autres pupilles le lui interdirait à défaut d'autre cause. -- Ça ne saurait être davantage le directeur de l'établissement. Les motifs pour lesquels son intervention nous a paru regrettable dans l'hypothèse de la libération conditionnelle sont les mêmes ici. -- Il ne resterait donc pour

se charger des placements des jeunes libérés et de leur surveillance que les sociétés de patronage. Et ces dernières, en effet, seraient à cet égard les mieux qualifiées. Les libérés qui voudraient bien se confier à elles seraient absolument certains de ne point manquer de travail et d'être constamment placés dans un milieu favorable à leur relèvement moral et à leur réhabilitation sociale.

Ainsi, dans notre théorie, et en dehors bien entendu de la réforme à introduire dans la loi elle-même, ce sont les sociétés de patronage privées qui doivent être les agents principaux du relèvement moral du jeune détenu au lendemain de sa libération définitive ou provisoire. Ces sociétés nous ne les étudierons ici, d'ailleurs, ni dans leur histoire, ni dans leur fonctionnement actuel. Cette étude nécessiterait des développements qui nous feraient notablement sortir des limites imposées à notre modeste travail. Disons seulement que si ces sociétés sont aujourd'hui nombreuses, elles ne le sont pas encore assez cependant ; que si elles sont puissantes, elles mériteraient d'être plus puissantes encore. Il importerait donc que l'Etat donnât à cet organisme un développement et un élan nouveaux en favorisant la fondation de sociétés nouvelles et en dotant de larges subventions celles qui existent déjà. Ce serait là assurément l'un des moyens les plus sûrs de prévenir la récidive des jeunes libérés et partant l'une des armes les plus puissantes contre la criminalité.

CONCLUSION

Nous en avons fini avec l'étude des mesures destinées au relèvement moral de l'enfance coupable. Ces mesures, on l'a vu, sont aujourd'hui nombreuses et la plupart d'entre elles, telles qu'elles fonctionnent, sont déjà très favorables à la réalisation du but en vue duquel elles ont été établies. La situation, au fond, est loin d'être aussi déplorable que trop généralement on le croit.

Mais ces mesures néanmoins ne sont encore ni suffisantes ni parfaites : et incontestablement les bons résultats actuels demeurent fort au dessous de ce qu'ils pourraient être dans un système mieux compris. Ce système, nous avons essayé de l'établir au cours de cette étude. Y sommes-nous parvenu ? Nous ne saurions avoir une pareille prétention. Les questions traitées sont tellement complexes et se présentent sous tant d'aspects divers qu'il ne nous a pas toujours été possible de les développer à fond. Mais, du moins, avons-nous conscience d'avoir mûrement réfléchi auparavant que de fixer notre opinion et de n'avoir proposé que des réformes acceptables. Sans doute plusieurs de ces dernières seront d'une réalisation difficile : nous exigeons notamment du personnel chargé de l'éducation ou même simplement de la garde des jeunes détenus certaines qualités de cœur que seule

une vocation nettement arrêtée est en mesure de donner et qui, par conséquent, ne se rencontreront que très rarement en pratique, surtout parmi les agents inférieurs, dont la bonne influence serait cependant d'autant plus efficace qu'ils sont en contact plus permanent et plus direct avec l'enfant. Tant qu'on devra choisir les surveillants parmi des mercenaires (et comment une Administration publique pourrait-elle agir autrement ?) ces surveillants risqueront malgré leur bonne volonté de ne pas présenter les garanties requises.

Mais, en dehors de cela, rien de plus facile, en principe, que de remédier aux autres lacunes existantes. Il suffirait, en règle générale, d'e l'intervention d'une loi.

Cette loi interviendra-t-elle bientôt ? Mystère ! Le passé cependant contient pour l'avenir de funestes présages. Et si peu de progrès, en effet, ont été réalisés législativement depuis 1850, ce n'est certes pas que les propositions aient manqué. A deux reprises différentes, une double proposition de loi a été déposée sur les bureaux de nos Assemblées législatives, en 1873, par la Commission d'Enquête (1) et en 1879, par MM. Théophyle Roussel, Dufaure, Bérenger et l'amiral Fourichon, au nom de la Société générale des Prisons (2).

La première proposition dans sa partie relative à la

(1) R. P. 1879, p. 74 et sq.

(2) R. P. 1879, p. 757 et sq.

modification des art. 66 et sq. du C. P. renfermait les dispositions nouvelles suivantes :

1° elle établissait la distinction si ardemment souhaitée entre les Maisons de Réforme, destinées aux mineurs *acquittés* mais envoyés en correction et les Maisons Correctionnelles destinées aux mineurs *condamnés* ;

2° elle donnait aux juges la faculté de décider que les condamnés seraient, à l'expiration de leur peine, détenus et élevés jusqu'à l'époque de leur majorité dans des *quartiers spéciaux d'éducation correctionnelle* ;

3° elle étendait jusqu'à la *vingt et unième année accomplie* la durée facultative du séjour des jeunes détenus dans les Maisons de Réforme ou dans les Etablissements correctionnels proprement dits ; tandis que dans sa seconde partie on trouvait notamment :

1°) l'éducation industrielle et maritime établie et organisée à côté de l'éducation agricole ;

2°) la libération provisoire mieux réglementée ;

3°) la puissance des parents sur l'enfant libéré plus étroitement circonscrite.

Et à côté de ces réformes ne voyait-on pas figurer, au surplus, dans la proposition nouvelle déposée en 1879 par notre Société des Prisons :

1°) le principe de l'isolement des enfants à la Maison de détention préventive ainsi qu'à l'audience (huis-clos) ;

2°) le principe de la séparation dans les Maisons

de Réforme des enfants de moins de 12 ans et des autres enfants plus âgés (1) ;

3°) le principe enfin si sage et si pratique de la substitution possible de la remise à une société de patronage, à un particulier ou enfin à l'Assistance Publique à l'envoi en correction ?

Il y avait donc là toute une série de dispositions qui assurément n'auraient point suffi à remédier à toutes les lacunes, mais dont l'utilité, la nécessité même étaient incontestables et auxquelles le législateur, semble-t-il, eût dû avec empressement apporter la consécration officielle. Il n'en a cependant rien été. C'est à peine si, en fait, l'une de ces dispositions a trouvé grâce devant lui. Et encore s'agit-il d'un vote qui n'a pas été médité ; car ce n'est qu'à deux mots ajoutés par M. Bérenger à la rédaction des articles 4 et 5 de la loi du 19 avril 1898 et demeurés inaperçus par la majorité du Sénat et de la Chambre que nous devons de pouvoir désormais éviter à certains enfants vraiment dignes d'intérêt l'envoi en correction et adopter avec sécurité cette autre mesure si généreuse, si paternelle, en même temps si pleine pour l'avenir de si consolantes promesses et qui consiste à confier à titre provisoire, voire même définitivement la garde de ces pauvres enfants à une société de patronage, à un particulier ou enfin à l'Assistance Publique.

Quant aux autres dispositions, elles n'ont même pas eu encore les honneurs de la discussion publique.

(1) Cp. *Revue Pénitentiaire*, 1889, p. 329.

Tout au plus en a-t-il été parlé quelquefois à la tribune de la Chambre, soit au moment de la discussion du budget, soit encore à l'occasion de quelques abus trop criants et pour contenter l'opinion. Et ce n'est assurément pas que nos Assemblées politiques n'aient eu encore le loisir d'examiner sérieusement et d'approfondir les projets dont elles sont saisies. Que de fois leur attention a-t-elle été fixée sur des projets beaucoup moins importants que ceux-ci ! Et ce n'est pas non plus qu'on n'ait jamais insisté auprès d'elles. Que de vœux ont été formulés et de démarches faites soit par des députés ou des sénateurs philanthropes, soit par les diverses sociétés s'intéressant au sort de l'enfance coupable !

L'inaction de ces Assemblées ne saurait avoir d'autre cause qu'une indifférence excessive. Il est vrai que la commission extraparlamentaire instituée à la Chancellerie par décret du 26 mars 1837 en vue de préparer la révision du Code Pénal, a mis plusieurs des réformes proposées à l'étude et les a admises en partie. Mais cela ne nous paraît pas avancer singulièrement la question. Tout dépend maintenant de la rapidité avec laquelle les résolutions de cette commission seront adoptées par les Chambres. Or rien ne peut faire prévoir qu'elles doivent l'être sous peu.

Et puis, ainsi que nous le faisons pressentir à l'instant, le projet élaboré par la commission extraparlamentaire n'embrasse pas lui-même toutes les réformes utiles. Il laisse de côté toutes celles relatives au système de la loi des 5-12 août 1850.

De sorte que pour ces dernières il n'existe encore d'autres projets que ceux précédemment cités ; et l'on sait dans quel oubli fâcheux ces projets sont tombés. Il conviendrait que ces derniers fussent repris pour être complétés et portés de nouveau à la connaissance des Chambres. Il n'y va de rien moins que du succès lui-même de l'œuvre commencée.

Est-ce à dire que le jour où les projets ainsi améliorés auraient été votés, tout serait parfait désormais ? Certes non. Il resterait encore à faire de la loi une application convenable. Ce serait l'œuvre collective de l'Administration et des sociétés privées, œuvre délicate et pénible, sans doute, mais dont le succès serait à peu près assuré, pourvu seulement que l'Administration et les Sociétés au lieu de se combattre missent toute leur sollicitude à combiner leur influence et leurs moyens d'action. Et comment pourrait-il en être autrement alors que leur but est le même : arriver coûte que coûte au relèvement moral de la malheureuse enfance coupable ?

Vu :

Le Président de la Thèse,
A. LE POITTEVIN.

Vu :

Le Doyen,
GLASSON.

Vu et permis d'imprimer,

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	5
 PREMIÈRE PARTIE De l'arrestation au jugement.	
CHAPITRE I. — Situation matérielle faite à l'enfant durant la prévention.....	11
CHAPITRE II — De la procédure d'instruction... ..	42
CHAPITRE III. — Du jugement.....	81
 DEUXIÈME PARTIE Après le jugement.	
CHAPITRE I. — De l'exécution de la sentence. — His- torique.....	143
A). — Des quartiers distincts des maisons d'arrêt et de justice départementales.....	152
B). — Des colonies pénitentiaires.	155
C). — Des colonies correctionnelles.....	223
D). — Des maisons pénitentiaires.....	236
CHAPITRE II. — De la libération.....	248
SECTION I. — De la libération conditionnelle.....	249
§ I. — Du placement chez un particulier.....	250
§ II. — De la remise à la famille... ..	259
§ III. — De l'engagement militaire.....	263
SECTION II. — De la libération définitive.....	267
CONCLUSION	281

~~~~~  
PARTHENAY — IMPRIMERIE A. RAYMOND.  
~~~~~